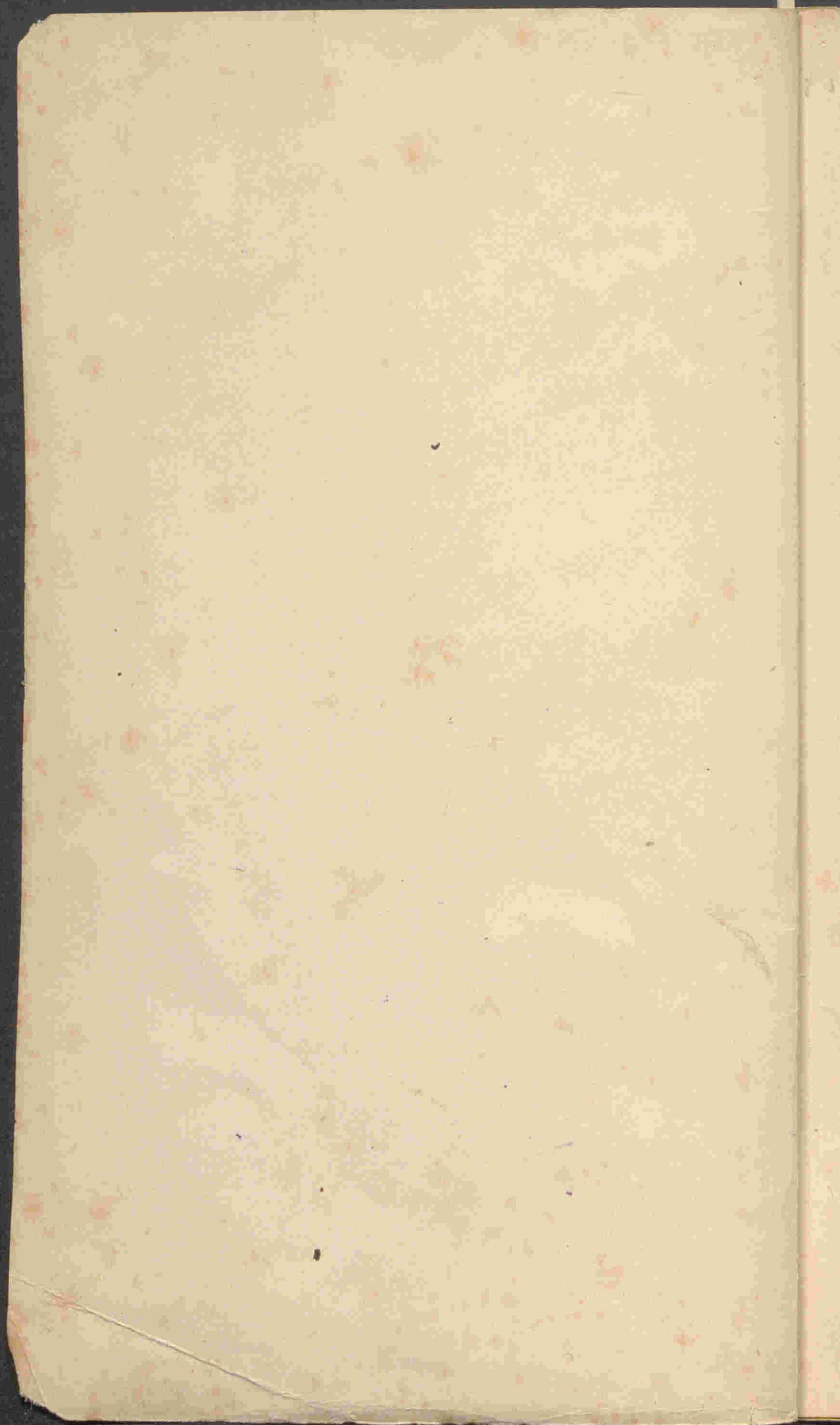


ESCUELA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS

BIBLIOTECA



A/1028



A. Colonization

SYSTÈMES COLONIAUX

ET

PEUPLES COLONISATEURS

Libreria Galan
Oviedo,

ESQUELA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS

BIBLIOTECA

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en avril 1895.

MARCEL DUBOIS

PROFESSEUR DE GÉOGRAPHIE COLONIALE A LA SORBONNE

SYSTÈMES COLONIAUX

ET

PEUPLES COLONISATEURS

DOGMES ET FAITS



PARIS

G. MASSON, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

120, Boulevard Saint-Germain

E. PLON, NOURRIT ET C^{ie}

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

10, rue Garancière

1895

Tous droits réservés.

BIBLIOTECA
DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS

A

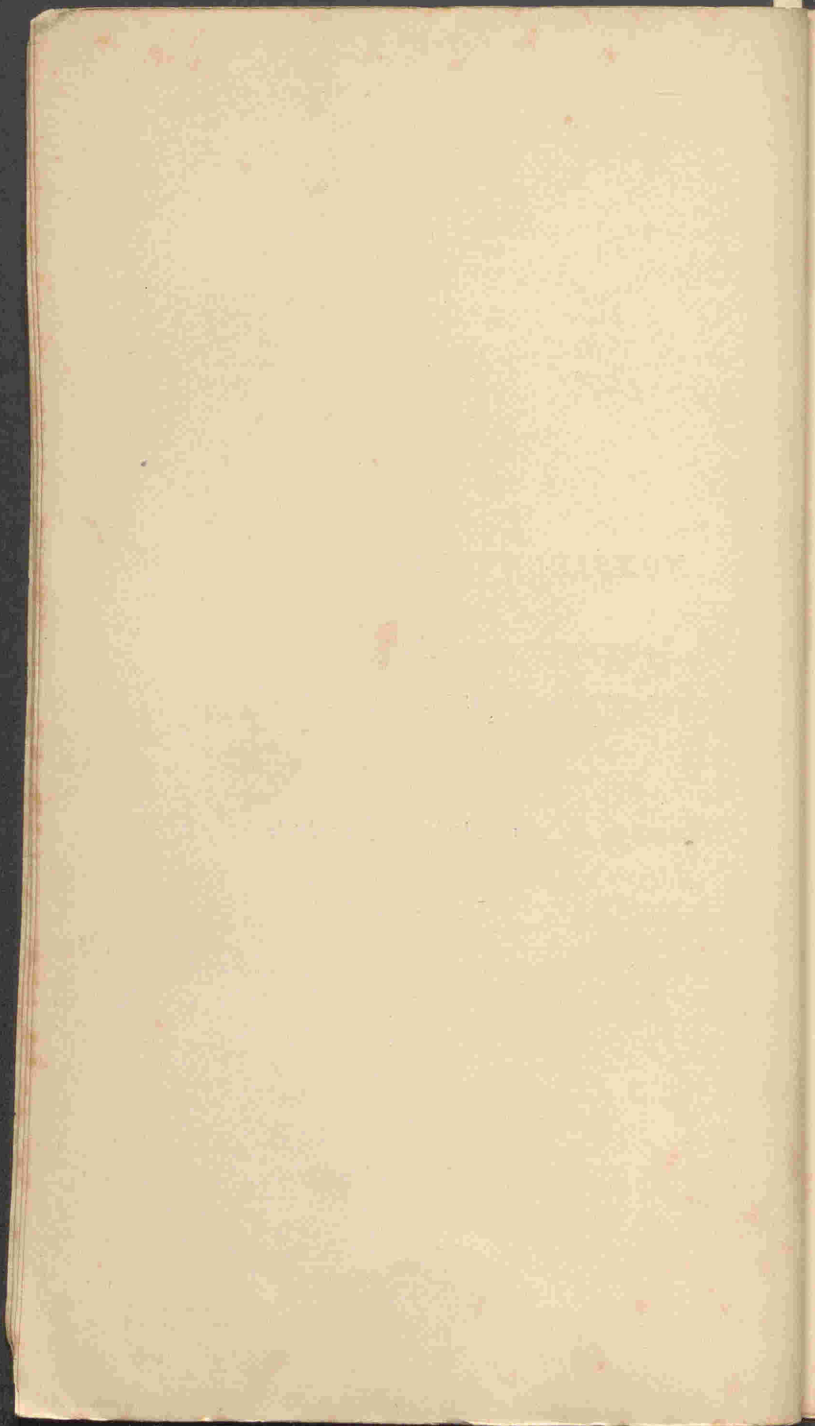
MONSIEUR DELCASSÉ

DÉPUTÉ DE L'ARIÈGE

ANCIEN MINISTRE DES COLONIES

Hommage de respectueuse gratitude

INSTITUTO DE ESTUDIOS
HISTÓRICOS AMERICANOS
—
BIBLIOTECA



PRÉFACE

Cet ouvrage est le simple exposé, sans aucun appareil d'érudition, de quelques idées auxquelles m'a graduellement amené l'étude de l'histoire et de la géographie coloniales. Si le lecteur y trouve une part de nouveauté, et, ce qui vaut mieux, de vérité, je devrai ce bonheur aux historiens et aux économistes dont les œuvres ont guidé mes premières recherches, sans déterminer toujours mes convictions. Il n'est point de pire procédé, dans le domaine de la discussion scientifique, que de se donner l'apparence de ne rien devoir à ses prédécesseurs, sous prétexte qu'on ne partage point toutes leurs opinions. Une manière nouvelle d'utiliser les produits de la moisson n'équivaut point au mérite de l'avoir préparée et faite. Je

R 20744

rends donc grâces bien volontiers à des savants du mérite de M. P. Leroy-Beaulieu, à des œuvres vigoureuses comme son *Histoire de la colonisation chez les peuples modernes*; et je ne fais aucune difficulté d'avouer que, si les doctrines de ce beau livre, et d'autres dont la réputation est grande, comme celui de Seeley, ne me paraissent pas pleinement justifiées par les faits, j'y ai souvent puisé les enseignements qui ont assis chez moi une conviction contraire. Leur argumentation m'a paru appeler quelques graves réserves; les critiques que je mériterai à mon tour hâteront le travail d'approche que nous menons tous ensemble à la recherche de la vérité.

J'espère que même l'amour de mon pays ne m'a pas détourné de cette recherche; et s'il m'est arrivé de réhabiliter un bon nombre d'hommes et d'institutions qui ont joué un rôle dans l'histoire coloniale de la France, j'ai fait effort pour reconnaître le mérite des œuvres coloniales de l'étranger. Au reste, il n'est peut-être pas paradoxal d'avancer que

justice nous a été souvent mieux rendue par des écrivains étrangers, anglais, allemands et autres, que par des penseurs français dont l'esprit de justice était émoussé par un rigoureux dogmatisme.

C'est de ce dogmatisme que j'ai tâché de m'affranchir. Il n'y a point de théorie absolue de la colonisation. Un siècle n'a pas nécessairement une méthode coloniale particulière que tous les peuples s'empressent d'appliquer, car en tous les siècles on a vu les peuples différer entre eux de caractères et d'aptitudes; et il va de soi qu'un peuple agricole par excellence ne peut ni ne doit coloniser comme un de ses voisins chez qui prédomineraient l'industrie et le commerce. Il n'y a pas de colonisation antique, de colonisation du moyen âge, de colonisation moderne; ce sont là expressions qui datent (et encore avec quelle approximation!), ce ne sont pas termes qui caractérisent. Je veux bien que la communauté de civilisation d'un siècle ou d'un groupe de siècles imprime une même apparence aux actes coloniaux,

quelle qu'en soit la nature profonde; il est évident, par exemple, qu'en notre siècle les mêmes discussions dogmatiques s'engagent dans les parlements de tous les pays au sujet des conquêtes et des exploitations coloniales. Néanmoins les Anglais ne colonisent pas comme les Français ni comme les Allemands; et ils auraient tort de le faire. L'histoire du monopole mercantile des Phéniciens fait penser à celle de l'expansion anglaise au dix-neuvième siècle, malgré la différence des temps; les Français en Algérie imitent nombre de procédés des Romains. Ces remarques, sagement insérées dans les livres des historiens qui philosophent sans s'arrêter aux apparences, reposent toutes sur une sorte d'axiome, souvent perdu de vue : l'œuvre de la colonisation dépend du caractère du peuple colonisateur et de la nature du pays colonisé. Les progrès de la civilisation n'iront jamais jusqu'à effacer les traits originaux que la nature de sa patrie imprime à chaque peuple.

Je n'ai aucune honte à me faire le serviteur

d'idées aussi simples, on dirait presque, aussi naïves. Si ce n'est pas un mérite que de les remettre en lumière et en honneur, c'est assurément un tort que de les avoir obscurcies et retirées, même avec beaucoup de savoir, hors la vue des hommes politiques et des hommes d'étude. Au reste, ces idées simples sont règles de conduite qui ne valent pas, à première inspection, tels beaux dogmes dont notre temps s'est épris, mais qui sont d'une observance singulièrement délicate et intéressante. Il est vrai que leur emploi exige des connaissances géographiques étendues en même temps qu'une attentive méditation de l'histoire ; et, pour tout dire, la méthode du critique qui examine le cas particulier de chaque peuple colonisateur et de chaque pays colonisé, est singulièrement plus laborieuse que le procédé de l'orateur qui dit en termes magnifiques l'ardeur coloniale de notre siècle et l'âpreté du partage de l'Afrique. Mais aussi que de joie dans le labeur minutieux d'examiner les infinies variétés de l'initiative humaine en matière de colonisation.

dans la perception du caractère original de chaque peuple, dans l'étude des évolutions d'un même peuple de siècle en siècle !

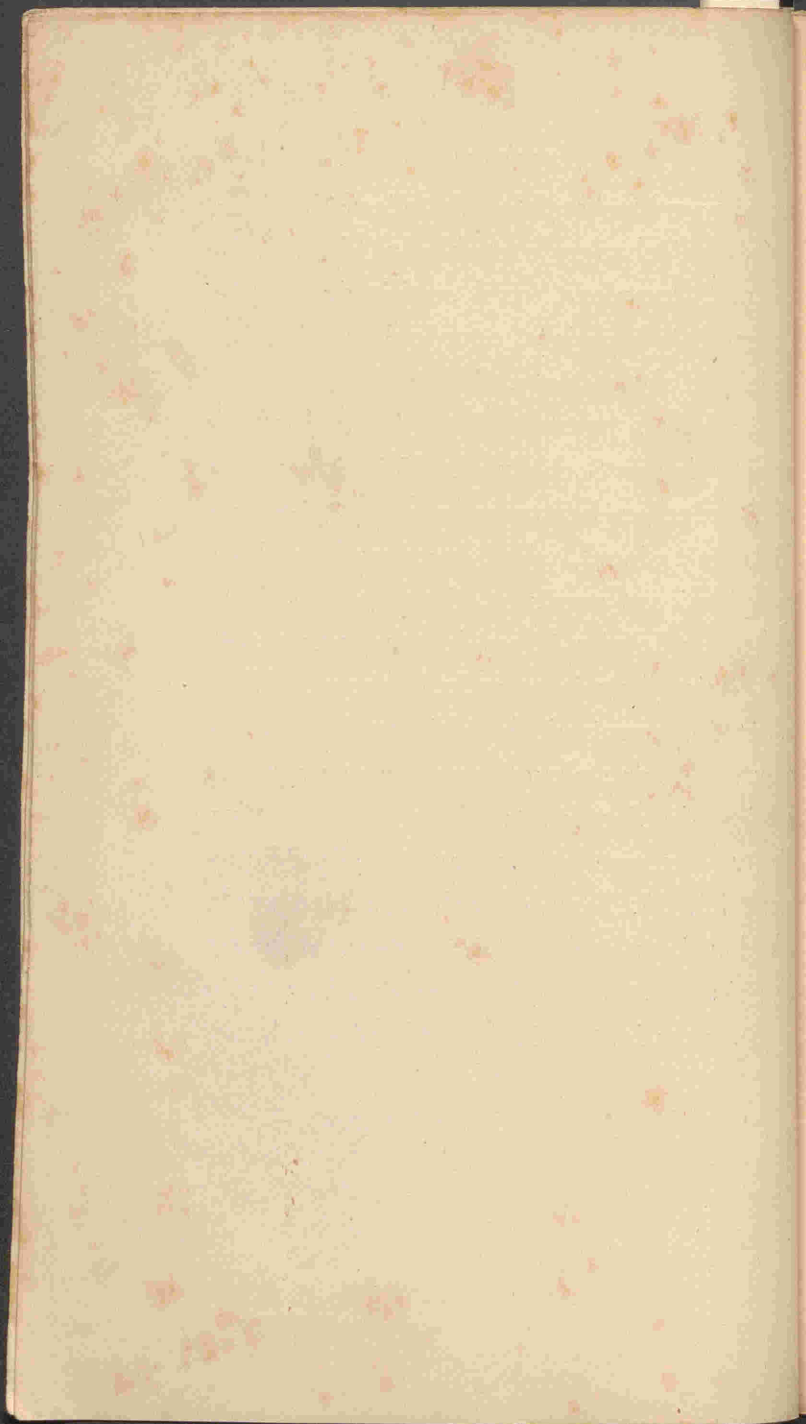
Le sentiment de méfiance que m'inspirent les systèmes coloniaux d'un dogmatisme irréductible n'est point scepticisme. Je crois à la vérité, à la science, comme les penseurs dont les doctrines m'ont paru renfermer une part d'erreur ; mais je crois la vérité plus complexe, la science moins accessible à l'esprit de système, plus réfractaire aux combinaisons faites à trop longue distance de la réalité. Nous sommes en un temps où les sciences historiques et géographiques sont souvent dédaignées par des théoriciens qui croient pouvoir analyser en quelques formules la merveilleuse variété des organismes politiques de notre temps ou même de tous les temps ; l'homme d'étude qui a connu la joie profonde de dégager en historien les analogies et les contrastes des grandes civilisations, de comprendre en géographe les causes de ces analogies et de ces contrastes qui tiennent à la

terre, reste inaccessible à de telles séductions, et refuse d'échanger le trouble de l'idée mobile, vivante, complexe, qu'il se fait du monde, des sociétés humaines, pour le repos d'un formulaire d'abstractions.

Les jeunes hommes dont j'ai le bonheur d'apprécier en Sorbonne le désintéressement studieux et le zèle pour ces questions si graves d'intérêt national, m'ont encouragé à publier ces premières esquisses. Sans cette amicale insistance de mes élèves dont beaucoup sont mes amis, j'aurais attendu le moment où il m'eût été permis de les présenter au public sous une forme plus rigoureuse et avec leur cortège de documents et de preuves. L'un d'entre eux, que je tiens à remercier publiquement ici, M. Joseph Machat, a bien voulu m'aider dans quelques recherches, et revoir de près les nombreuses notes de cours et de conférences dont la réunion a formé ce volume.

Marcel DUBOIS.

BIBLIOTECA



SYSTÈMES COLONIAUX

ET

PEUPLES COLONISATEURS

INTRODUCTION

RECHERCHE D'UNE DÉFINITION EXACTE
DE LA COLONISATION

Il est très singulier d'observer que la plupart des études consacrées à la colonisation visent un seul mode de cet acte complexe, qui enveloppe des faits de navigation, de commerce, de peuplement, d'initiation industrielle, d'influence morale. C'est ainsi que les meilleurs livres traitant de la colonisation chez les peuples modernes, laissent de côté l'histoire pourtant assez ancienne de l'expansion des Russes en Sibérie, et même la formation actuelle des États-Unis d'Amérique. En vain objectera-t-on que c'est là de la colonisation faite par terre-de-proche en proche. Les Russes ont na-

vigué sur les mers polaires en même temps que lancé des barques sur les fleuves de la plaine sibérienne; et, si l'on compte à l'actif de la colonisation anglaise les tentatives faites au seizième siècle pour gagner par les mers septentrionales d'Europe et d'Asie le Cathay et le Zipangou, il faut appliquer la même mesure aux navigateurs russes. Quant aux Américains, ils sont autant aidés de l'Océan que des lacs ou des cours d'eau pour réunir l'Ouest à l'Est. Dans cette manière de juger, il y a, en réalité, une habitude d'esprit propre aux peuples maritimes de l'Europe occidentale, chez lesquels s'est écrite, en majeure partie, l'histoire systématique de la colonisation; et aussi la marque de l'influence prépondérante que les politiques et économistes anglais ont exercée par leurs actes, prédications d'école et publications dogmatiques. Peu à peu, les colonies d'outre-mer ont passé pour les seules et vraies; en même temps, par une sorte d'enthousiasme généreux pour l'expansion du peuple qui nous a vaincus aux Indes et au Canada, surtout par une foi ardente en la vertu de la doctrine essentiellement anglaise du libre-échange, les Anglais ont été regardés, même dans des milieux de Français très cultivés, pour les maîtres et les modèles en toutes les œuvres coloniales.

Ces penseurs ont, au fond, une idée préconçue qui les conduit presque au sophisme. Ils imaginent que la colonisation faite au delà d'un large océan après dure traversée, est nécessairement l'œuvre la plus pénible, la plus probante et la plus méritoire, parce qu'il y a, sous cette forme, transport ou essai de civilisation en pays particulièrement nouveau. A coup sûr l'œuvre d'un Colomb, d'un Pizarre, d'un Cortez ou celle de Jacques Cartier, dénote une énergie admirable : les navires étaient alors petits et risquaient de graves désastres en des parages inconnus ; les faibles détachements laissés au loin devaient faire preuve d'une endurance et d'une ingéniosité, au milieu de conditions nouvelles de terroir et de climat, qui marquent bien la vitalité d'une race et la puissance d'expansion d'un peuple. Encore doit-on remarquer que la supériorité de l'instruction et de l'armement rendait cet abandon beaucoup moins cruel qu'on ne l'imagine ; et, d'autre part, le manque de bien-être n'éprouvait pas autant les rudes soldats ou colons du seizième siècle que nos explorateurs, auxquels on les compare trop souvent. On trouverait dans l'histoire de la colonisation continentale des exemples équivalents de fermeté chez des groupes isolés d'émigrants : tel cantonnement de Russes fixés, avant

la construction du Transcaspien, au milieu de Turkmènes et autres ennemis de race et de civilisation différentes, était, par le nombre de jours d'étapes et les conditions difficiles de la vie, aussi loin de la mère patrie et aussi délaissé que les colons anglais ou français des premiers temps de l'expansion européenne en Amérique.

Autant et même plus que les progrès par terre, les plus longs voyages sur mer sont devenus aisés et commodes. Rapides et réguliers, les paquebots à vapeur transportent au loin les émigrants et tout ce qui est nécessaire à leur installation ; et des colons d'Australie, de Nouvelle-Zélande, amenés à pied d'œuvre, ont pu être constamment ravitaillés, réconfortés, tenus en rapports étroits avec la métropole. Moins facile et moins économique de beaucoup, à égale distance, est la colonisation continentale faite de proche en proche : le cheminement des soldats et paysans russes au Turkestan et en Sibérie est, à cet égard, une œuvre aussi remarquable que la mise en valeur par les Anglo-Saxons des terres nouvelles de l'océan Indien et du Pacifique. Si vaste soit-elle, « la mer unit au lieu de séparer ».

Une autre raison a gêné les historiens modernes de la colonisation dans la recherche équitable et

la comparaison complète des divers modes de cette œuvre.

Ils ont un parti pris dogmatique en faveur de la colonisation de caractère commercial, ce qui revient à un parti pris en faveur de la colonisation anglaise. Du jour où s'est introduite dans l'économie politique et la géographie l'habitude d'apprécier le succès de toute œuvre coloniale, comme la prospérité de tout pays, à la valeur du commerce engagé, du mouvement des ports, de la circulation des navires, c'est-à-dire à l'intensité de l'échange (sinon à la pratique orthodoxe du libre-échange), l'attention s'est nécessairement concentrée sur l'expansion des peuples maritimes opérée par des procédés de navigation. En effet, c'est sur l'espace maritime compris entre la métropole et la colonie, que semble le mieux et le plus vivement ressortir le fait de l'échange : le nombre de navires qui circulent sur cette route, allant d'un pays à l'autre, voilà, paraît-il, le meilleur indice de la vitalité de tous deux et même de leur union.

Il y a plusieurs défauts de logique dans cette manière de raisonner. Si le commerce continental entre métropole et colonie d'un seul tenant échappe plus aisément à la statistique par sa con-

tinuité et l'absence d'une zone neutre comme la mer, il n'en existe pas moins.

Et puis le commerce n'est pas la marque unique de la condition prospère d'une colonie et du mérite d'une œuvre coloniale. Plus un pays d'expansion est civilisé, mieux il se suffit, moins il a besoin de commerce ou, si l'on veut, du même commerce. L'Angleterre constate déjà douloureusement cette vérité dans l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande; et elle en ressentira de plus en plus les effets. L'exemple du Canada prouve que facilité de contrôle statistique n'est pas rigueur d'observation d'un fait beaucoup plus général que l'échange; ce pays n'atteste-t-il pas, encore aujourd'hui, après un siècle et demi de séparation, la vigueur coloniale de la race française, bien qu'il fasse avec la France un commerce de très médiocre valeur?

Outre le commerce, on doit considérer la situation agricole, industrielle du peuple colonisé; et il n'y a pas nécessairement traduction d'un état prospère de l'agriculture et de l'industrie par beaucoup de commerce. Il est clair que l'Australie, devenue puissance industrielle, fera moins d'échanges avec la Grande-Bretagne, dont les cotonnades et lainages seront remplacés par ceux des

fabriques fondées près des houillères du pays. De même, le développement de la culture de la vigne y sèche une des branches de commerce avec la France. On en peut dire autant de l'Inde et de l'Afrique australe anglaise, où d'incessants progrès, en constituant des nationalités nouvelles, diminuent le nombre des navires et la valeur du commerce avec d'autres nations. Ainsi l'Océan redeviendra une vraie séparation ; et la colonisation arrivera mieux à son dernier terme, la fusion de deux sociétés en une nouvelle, sur une étendue continentale d'un seul tenant que sur les bords d'un grand océan. Car ce qui rapproche vraiment de mœurs, d'idées, d'état social, c'est beaucoup plus ce cheminement invisible, insaisissable et perpétuel des denrées et des gens, comme il arrive entre pays contigus sur terre, que de grands courants de commerce par mer, dont l'existence atteste un déséquilibre, une dissemblance entre les deux groupes contractants. L'équilibre dans ce second cas est rétabli par l'émigration et l'initiation industrielle, mais c'est au prix de la restriction même d'échanges devenus moins nécessaires.

En réalité, il y a colonisation toutes les fois qu'il se produit modification *quelconque* d'une civilisation au contact d'une autre, par voie de terre

ou par voie de mer, ou bien établissement d'une civilisation en pays absolument nouveau. Les Romains ont fait œuvre coloniale en Italie même, dans la Cisalpine, au même titre que plus tard en Gaule par delà les monts, ou sur le bas Danube à travers de grands espaces de terre, et en Afrique de l'autre côté de la Méditerranée. Les Grecs aussi avaient colonisé de plus ou moins loin, et suivant les modes les plus divers, commerçant ici au passage, déposant là un peuple d'agriculteurs ou un groupe politique, ailleurs initiant des barbares à l'industrie, ou transformant par leur civilisation des pays de mœurs différentes. Les Phéniciens ont fait œuvre coloniale à l'aide de comptoirs commerciaux très disséminés, mais aussi par le moyen de convois d'émigrants, comme le prouve l'histoire de Carthage et le souvenir du périple de Hannon; et même, dans les pays qui ne furent pas pour eux des terres d'expansion, ils furent plus que des marchands; les industries de la pourpre, du bronze, de l'étain, l'agriculture sollicitèrent encore leur activité.

Il en a été de même dans les temps modernes, où l'extension apparemment plus grande des entreprises n'implique pas une diversité de nature. Toutes proportions gardées, la découverte et la

mise en valeur de l'Amérique par les Espagnols, Portugais, Hollandais, Français et Anglais, n'est pas œuvre plus gigantesque que l'ouverture de l'Ibérie, de la Gaule, de la Germanie, de l'Asie occidentale, de l'Inde aux riverains de la Méditerranée. D'ailleurs, les Hollandais ont, comme les Phéniciens, colonisé aussi bien en initiateurs agricoles qu'en rouliers et courtiers. Les Anglais ont, après les Français, mené de front le peuplement, l'exploitation commerciale, la mise en valeur industrielle, la culture; et leur colonisation n'est de nos jours exclusivement et abusivement mercantile que par suite de l'énorme disproportion entre la puissance réelle de la métropole et de la colonie ou conquête. Les descendants des Espagnols ont fait commerce d'or et d'argent, mais ils ont été aussi des agriculteurs au Chili, des planteurs aux Antilles.

D'où il résulte que tel peuple n'a pas une manière spéciale de coloniser, qu'on puisse ériger en dogme, ni qu'on doive appliquer à tous les pays comme une recette de bonne colonisation. Il n'est en ces matières ni théorie d'économie politique, ni exemple du passé, ni même succès actuel qui vaille pour tous les cas, et il n'y a ni méthodes, ni systèmes coloniaux, mais seulement des pro-

cédés. La raison en est qu'il faut tenir compte avant tout de deux facteurs essentiellement variables : l'un humain, historique, qui est l'état du peuple qui colonise ; l'autre plus dépendant des lois physiques, qui est la nature de la contrée nouvelle à mettre en valeur.

A peine pourrait-on dire, d'une manière très générale, si l'on voulait s'en tenir à une trop vieille distinction, que dans les pays de la zone tempérée il y a presque toujours peuplement au début, ensuite une période d'apprentissage à la fois agricole, industriel, commercial et politique qui amène finalement l'indépendance ; tandis que sous les tropiques, la colonie reste plus longtemps dans l'âge de l'exploitation commerciale, puis de la culture riche par main-d'œuvre de la race subjuguée. Ici et là, le but, le criterium d'une colonisation parfaite est le même, création d'un être nouveau viable, c'est-à-dire évolution ; et les moyens diffèrent beaucoup plus par leur combinaison que par leur nature, car on peuple toujours dans une certaine mesure, et il n'est pas de métropole qui n'exploite jusqu'au moment où le pays initié se suffit. Peut-être ce point de vue est-il, d'ailleurs, trop moderne et européen. Il faut envisager les œuvres de toutes les races à tous les

âges et dans tous les pays ; et l'étude de la colonisation n'est, en fin de compte, que celle des mouvements d'hommes civilisés à divers degrés et de diverses manières dans des contrées très différentes et très différemment traitées. C'est essentiellement une partie de la science des rapports variables entre la terre et l'homme, c'est-à-dire de la géographie comparée et combinée avec l'histoire.

THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

BY

JOHN BURNET

OF

THE UNIVERSITY OF OXFORD

IN TWO VOLUMES

LONDON

Printed by J. Streater, at the

Sign of the Sun in St. Dunstons Church

1679

Price 1s. 6d.

For Sale by

W. B. at the

Sign of the Sun in St. Dunstons Church

1679

Price 1s. 6d.

For Sale by

W. B. at the

Sign of the Sun in St. Dunstons Church

1679

Price 1s. 6d.

For Sale by

W. B. at the

Sign of the Sun in St. Dunstons Church

1679

Price 1s. 6d.

For Sale by

CHAPITRE PREMIER

COLONISATION ANCIENNE ET COLONISATION MODERNE

L'étude géographique comparée des empires et des procédés coloniaux est surtout instructive pendant la période moderne, parce que l'œuvre de colonisation présente alors, avec des succès très divers, le spectacle d'une adaptation plus variée de l'activité changeante des nations à des circonstances très nouvelles et vraiment contrastantes de terroir, de climat, de végétation, de richesse minière ou animale, de population.

Les Phéniciens avaient principalement colonisé par le commerce, en établissant des dépôts de marchandises en des points faciles à aborder, à fortifier et à isoler; de sorte que, même sortis de la Méditerranée, ils ne s'étaient pas, en général, précisément mis en contact, au moins prolongé, avec des terres différentes de celles qu'ils connaissaient. Les Carthaginois sont un exemple de Phéniciens deve-

nus à la fois commerçants et agriculteurs ; mais il n'y eut pas grande surprise à éprouver ni grands efforts à faire pour accommoder à l'Afrique mineure des colons provenant de la Méditerranée orientale. Les Grecs furent déjà des colonisateurs plus exercés à modifier les formes de leur activité nationale ou ethnique. S'ils rencontrèrent jusqu'en Grande-Grèce et même à Massalia des conditions de vie analogues à celles de leur pays d'origine, ils durent s'adapter à des milieux tout autres dans les parages de la mer Noire ; en tout cas, les colonies établies par les Milésiens sur les bords septentrionaux et occidentaux de cette mer, plus incorporées au sol qu'on n'avait encore vu, présentèrent une face curieuse et nouvelle du problème. Que dire des œuvres accomplies en Bactriane et Sogdiane, à la suite de l'expédition d'Alexandre ? Les Romains eurent une aire d'expansion en apparence plus étendue, mais moins variée ; car sous le nom de colonisation romaine se cachent bien des travaux gréco-romains ou gallo-romains, et sans doute plus grecs ou gaulois que romains.

Il sera intéressant de pouvoir envisager quelque jour les origines et les phases du mouvement colonial chinois. Pour le moment, nous sommes à peine maîtres des faits de la période contempo-

raîne; les phénomènes d'infiltration lente et de métissage progressif, par exemple, nous échappent par leur délicatesse même. Mais on doit déjà s'occuper de la colonisation par terre avec la même attention que de la colonisation maritime. Cette dernière, opérée à grande distance, est mieux étudiée, parce qu'elle frappe davantage par son caractère aventureux et dramatique; si bien qu'aujourd'hui il y a tendance à considérer deux ordres d'événements au détriment des autres, le cycle de la colonisation méditerranéenne, et la série d'échanges de denrées ou d'hommes entre l'Europe et certaines parties de l'ancien monde ou le nouveau. Les œuvres des Phéniciens, des Grecs et des Romains sont très intéressantes, à cause de la position même de la Méditerranée, d'où rayonnèrent très loin, jusqu'à l'Inde, l'Indo-Chine, la Chine, et, d'autre part, jusqu'à la Grande-Bretagne, les influences civilisatrices. Mais il n'y eut pas dans l'antiquité de révolution comparable par son ampleur et sa rapidité de répercussion à celle que causa la découverte des Amériques, trouvées sur le chemin de l'Asie orientale que l'on cherchait.

Et ce fut justement l'incommodité des rapports de commerce entre la Méditerranée et les pays lointains d'Asie, le trop grand nombre d'intermé-

diaires, l'interposition de peuples continentaux, de dominations nomades fermées, qui rejetèrent l'ardeur des nations civilisées vers l'ouest et leur firent désirer la découverte d'une route nouvelle, même plus longue et en apparence plus dangereuse. Portugais et Espagnols crurent suppléer aux voies de caravanes maintenant barrées de l'Asie centrale, avoir les épices ou la soie à meilleur compte que par la Syrie ou l'Égypte, s'ils parvenaient à doubler l'Afrique ou à traverser l'Atlantique ; il y a filiation étroite entre les voyages de Marco Polo et ceux de Colomb et de Gama. C'était en revenir aux chemins de mer, c'est-à-dire à l'emploi normal de l'activité propre des peuples riverains de la Méditerranée ou de l'Atlantique, peu nombreux, mais civilisés, et portés aux aventures pour contenter leurs besoins. Ainsi, il n'est pas étonnant que, des premières œuvres écrites sur ces sujets par des Italiens, des Portugais et des Espagnols, se soit transmise jusqu'aux livres de nos jours une prédilection marquée pour la colonisation par mer et les longs voyages. C'est, en un sens, un legs héréditaire du tempérament des peuples maritimes de l'antiquité à ceux qui ont été formés à leur école, une forme inattendue de l'esprit classique.

Il y a pourtant entre les œuvres coloniales anciennes et celles des temps modernes une grande différence, qui réside géographiquement dans deux ordres de faits. Aux trajets de cabotage se sont substitués les trajets au long cours; et c'est par là, en partie, que l'étude des découvertes modernes a pris tant d'attrait. Mais le vrai contraste est beaucoup plus en ce que, depuis ces découvertes, des peuples plus nombreux ont occupé et colonisé des terres plus ou moins réellement vacantes, mais toutes plus dépourvues d'une civilisation analogue à la leur. On ne peut apprécier de même la distance de culture qui séparait, d'une part le Grec phocéén du Gaulois et du Ligure des environs de Massalia, et d'autre part le Portugais et l'Espagnol du Caraïbe, de l'Inca ou de l'Aztèque. Quand l'initiation grecque s'étendit aux côtes de la Méditerranée occidentale, le passage des Phéniciens avait déterminé une sorte de préparation; et les Romains trouvèrent en Afrique la voie singulièrement aplanie par l'expansion antérieure des Carthaginois, qui ne furent sans doute ni si barbares ni si oppressifs qu'il a plu aux historiens latins de nous le dire. En tout cas, si les peuples qui furent mis en contact à la suite des voyages de colonisation, Phéniciens, Grecs, Romains,

en étaient à des degrés très différents de culture, il y avait entre eux ce qu'on pourrait appeler des analogies préparatoires, tenant à la fois à la similitude des conditions naturelles de la vie, et à des influences ressenties graduellement de proche en proche. La colonisation du nouveau monde par l'ancien, et celle des pays vraiment rêvés et cherchés de l'Inde, de l'Indo-Chine, des îles aux épices, les rapports noués par mer avec la Chine et le Japon mirent en présence des éléments bien plus dissemblables entre eux et beaucoup plus divers, et cela même prouve qu'on se tromperait en essayant de déterminer des caractères communs de la colonisation chez les peuples modernes, en jugeant les œuvres accomplies ou à accomplir au nom de quelque principe unique comme la liberté commerciale, à laquelle, du reste, personne n'a pensé doctrinalement avant la fin du dix-huitième siècle, ni aucun État n'a jamais été attaché que par intérêt passager ou faux semblant.

Au géographe il appartient de rechercher comment le tempérament de chaque peuple, qui, pour des causes multiples, varie au cours des siècles, l'a porté à adopter dans tel pays déterminé tel mode de colonisation. Mais il faut bien se rendre compte encore qu'il n'a pu exister avant nos jours de colo-

nisation très rationnelle. Celle des Grecs et en général des Romains le fut par la force des choses, parce que les terres colonisées ne différaient pas prodigieusement des métropoles, et que l'harmonie des moyens s'établissait ainsi d'elle-même. Remarquez, au contraire, que jusqu'à aujourd'hui, aujourd'hui encore, bien peu d'hommes cultivés ont admis, par exemple, l'impossibilité radicale de peuplement dense par des Européens des contrées de la zone tropicale : il fallait l'expérience chèrement acquise, les progrès de la climatologie et de la géographie médicale pour nous éclairer. Aussi n'est-il pas surprenant que les Portugais aient persisté pendant très longtemps à vouloir peupler l'Angola et le Mozambique; ni que l'expédition française du Kourou n'ait été blâmée à son époque que pour ses vices d'organisation.

Un facteur essentiel à considérer dans une étude de la colonisation chez les peuples modernes est à coup sûr, outre la nature de la contrée colonisée, la richesse en hommes et en capitaux de la métropole. Ce ne sont pas seulement l'adoption de mesures prohibitives et la recherche du monopole qui ont fait échouer la plupart des entreprises du Portugal. Ce n'est non plus ni le manque de hardiesse et d'éducation navale de ses marins, ni

l'imperfection de ses ports, ni même le petit nombre de ses navires. Les prohibitions et le monopole sont restés jusqu'à la fin du dix-huitième siècle des faits généraux. Les navigateurs portugais étaient vaillants et instruits, Lisbonne en bonne position et de favorable structure pour les traversées atlantiques ou les périples africains, et la construction navale très en honneur chez ce peuple. Mais le pays se trouvait en lui-même trop pauvre d'argent pour subvenir longtemps aux frais de si grosses et si lointaines entreprises; en même temps, il avait, sur une petite surface, une population insuffisamment dense pour fournir seulement des garnisons à des postes même jalonnés de distance en distance : et le Portugal se heurta précieusement à l'Inde, grande terre où la vie foisonne, même il s'y heurta surtout à la base de la muraille la moins franchissable, au pied des Ghates occidentales. L'œuvre africaine ne fut d'abord que de la stratégie commerciale et une entreprise de traite en connivence avec les rois nègres de la côte : les Portugais gardaient la route des Indes par une suite de stations fortifiées, et vidaient le pays de ses habitants, sans vouloir ni pouvoir le remplir de leurs colons. Le Brésil, qui offrait d'ailleurs un champ plus facile, fut seul réellement peuplé, et

la colonisation y a réussi au point d'y créer une nation capable de s'émanciper sans secousse de la faible et lointaine métropole.

Les Espagnols, assez peu nombreux aussi, habitant un pays médiocrement riche, même avec l'or du nouveau monde, très pauvres d'hommes et d'argent après les grandes guerres de Charles-Quint et surtout le règne de Philippe II, envoyèrent sans doute de plus forts essaims que le Portugal, et qui n'entrèrent en contact avec aucune société aussi compacte que celle de l'Inde, avec aucune résistance militaire comparable à celle des sultans arabes maîtres au commencement du seizième siècle du commerce de l'océan Indien. Mais la population maritime d'Aragon, des Asturies ou d'Andalousie n'était pas aussi dense ni aussi aguerrie que celles de France, de Hollande et de Grande-Bretagne. L'abus de la recherche monopolisée des métaux précieux empêcha l'engagement d'un trafic capable de former des capitaux et de dresser à la navigation des contingents nombreux de nationaux. Le lien entre colonies et métropole résida plus dans l'administration castillane que dans la communauté d'intérêts et dans la fréquentation, sinon le peuplement, et l'on en vint de bonne heure à l'opposition. La base de

population et de richesse de l'Espagne était encore insuffisante; aussi la lutte fut-elle courte et inégale, surtout quand les Hollandais, les Anglais et les Français se furent jetés vers la vie maritime de tout le poids de leur richesse et de leur nombre.

Les Hollandais, comme les Portugais, devaient échouer dans l'Inde, faute de disposer d'assez de troupes de terre. Il y avait disproportion entre le domaine acquis et l'acquéreur, moindre cependant que pour le Portugal, parce que la vie maritime occupait une très forte part du peuple néerlandais. Aujourd'hui même, ne voyons-nous pas la même question du nombre disponible de soldats se poser à propos de Bornéo, par exemple, où le droit traditionnel a été battu en brèche par l'Angleterre, à propos de Sumatra, où l'insurrection indigène d'Atjeh paralyse l'armée hollandaise? C'est qu'autrefois il s'agissait surtout de tenir en respect les peuplades littorales, tandis que déjà il faut se défendre contre des ennemis venus du dehors et se charger de la police des insulaires de l'intérieur : un peuple de marins ne suffit plus à cette tâche.

Les Anglais n'éveillèrent que vers la fin du seizième siècle leur vocation maritime et coloniale, et il fallut que leur union politique fût accomplie

pour que se missent en pleine lumière les qualités acquises par la piraterie et la guerre. Au dix-septième siècle, c'est la recherche commerciale aux dépens d'autrui qui est le trait saillant, alors que Portugais, Espagnols, Hollandais et Français, fondent des établissements durables de peuplement, en tout cas font de l'autorité politique la condition de l'exploitation commerciale. Les colonies anglaises d'Amérique prospèrent alors, en partie parce qu'elles sont négligées comme trop pauvres. Ce fut véritablement depuis la fin du dix-huitième siècle, même depuis 1815, que se produisit la poussée d'hommes du Royaume-Uni, avec dessein d'occuper complètement, de peupler pour l'exploitation. Les sociétés fondées, d'abord furent à l'image de la métropole, des nations, des races anglaises, puis ont prospéré et déterminé un appel d'émigrants de partout, si bien que la Grande-Bretagne a dû s'armer de plus en plus pour les tenir dans sa sujétion commerciale. En même temps, elle devenait, grâce à son sol, une vaste usine ; et cet essor dépassant la mesure des besoins coloniaux, elle s'est vue condamnée par l'ampleur des opérations engagées à rechercher le trafic universel, la mise en valeur de toutes les terres inoccupées. Mais les nouvelles nations fondées, comme

les vieilles rénovées, vivent, de par toutes les lois de la nature, d'une existence toujours plus à elles, malgré la présence d'Anglo-Saxons, et apprennent à se suffire. On peut se demander avec anxiété ce qui adviendra après plusieurs sécessions économiques, ou même simplement politiques comme celle des États-Unis d'Amérique. Il faudra subsister sur les pays moins avancés du domaine d'autrui, empiéter et conquérir à jet continu. L'arrêt serait un suicide, et la continuation engendrera peut-être une série de guerres comme en souleva l'Espagne en voulant faire respecter la ligne de démarcation tracée pour elle par les papes.

On voit par là combien a varié la Grande-Bretagne, et qu'il y a une singulière erreur de perspective historique, en même temps que d'observation géographique, à parler de traditions coloniales anglaises. Quand on met en avant, par exemple, celle qui consisterait à fonder de libres compagnies à charte, on oublie que tous les États en fondèrent à l'imitation, non pas du Royaume-Uni, mais des Hollandais, que la Compagnie anglaise des Indes a été en temps utile supprimée, et l'Inde pourvue d'une impératrice et d'un vice-roi. Resterait aussi à déterminer dans quelle mesure des compagnies à charte comme celles du Niger ou du Sud-Afrique

ont été imaginées pour mettre les colonies à l'abri de justes revendications, et cacher du masque de l'initiative privée des empiétements de droit international ou public : il y a chez le peuple anglais un alliage curieux de l'esprit pratique avec le respect des formes, qui pourra servir plus tard aux calmes historiens à expliquer bien des choses. Pour nous importent davantage le tempérament industriel et commercial d'une nation très peuplée et très riche, le choix habile des contrées d'expansion et les moyens pratiques employés.

Ainsi, comme tous les organismes métropolitains, toutes les œuvres coloniales se sont transformées. Mais peu l'ont fait autant que l'œuvre anglaise, tandis que peu aussi sont restées plus constantes que celles de l'Espagne et du Portugal.

La France est demeurée, malgré de nombreux changements politiques, relativement stable dans son état social et économique, d'où il est résulté comme une discipline dans l'acte de coloniser. Quand on veut importer chez nous les procédés commerciaux et industriels de nos voisins d'outre-Manche, on est le jouet d'illusions doctrinales, de sollicitations d'école, on oublie que les agriculteurs sont le fonds de notre peuple, que l'industrie ne vient chez nous qu'en seconde ligne, que, aussi

riches peut-être en un autre genre, nous n'avons pas en ce moment le surplus de population nécessaire pour lancer de vastes entreprises comme celles d'Australie ou du Sud-Afrique.

Plus pauvres, les Russes ont conquis par leurs rudes soldats, que suivirent les marchands et les paysans, la Sibérie et l'Asie centrale; et c'est encore grâce à la main-d'œuvre militaire qu'ils peuvent à moins de frais exécuter des chemins de fer ou restaurer les anciens grands canaux. Ils font partout précéder et opèrent par les travaux publics l'occupation complète, l'assimilation et la mise en valeur de leurs colonies. Ils ont rencontré du reste en Asie centrale quelques populations dressées de longue date au commerce, à l'agriculture et même à l'industrie, ou qui se transforment vite par l'immigration continue de Slaves et de Chinois.

L'expansion de l'Union américaine dans l'Ouest, guère moins ancienne en réalité que l'œuvre russe, a commencé par la côte du Pacifique et par les lacs, mais ne marche aussi de nos jours qu'avec les travaux publics. L'Asie centrale et le Far-West, vastes l'une et l'autre, assez analogues par quelques-unes de leurs parties montagneuses, offrent pourtant dans leur nature physique, dans la distribution de leurs habitants, des différences essen-

tielles. De plus, c'est grâce à son or, non à ses soldats, que l'Union a vaincu la Prairie, puis les Rocheuses. Enfin les promesses de son sol lui valent chaque année un contingent d'émigrants de toutes les familles européennes très supérieur à celui qu'attire la Russie nouvelle, qui se répand, en outre, le long des chemins de fer et des fleuves, dans des terres aussi généralement riches et salubres que vides.

Certains peuples, comme l'Allemagne impériale et le royaume d'Italie, n'ont pas évolué dans leur œuvre coloniale, parce qu'elle date d'hier. Aussi les conditions de leur activité sont-elles, sinon mieux définies encore, du moins plus faciles à caractériser. Ces métropoles n'ont pas eu le choix des pays à coloniser, et n'ont pu ainsi, en dépit d'une ardeur généreuse, rencontrer le milieu favorable à leur expansion. Terres d'émigrants et, l'Allemagne au moins, de grande industrie, il ne leur reste, au début de leur initiative, comme à l'Angleterre à l'extrême limite de sa destinée, qu'à vivre chez le voisin et du voisin, tant que celui-ci n'a pas songé à distinguer dans les contrées d'outre-mer le tien et le mien.

Il faut convenir d'ailleurs que, si les nations diffèrent entre elles de tempérament et de besoins,

en notre siècle comme dans le passé, les découvertes scientifiques, le perfectionnement des moyens de transport, la toute-puissance du trésor de la houille et du fer, plus grande que ne le fut jamais celle de l'or et de l'argent espagnols, ont ajouté, substitué même aux aptitudes d'un peuple en général ou dans tel cas donné, le poids de forces acquises dont l'emploi est universel.

Par sa richesse houillère et minérale, la populeuse Allemagne, pays d'agriculture pauvre en somme, est devenue un État capable de grand commerce et de grande colonisation ; cela malgré la mauvaise qualité, l'exposition uniforme et la pauvreté de ses côtes. L'Angleterre a cumulé, avec les bénéfices de son industrie, les avantages d'une éducation navale due à sa position insulaire, à la nature de ses rivages et au voisinage immédiat de rivaux maritimes. Les côtes où se forment les marins d'Allemagne ne sont pas les environs de Wilhemshafen, de Kiel, des bouches de l'Oder ou de l'Elbe, mais les pesants navires de fer qui sillonnent les mers lointaines, emmenant les produits de ses usines. Il faut que ses colonies, ou à leur défaut l'étranger, achètent les objets ainsi transportés, et elle a réellement, aussi bien que la Grande-Bretagne, un intérêt vital à ce que le

trafic universel lui soit acquis ou permis. Or, malgré cette vigoureuse expansion maritime, on comprend que les pays de domination allemande n'absorberont jamais l'excédent de produits industriels rendus disponibles par l'émancipation de peuples encore tributaires. La houille et le fer, comme l'or et l'argent, se déprécieront par pléthore, à moins d'être appuyés, non plus seulement d'émigrants, mais de soldats.

Une autre vérité est, en effet, plus instructive dans l'étude des effets de la révolution industrielle et commerciale de notre siècle, c'est que les règles de rapport rationnel entre les forces du colonisateur et la colonie sont devenues plus rigoureuses que jamais. Toute faute d'emploi est maintenant passible d'un dommage inévitable. Il a fallu jadis de longues années pour démontrer la disproportion entre la puissance du Portugal et ses tentatives dans l'Inde et en Chine ; et la Hollande a pu, pendant au moins un siècle, donner l'illusion d'une vigueur comparable à celle des Anglais et des Français. C'est que l'un et l'autre étaient très avancés dans l'art de la navigation et du commerce et en plein déploiement de leur énergie. Aujourd'hui chacun est nivelé à sa valeur, et les événements se précipitent géométriquement. En

Afrique, le Portugal a été spolié par l'Angleterre, incomparablement plus peuplée et plus riche d'industrie. Les Hollandais, agriculteurs et commerçants, mais sans soldats et sans marine de guerre, ont dû subir des empiétements à Bornéo, et l'illusion leur serait maintenant impossible d'une chance de succès dans un conflit avec la Grande-Bretagne. Celle-ci à son tour a baissé deux fois pavillon devant l'Allemagne plus militaire. Il y a désormais, en raison de la rapidité des communications entre l'Europe et les terres nouvelles, nécessité immédiate d'utiliser, sous peine de déchéance, les territoires occupés, et proportion directe de l'étendue des colonies, non seulement avec la population et la richesse de la métropole, mais avec son armée servie par une grosse marine. Il n'est pas d'expression plus nette de cette condition nouvelle d'équilibre, que la facilité avec laquelle les Allemands, et par eux le roi des Belges, se sont fait ouvrir, en conférences internationales d'apparente courtoisie, les mailles du réseau qui semblait envelopper l'Afrique et la rendre inaccessible à de nouveaux venus. Dans le Pacifique, se prépare l'histoire de demain : les États-Unis, l'Allemagne y font hésiter l'Angleterre aux Samoa ; et l'Australie avec la Nouvelle-Zélande y présentent seules, par les

forces qu'elles recèlent, une base de résistance continentale anglo-saxonne plus efficace qu'une nombreuse flotte. On peut dire que la terre a vaincu la mer, à force de houille et de fer. Pour la France seule, une extraordinaire richesse agricole est le moyen qui supplée à la médiocrité de ses mines de combustible.

Seulement, on ne doit pas considérer ce nivellement comme définitif, et les œuvres coloniales de maintenant, qui procèdent d'un développement hâtif, fébrile de puissance industrielle et commerciale, ne sont pas plus solides que les édifices élevés dans l'antiquité par des Phéniciens spéculateurs, ou au début des temps modernes par des Espagnols cruellement cupides. Outre que les bonnes terres sont maintenant occupées, on doit à peine plus blâmer, au regard de la loi morale, l'asservissement des Indiens condamnés au travail des mines pour enrichir les conquistadores, que l'empoisonnement, sous prétexte de les « enflammer (1) » au travail, des nombreux noirs d'Afrique par les alcools frelatés des distillateurs allemands ou anglais. Sur les hauts plateaux du Mexique, dans les Andes, dans les plaines de l'Amérique du

(1) Docteur FISCHER.

Nord, les vainqueurs ont pu du moins s'associer aux vaincus pour l'exploitation, selon les exigences du climat, ou même ne se sont substitués à eux que par la force des choses. Beaucoup plus hideux est l'effort voulu, le crime de lèse-humanité qui consiste à détériorer, pour les dominer, des races que l'on ne peut supplanter et qu'on n'a pu « extirper (1) ». Puis, c'est une politique sans prévoyance; c'est l'histoire de la poule aux œufs d'or, car à des marchands de ce genre, la main-d'œuvre indigène des pays tropicaux manquera un jour par l'abâtardissement même ou l'extinction, si, grâce à l'émigration même, des contrées entières ne leur échappent pas par l'initiation politique et économique, par toute l'énergie de volonté, de vie libre, et appropriée au sol qu'elle amène.

Pour ces raisons, on est en droit de contester la valeur des critiques dirigées contre la méthode progressive et lente de coloniser, en assurant d'abord la sécurité du pays, puis recherchant sans brusquerie comment l'activité et la richesse de la métropole peuvent se combiner avec celles de la terre occupée. C'est la manière française, quoique pas suffisamment encore usitée par nous, faute

(1) Sir Charles DILKE.

d'idées justes en géographie et de simplicité administrative ; et l'on nous propose de tous côtés l'établissement, suivant le procédé prétendu libéral des Anglais, de compagnies de marchands, la colonisation commerciale, l'emploi de la force. Excellents procédés pour acquérir, sans doute. Mais cet empressement au lucre appuyé par tous les moyens ne risque-t-il pas de froisser les indigènes, qui n'y voient peut-être pas tous l'indice d'une civilisation supérieure ? En y joignant une application prématurée des personnes au travail industriel, on prépare trop tôt des concurrences à la métropole ; outre qu'il y a comme un respect et une charité à ne pas brusquer l'éducation des peuples qu'on initie à la vie moderne, car, si nous n'en faisons pas alors de serviles instruments de mise en valeur, ils ne nous emprunteront, au lieu de progresser, que ceux de nos besoins qui sont des vices. La hâte des colonisateurs commerçants et industriels à outrance est celle des mauvais colporteurs qui vendent n'importe quoi, parce qu'ils vendent à n'importe qui, et ne se soucient pas de spolier ou d'empoisonner le passant. Nous ne voulons pas faire œuvre éphémère de gens affamés ; nous voulons créer des sociétés nouvelles, aussi semblables que possible, politiquement et moralement, à la

ESCUELA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS

BIBLIOTECA

nôtre, unies plus tard d'étroite amitié avec elle, qui soient à notre patrie un accroissement de forces économiques et longtemps une partie d'elle-même. Il nous faut donc, non l'amour du gain, mais, avec beaucoup de science, l'art de faire doucement une éducation d'idées, de sentiments et d'actes dont nous bénéficierons les premiers.

CHAPITRE II

CARACTÈRES ESSENTIELS DE LA COLONISATION PORTUGAISE

S'il fallait en croire M. Leroy-Beaulieu (1), la cause essentielle de décadence de l'empire colonial portugais serait l'abus de l'administration directe par l'État, l'excès des monopoles, bref l'absence de liberté commerciale. On avait soin, avant le temps où l'on se prit à estimer toute entreprise à l'aune du libre-échange, d'observer la disproportion entre l'étendue d'une métropole et de ses colonies, de remarquer que le Portugal, entre autres, n'était pas de taille, quoique le premier en date des colonisateurs, à se maintenir en face de pays plus grands, plus riches et plus peuplés, comme l'Espagne, l'Angleterre, la France, et même la Hollande. Cette vieille précaution n'a point cessé d'avoir sa raison d'être; et c'est bien en somme

(1) *La colonisation chez les peuples modernes.*

pour n'avoir pas été assez robuste que le Portugal n'a pu garder à la fois l'Inde, l'Afrique australe, la Guinée et le Brésil. Encore de nos jours, la loi de spoliation par le plus fort s'applique surtout à ses dépens en Afrique, avec toutes sortes de ménagements dans les congrès, sans dissimulation aucune sur les confins anglais de la Zambézie.

L'origine de l'expansion portugaise est la cause même des découvertes maritimes de la fin du quinzième siècle, la suppression à cette époque du trafic que les Vénitiens et les Gênois entretenaient avant la conquête turque avec l'Orient par la Méditerranée. Or, pour chercher une route vers l'Inde, le Portugal était le plus heureusement placé à l'extrême Occident, à portée des mers africaines et américaines. A ce moment, l'Espagne vivait surtout sur son versant oriental, par l'Aragon, où s'était jusqu'alors concentrée toute son activité commerciale; l'Andalousie, qui s'ouvre sur l'Océan, n'était pas gagnée à la vie européenne, et les Asturies ne comptaient que quelques pêcheurs. Ce n'est pas que les Portugais fussent des marins supérieurs ou même égaux aux Normands, Anglais, Écossais; ils avaient de bons pilotes, mais leurs bateaux n'étaient pas des navires de long cours, et eux-mêmes manquaient, comme tous alors, de l'ex-

périence des grands voyages. Leur situation seule était avantageuse, l'esprit mercantile plutôt que scientifique de leurs princes sut en profiter; et c'est pourquoi ils inaugurèrent avant la méditerranéenne Espagne l'essor des marines atlantiques.

Leurs progrès furent lents, accomplis en plus d'un demi-siècle par étapes de cabotage, comme il convient à des négociants qui risquent peu à la fois dans une entreprise douteuse. De Madère et des Açores, ils allèrent au cap Vert, puis, longeant la côte, au cap de Bonne-Espérance (1486), et dans l'Inde avec Vasco de Gama (Calicut, 1498). Ils jalonnaient la route de postes fortifiés avec soin, qui furent d'abord une ligne de retraite, puis des escales, des comptoirs ou des pénitenciers. Arrivés sur les rivages orientaux d'Afrique, ils signèrent des traités, achetèrent des terres; leur monopole dans l'océan Indien s'affirma enfin quand ils eurent détruit les flottes des sultans de Zanzibar, d'Égypte et d'Ormuz. Des îles du Cap-Vert, l'alizé les avait portés au Brésil; ils devinrent ainsi les maîtres de l'Atlantique austral. — Sofala fut touché par Covilham venu de la mer Rouge en 1489, et par Gama en 1498, Ceylan en 1503, Négapatam et les Maldives en 1507, Cochin en 1503, Goa en 1510, Diu en 1520, Malacca et les

îles de la Sonde en 1511, la Nouvelle-Guinée en 1526, Macao en 1562; d'autre part, les bouches du Marañon en 1499-1500, San-Salvador en 1501, la Plata en 1516, et Rio était fondée en 1567.

Lisbonne devint au milieu du seizième siècle, après les villes italiennes, l'entrepôt du commerce européen des épices, étoffes, ivoire et aromates d'Orient et d'Afrique; le roi de Portugal s'intitula « maître du commerce d'Inde et d'Éthiopie ». Et les Portugais entendaient bien, comme tous les colonisateurs d'alors, avoir acquis un monopole : des matelots de Colomb furent gardés prisonniers aux Açores, où ils avaient abordé; il fut défendu à tout navire d'entrer sans permission dans l'océan Indien, et même les nationaux en contravention étaient traités comme des pirates.

Mais il importe de remarquer que l'Inde et les îles des Épices restèrent longtemps le centre de négoce pour le Portugal. On ne doit pas, s'inspirant d'idées de notre temps, croire que l'Afrique et même le Brésil attirèrent également dès le début l'attention de ces navigateurs avides, pour lesquels le Cathay et le Zipangou étaient les buts suprêmes. Les comptoirs d'Afrique furent longtemps négligés de parti pris, sauf en ce qui regarde la sécurité militaire et commerciale, quoi-

qu'ils ne fussent guère moins habitables pour des Européens que les terres et les îles d'Orient; on les croyait avec raison beaucoup moins riches, et les Portugais étaient assez peu nombreux pour préférer les bénéfices de relations tout extérieures avec des sociétés civilisées, aux frais et aux dangers plus grands de mise en valeur de pays barbares bien peuplés. A cet égard, ils furent plus volontiers les pionniers du Brésil; et ce n'était pas une faute, étant donnée la présence dans l'Amérique du Sud de grandes voies continentales comme le Maraçon et le Rio de la Plata, alors qu'ils connaissaient déjà l'infériorité des fleuves africains, Congo et Zambèze.

Donner des limites à cet empire est impossible. A un monopole commercial conviennent beaucoup moins des occupations solides que des zones indéterminées « d'influence », comme on dit aujourd'hui. C'est là le véritable sens des lignes de « marcation » et de « démarcation » tracées au seizième siècle par les papes à travers l'Atlantique et le Pacifique.

A la fin du seizième et au commencement du dix-septième siècle, diverses causes troublèrent, puis détruisirent ce monopole, et changèrent le caractère de l'expansion portugaise. Ce fut d'abord

l'absorption de la métropole par la monarchie espagnole (1580-1640), et de ce fait, les ravages infligés à ses colonies et à sa marine par les Hollandais, les Anglais, même les Français, qui tentèrent des établissements au Brésil; la diminution notable de la richesse et des hommes en Portugal par suite de la politique de Philippe II. Les Hollandais, qui furent les premiers à la tête des puissances maritimes, devinrent les maîtres dans l'Inde et les îles de la Sonde, qu'on ne put défendre et qui étaient universellement convoitées; cette perte et l'association même avec les Espagnols entraînèrent le Portugal à fréquenter davantage ses possessions d'Amérique, plus proches d'ailleurs, plus faciles à gagner par l'intermédiaire de la Guinée, moins exposées aux corsaires. En Orient, le monopole, même conservé, eût été désormais trop improductif et trop coûteux.

Une fois indépendant, mais dépouillé de ce qu'il avait essentiellement recherché, le Portugal n'avait, en présence du progrès des marines de l'Europe du Nord-Ouest, qu'à limiter son œuvre. Aussi ses politiques agissent-ils, dès le début du dix-septième siècle, comme feront plus tard ceux des autres pays possesseurs de domaines tropicaux en Amérique : pour opérer la mise en

valeur du Brésil, interdite par le climat à des Européens même méridionaux, ils le peuplent aux dépens de l'Angola et de la Guinée; et ainsi l'exploitation, d'abord agricole, par main-d'œuvre servile de terres neuves du Nouveau Monde succède au monopole du commerce avec les peuples plus ou moins civilisés de l'Extrême-Orient. La proximité des deux domaines portugais de chaque côté de l'Atlantique facilitait cette œuvre, comme elle avait aidé à l'occupation même de la colonie; et le Congo, l'Angola, où Saint-Paul de Loanda avait été fondée en 1578, le Benguela offraient de singulières ressources pour la triste opération. N'oublions pas d'ailleurs que, sur toute la côte occidentale d'Afrique, les Portugais s'étaient maintenus en maîtres; à peine les Normands y avaient-ils quelques comptoirs. Rien d'étonnant dès lors si ceux-là furent au dix-septième siècle les plus entreprenants négriers. Les traitants espagnols et jusqu'aux contrebandiers anglais de chair humaine durent compter avec eux; et, si on leur attribue justement la majeure part d'inhumanité, il ne faut pas oublier que les procédés pour ce commerce étaient partout les mêmes, que les Portugais avaient, avec la presque complète propriété, la meilleure connaissance des territoires favorables.

Au Mozambique, le Portugal se maintint, parce que ses successeurs en prééminence navale, Hollande, Angleterre, France, adoptaient de plus en plus nettement, comme lui autrefois, le parti de réserver leurs efforts pour les Indes orientales, pays les plus fructueux de commerce. Mais il ne songeait pas encore à s'ouvrir l'intérieur de l'Afrique.

Au dix-huitième siècle, s'acheva la mise en valeur du Brésil. Le traité de Méthuen (1703), en asservissant le petit royaume à la politique anglaise, eut pour effet de lui enlever définitivement, avec tout profit, toute préoccupation commerciale, et d'assurer ainsi un courant exclusif entre la métropole et la colonie américaine, où commencèrent véritablement d'arriver des Européens. Des condamnés, des Juifs, des aventuriers peuplèrent la partie montagneuse, seule vraiment habitable pour eux, y importèrent des cultures asiastiques, y trouvèrent des minéraux, y fondèrent Saint-Paul. En 1730, la découverte de diamants dans les rivières voisines fit négliger les provinces du Nord, et concentra en un point, en lui donnant ainsi une grande intensité, toute la vie brésilienne. Le Portugal continuait à traiter le pays, suivant la vieille maxime coloniale, comme une propriété de rap-

port, c'est-à-dire qu'il entendait le faire valoir par ordre et à sa guise : l'importation des noirs s'accrut encore, des compagnies privilégiées obtinrent le monopole du café, du sucre et du diamant ; autour des mines on fit le désert, pour aider la surveillance des fonctionnaires, et la mort attendait les contrebandiers. Dans cette conception, qui fut en son temps celle de toutes les métropoles, l'œuvre véritable d'initiation de la colonie à l'existence individuelle semblait nulle ; d'autant plus que les colons portugais n'avaient point apporté, comme les émigrants anglais en Amérique du Nord, une éducation politique de leur pays. L'effet de cette lacune se fait encore sentir au Brésil, et dans les autres terres néo-latines du Nouveau Monde.

Pourtant ce fut bien sur cette terre de l'abus du gouvernement direct que la colonisation portugaise eut au sens absolu le meilleur succès. Ce n'est ni le vieux système colonial, comme le veut M. Leroy-Beaulieu, ni, suivant l'opinion de Seeley (1), une tendance religieuse particulière, qui expliquent l'émancipation du Brésil. Malgré tout, il s'y était formé à la longue par la cohabitation, par le métissage, une race, un peuple nouveau,

(1) *Expansion de l'Angleterre.*

qui, placé dans des conditions spéciales de vie physique et économique, aspirait forcément, quoique insuffisamment riche et instruit encore, à l'existence séparée. Le petit Portugal était trop loin et n'avait ni or, ni hommes en suffisance pour contrarier ce mouvement. La sécession ne fut pas anormale, mais seulement prématurée; d'autant plus que des circonstances particulières la précipitèrent, et qu'il ne fallut point, comme pour les colonies espagnoles, le prétexte de revendications sociales et politiques. Dès l'émigration de la maison de Bragance de 1808 à 1815, le Portugal ne représenta plus rien pour les Brésiliens; et le royaume de Brésil de 1815 devint sans secousse, après le congrès de 1822, un empire autonome. Ainsi le même despotisme, qui avait échoué dans les Indes, réussissait en Amérique, et toujours à cause de la faiblesse de la métropole.

Après avoir préféré à tout les Indes, où il n'a plus à Goa, Diu, Damaon, Timor et Macao que des vestiges de son ancienne puissance, puis à l'Afrique le Brésil, le Portugal en fut réduit, au commencement de ce siècle, à devenir puissance coloniale africaine. Il ne pouvait songer à peupler ses domaines tropicaux des régions congolaises, et il avait une population insuffisante pour fournir

l'armée capable de pénétrer à l'intérieur du Mozambique ou dans la haute Zambézie, jusqu'aux régions habitables pour ses nationaux. Puis les conséquences du traité de Méthuen, la suppression de la traite, la perte même du Brésil, avaient tari les sources principales de sa richesse et de sa puissance maritime. Aussi il a été spolié par sa métropole économique, l'Angleterre, dans la Zambézie; en 1884, dans l'Ouest, par l'Association internationale du Congo; et par l'Allemagne dans l'Ouest encore, en 1885 et 1886. Actuellement, ses deux domaines sont séparés au mépris du droit historique, et sans avenir possible, quoique naturellement assez riches et peuplés.

Aujourd'hui, l'ensemble des colonies portugaises contient environ 2,200,000 kilomètres carrés et 15,000,000 d'habitants. Pour une métropole qui n'a, avec Madère et les Açores, que 4,700,000 habitants, c'est un empire plus que pénible à garder et à exploiter. Ni l'armée coloniale de 9,600 officiers ou soldats et la petite marine de guerre, ni la très faible émigration, ne suffisent.

Mais la plus grande disproportion réside dans l'insuffisance du Portugal en richesses commerciale, agricole ou industrielle, c'est-à-dire en capitaux. Les Anglais y ont acheté de vastes étén-

dues de vignobles; et le faible royaume a perdu, outre la libre exploitation de son sol, son indépendance financière. Sur 300,000,000 de francs de commerce, il en fait 160 à 170 avec le Royaume-Uni. La prospérité apparente de Lisbonne tient au passage des navires étrangers, près desquels ne comptent pas un total de soixante vapeurs nationaux en partie commandités au dehors; et le grand port n'enrichit pas plus directement le Portugal, qu'Anvers la Belgique, Constantinople, Smyrne ou Beyrouth la Turquie. Les relations ont lieu plutôt avec le Brésil et l'Inde qu'avec l'Afrique. Il faudrait aussi une industrie métallurgique capable de fournir le matériel des voies ferrées africaines aussi vite que les Anglais; or ce sont des capitalistes d'autres pays, Français en particulier, qui ont engagé des fonds pour la construction non seulement des voies désespérément lentes de Lourenço-Marquez et Beira à Pretoria et Fort-Salisbury, mais même de celles de la métropole. Désormais une Belgique plus terrienne, mais mieux pourvue en houille, sera mieux douée pour les œuvres de colonisation rapide.

En somme, un fait essentiel domine toute la colonisation portugaise, c'est la faiblesse de la métropole, incapable à tous les points de vue,

malgré son heureuse situation, d'exploiter des colonies enchâssées dans une grande péninsule, et à plus forte raison dans un grand continent. Tenir l'Inde, opération devenue difficile même pour la Grande-Bretagne, qui n'a guère de concurrents, tenir le Brésil une fois peuplé, tenir l'Afrique, d'une pénétration si ardue, n'était pas donné au Portugal. Sa destinée, comme son aptitude, était de disposer en l'absence de rivaux d'escales de commerce, dont le bon entretien à l'abri de postes fortifiés compensait son indigence et maintenait les peuples colonisés dans la dépendance mercantile, sinon dans l'obéissance. M. Leroy-Beaulieu compare avec raison l'œuvre des Portugais à celle des Phéniciens (1). Il y a, en effet, analogie entre les procédés, et même entre les causes. Les deux peuples, peu nombreux, habitaient un pays médiocrement riche de terrasses littorales; dressés au commerce par le voisinage et la fréquentation de la mer, ils firent l'un et l'autre un commerce tangent à des pays bien pourvus et peuplés, dont ils ne pouvaient sans folie tenter l'assujettissement; et pour tous deux le monopole dura jusqu'à l'entrée en ligne de compétiteurs mieux armés. Observons

(1) *La colonisation chez les peuples modernes.*

que, pour les Portugais, la difficulté d'adaptation au climat s'ajoute à l'obstacle provenant de la faiblesse : ces hommes d'un pays relativement sec et tempéré n'ont pu se fixer ni dans les Indes, ni au nord du Brésil, ni en Afrique tropicale. L'humidité et la trop grande chaleur sont antagonistes de leur tempérament, et le séjour dans la plupart de leurs comptoirs leur fut toujours funeste.

Examinons maintenant les causes que M. P. Leroy-Beaulieu assigne aux échecs de la colonisation portugaise. Pour lui, ces échecs tenaient moins « à la petitesse et à l'impuissance de la métropole » qu'à l'adoption d'un système exclusif et protecteur. Cependant il reconnaît, et cette exception, d'ailleurs assez inexacte, a une telle valeur qu'elle est presque contradictoire de sa thèse générale, que « l'administration portugaise, au Brésil, malgré les erreurs et les fautes... notées..., ne fut pas très oppressive, que la liberté y avait été le berceau de la colonisation..., que la colonie était donc arrivée dans des conditions normales et régulières à l'âge adulte » (p. 59). Le Brésil, dit-il ailleurs, selon les termes de Turgot, se sépara du Portugal comme un fruit mûr. Il résulte de là qu'il y aurait eu au moins deux causes de sécession des colonies portugaises, la

liberté au Brésil, l'oppression dans l'Inde et aux îles de la Sonde : et il faut admettre dans la théorie que la sécession fut ici un bien, là un mal, ce qui ne laisse pas d'être embarrassant pour fixer exactement le terme de « décadence de l'empire colonial portugais », ce qui incline aussi à penser que le Portugal eut non pas un, mais deux systèmes de colonisation. La critique portant sur les seules conditions de gouvernement, devient donc singulièrement ardue, sinon inextricable : mieux vaut avoir recours à ces considérations, trop souvent négligées aujourd'hui, de position, de grandeur, de nombre d'habitants, de richesse agricole ou industrielle du peuple qui colonise dans leur rapport avec la nature même des peuples colonisés. A la lumière de cette méthode, beaucoup des remarques présentées avec finesse et éloquence par M. Leroy-Beaulieu perdent quelque chose de leur apparente rigueur. On ne conclurait pas avec lui « qu'aucune nation au monde ne fit d'aussi grandes choses que le Portugal relativement à son étendue et à sa population », mais qu'aucune nation de nombre restreint et de richesse médiocre n'embrassa, dans ses tentatives d'expansion coloniale, un aussi grand espace pendant aussi peu de temps. On dirait presque que ce fut une œuvre d'organisation

de lignes de navigation et d'entrepôts, non une entreprise de colonisation de surfaces terrestres ou de peuples. Les itinéraires parcourus sont d'une longueur prodigieuse, les territoires vraiment exploités d'une surface médiocre, les peuples touchés par la civilisation portugaise en petit nombre. Dans notre langage d'aujourd'hui, on jugerait l'œuvre de *pénétration* peu importante.

En tout cas, ce n'est pas un principe particulier à la colonisation portugaise que celui « d'accaparer, à l'exclusion de toute autre puissance, le commerce entier de l'Orient » ; ce ne fut pas, par conséquent, la cause de leur échec. Presque tous les peuples agirent ainsi jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, et cependant Hollandais, Anglais et Français réussirent successivement par cette méthode. Les Anglais durent beaucoup de leur grandeur à l'acte de navigation (1651); les Français, au pacte colonial et à ses compléments administratifs; les Hollandais, à l'exacte et rigoureuse tyrannie de leurs compagnies de navigation. Le principe du *mare clausum* paraissait bon à tout peuple, pourvu que ce fût à son bénéfice : et Roscher n'a rien découvert de bien nouveau en révélant que les anciens l'avaient connu, Phéniciens et autres.

Assurément la découverte de la route du cap de Bonne-Espérance ne leur créait pas un titre; et pourtant, si l'on recherche à quoi tiennent d'autres titres, si l'on raisonne en se dégageant de nos idées actuelles, la hardiesse d'un explorateur maritime, ou mieux quatre-vingts ans d'efforts pour doubler le continent d'Afrique, ne valent-ils pas ce que nous appelons aujourd'hui la consécration de la science par le parcours de voyageurs en terre nouvelle, et la conclusion de traités après palabres avec des rois sauvages? On va, de nos jours, en congrès à Berlin; on allait alors auprès du Pape, de Sixte IV, qui donna, en 1481, une bulle aux Portugais pour toutes les découvertes faites au delà du Bojador; d'Alexandre VI, qui partageait, entre les deux principaux peuples découvreurs, les pays d'outre-mer. On hissait des pavillons comme aujourd'hui; on plantait ces « padraôs » dont on a retrouvé des exemplaires aux armes du Portugal. Si le commerce prépondérant crée un droit, dans la doctrine des économistes qui vantent l'initiative privée et fondent le droit d'occuper sur la réalité de l'exploitation commerciale, la création des entrepôts portugais valait les incursions politico-mercantiles des agents de la Zambézie anglaise. — Mais pourquoi

chercher le droit en ces entreprises, qui sont d'ailleurs le ressort de la force et de la richesse, au quinzième siècle comme au dix-neuvième? Il vaut mieux ne pas oublier que le Portugal a créé le Brésil moderne.

CHAPITRE III

L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES COLONISATRICES DANS LA POLITIQUE ESPAGNOLE

Suivant la plupart des historiens, la « décadence » des colonies espagnoles et la sécession de beaucoup d'entre elles s'expliqueraient par les vices suivants : exploitation inhumaine des indigènes ; transport dans le Nouveau Monde d'un état social défectueux de la métropole, caractérisé par les majorats et l'abus de l'autorité civile et religieuse ; par-dessus tout, absence de liberté économique. A vrai dire, il n'y a là qu'une application, au cas de l'Espagne, de la théorie dans laquelle certains économistes, et à leur suite les historiens, trouvent les raisons de tous les grands événements : tout peuple qui se refuse à la pratique du libre-échange est à la fois assuré et digne de décadence. En matière générale, cette façon dogmatique de juger est mauvaise : Colbert a fait une grande œuvre en demeurant protectionniste ; l'Angleterre

a dû son admirable élan maritime et colonial en grande partie à l'acte prohibitif de 1651. Dès lors, si les mêmes mesures ont échoué d'une part et réussi de l'autre, il y aurait d'autres causes à rechercher.

Pourtant, quand on passe en revue l'histoire de l'expansion espagnole, il semble bien que l'on se trouve en présence d'une sanction très nette de l'abus des monopoles, exclusions, surveillances. Mais il importe de remarquer que deux questions distinctes se trouvent ici mêlées : celle du développement plus ou moins rapide des colonies en elles-mêmes; celle de leur maintien sous l'autorité de la métropole. A bien raisonner, toute colonie qui réussit à s'affranchir de la métropole fait, par là même, preuve de vitalité, doit, par suite, beaucoup à la famille dont elle se sépare. Et s'il est vrai de dire que la politique de l'Espagne a contribué à dissoudre l'union, au moins en fournissant un prétexte, on peut ajouter que, malgré les fautes administratives, ce pays avait amené à l'âge adulte des essaims nombreux de nationaux, plus ou moins mêlés aux indigènes ou noirs, mais sains, robustes, capables de vivre en sociétés séparées. Pourquoi proclamer alors que l'œuvre fut médiocre, quand on ne manque pas de faire honneur à

la métropole anglo-saxonne de la vigueur des États-Unis? En dernière analyse, l'émancipation économique devrait être toujours pour les théoriciens libéraux un idéal enviable, puisque c'est le plus haut degré de liberté commerciale. — Seulement, il faut observer que, tout lien d'intérêt supprimé, l'unité politique devient nécessairement précaire. Il y a, à la fois, succès et décadence. L'Espagne avait créé ses colonies à son image administrative exacte, bonne ou mauvaise, sans pourtant leur concéder des droits égaux dans la communauté; bref, elles vivaient de la vie espagnole. Or, pour qu'une telle entente dure, il faut, avant toute autre condition, que les groupes diffèrent économiquement, car l'échange veut cette différence. La rapidité de l'éclosion et de la rupture, la fierté de la résistance, sont, même à forces égales, d'autant plus grandes que la ressemblance est plus complète, c'est-à-dire que les deux sociétés, politiquement une, peuvent mieux se passer matériellement l'une de l'autre; et la similitude elle-même se marque d'autant plus vite, que les conditions physiques de la métropole et de la colonie sont plus analogues. C'a été l'histoire de l'empire espagnol, si l'on tient compte encore de l'État et des ressources respectives des êtres en présence à un

moment donné, aussi des compétitions survenues.

Au moment où la découverte de Colomb mit les Antilles et une partie de l'Amérique à la discrétion de l'Espagne, ce royaume avait subi une série de guerres, dont la dernière, en libérant la Péninsule de l'islamisme, laissa les vainqueurs singulièrement faibles. L'industrie n'existait pas, et le pays n'était pas, en général, riche d'agriculture, vu, par exemple, les privilèges de la « mesta ». La marine n'était pas fort avancée, et ne devait se développer qu'après les découvertes et à leur occasion. Cependant la Castille entretenait, outre ses relations avec la France par la Navarre, un commerce assez actif avec l'Europe du Nord-Ouest par la Biscaye, et surtout avec les villes italiennes, la Syrie, l'Égypte, par l'Aragon. Il y avait des consuls et des comptoirs à Londres, à Nantes, la Rochelle, Florence. Outre les caboteurs, existaient déjà les éléments d'une flotte de guerre nullement dressée, il est vrai, aux longs parcours, mais aguerrie dans des combats contre les musulmans ; en 1481, soixante-dix vaisseaux avaient aidé Ferdinand de Naples à déloger les Turcs d'Otrante. On voudrait bien observer qu'à cette date il ne se trouvait encore de vraies forces maritimes ni en Angleterre,

ni en France, et que l'invasion turque avait atteint cruellement l'Italie. L'Espagne possédait une armée entraînée, et sur l'Océan les ports de Palos et Cadix.

Comme les Portugais, les Espagnols partirent à la découverte des terres des épices et de la soie. Colomb était chargé de traiter avec le souverain du Zipangou; arrivé à Cuba, il ordonna à ses équipages de croire qu'on avait atteint la terre ferme, et fit débarquer pour traiter un Juif qui parlait l'arabe. Ce fut, avant tout, une entreprise commerciale, dans laquelle le roi de Castille avait fort peu risqué, puisque l'armement des trois « caravelles » ne coûta que 5,000 ducats (25,000 fr.). Mais on avait aussi l'idée de conquérir un domaine et un monopole; il y eut des actes notariés de prise de possession par la couronne. Et le privilège fut même le but personnel des navigateurs : Colomb s'était fait concéder, avant son départ, des droits et un titre de vice-roi; il refusa, plus tard, d'indiquer la route du Nouveau Monde, et les chefs espagnols furent presque toujours en désaccord. L'intention de convertir les païens n'était que secondaire, malgré l'esprit particulièrement religieux de la métropole.

Les vaisseaux d'Espagne accédèrent aux futures

colonies d'Amérique, par une traversée beaucoup plus courte et facile que ne le fut le périple portugais de l'Afrique. Entre les Canaries et les Antilles, ils naviguaient dans des parages où le temps est plus maniable que dans l'Atlantique sud ou l'océan Indien. On n'eut pas à installer de postes de relâche. De plus, les amiraux castillans atteignirent des terres, ou mal peuplées comme la plupart des îles, ou habitées par des hommes peu civilisés et vaincus d'avance. Les luttes aisées que soutinrent Cortez ou Pizarre ne comptent pas auprès de celles où était engagé le Portugal en Orient : au Mexique, 1,200 hommes en battirent 100,000 ; au Pérou, les nouveaux venus furent adorés comme des fils du soleil. Enfin les Espagnols arrivèrent soit dans des îles montagneuses et saines, soit, après avoir franchi d'étroites lisières littorales, dans les parties élevées du continent. L'acclimatation leur était incomparablement plus facile qu'aux Portugais dans leurs colonies ; car ces terres, chaudes, sèches, escarpées, munies de plateaux et de sierras qui les divisent en compartiments, se trouvaient appropriées à eux, présentaient comme une image de la mère patrie.

Ces rapports originels entre l'Espagne et le Nouveau Monde furent vite altérés ; et l'œuvre colo-

niale se différencia d'abord dans sa nature même de celle du Portugal. Les conquérants trouvèrent, en effet, au lieu d'épices et de soie, de l'or, d'abord chez les indigènes, puis dans les mines; et l'argent fut exploité dès 1545 à Potosi. Le but devint dès lors le monopole commercial, non plus des denrées, mais des métaux précieux; et les « galions » commencèrent à partir du Mexique et du Pérou pour Séville. Ils portaient déjà 15 millions par an, et devaient en prendre jusqu'à 114 au dix-septième siècle. A peine faut-il compter, à côté de la puissance d'attraction qu'eut le pays d'« Eldorado », celle de biens légendaires, comme la fontaine de Jouvence, que Ponce de Léon chercha en Floride. L'extension des colonies fut rapide. Installés aux Canaries dès 1405, les Espagnols avaient fait des Antilles (1492) leur base d'opérations, touchant successivement San Salvador et Cuba, la Guadeloupe (1493), les Caraïbes (1495), Hispaniola (1498), la Jamaïque (1509). L'occupation du continent suivit aussitôt : 1498, bouches de l'Orénoque; 1502, Honduras et isthme de Panama; 1520, Mexique; 1526, Nicaragua et Costa-Rica; 1534, Quito fondée; 1535, Lima, et 1550, Valparaiso; 1556, Californie, nom qui, jusqu'au dix-septième siècle, désigne le plus grand nombre

des possessions d'Amérique du Sud voisines des Antilles.

Une autre nouveauté dans le caractère de la colonisation espagnole résulta, dès la première moitié du seizième siècle, de l'importation dans certaines des terres possédées, les îles surtout, des mêmes cultures qui modifièrent tant les rapports du Brésil et du Portugal. Il se trouva que les indigènes n'étaient pas dressés au travail forcé : beaucoup s'enfuirent, et ceux qui restaient mouraient, comme à Hispaniola, où 400,000 devaient disparaître en un siècle. On importa alors les noirs des pays portugais d'Afrique ; et, dès 1519, Charles Quint vendit le monopole de la traite à un Flamand. Les vaisseaux arrivaient bondés de marchandise humaine ; les Anglais bientôt organisèrent la contrebande. On eut la main-d'œuvre nécessaire et pour les plantations et pour les mines. Même ces travailleurs étrangers furent presque partout le noyau de la population actuelle. Si bien que, vers 1550, l'aspect de l'œuvre espagnole était le suivant : possession par la couronne de Castille de grandes propriétés dans le Nouveau Monde, où le roi avait le monopole de l'exploitation des métaux précieux, et dont la mise en valeur, même le peuplement s'opéraient surtout par des serfs importés.

L'organisation politique se fit suivant les maximes coloniales de l'époque : l'Amérique, regardée avant tout comme une possession, fut tenue dans la plus stricte dépendance économique, et l'on y transporta sans en rien changer l'état social et administratif de la métropole. Il n'y avait là rien de particulier à l'Espagne, rien, par conséquent, qui puisse expliquer entièrement le sort particulier de ses colonies. Ainsi agissait le Portugal; ainsi agirent plus tard la Hollande, l'Angleterre et la France au Canada. Les « conquistadores » et les Européens nouveaux venus n'étaient pas nombreux en Amérique. On ne s'y rendit d'abord qu'en passant, pour faire une fortune dont on revenait jouir chez soi; on ne peuplait pas. Puis il fallut, même aux nationaux, un privilège pour débarquer sur les domaines de la couronne; et ne l'obtenaient que les catholiques reconnus tels par l'Inquisition, qui s'engageaient à ne partir que pour deux ans avec des équipages contrôlés. Jusqu'au milieu du dix-septième siècle les étrangers furent traités en pirates, et plus tard en hérétiques. Les créoles ne purent jamais se déplacer librement. En 1550, il n'y avait dans la Nouvelle-Espagne que 15,000 Espagnols, fonctionnaires pillards comme ceux d'Ibérie, ou favoris castillans à qui le roi

avait donné comme à fief les terres basses de culture. Les besoins de l'administration, l'insalubrité des plantations les faisaient habiter surtout dans des villes bâties sur les hauteurs. Il y eut les mêmes cadres de gouvernement, les mêmes dîmes, les mêmes majorats, la même police, la même prépondérance des religieux que dans la métropole : l'Inquisition fut établie, les Jésuites fondèrent des villages dont personne n'eut le droit d'approcher. Enfin le roi donna le monopole du commerce à des marchands : de Séville, port privilégié, quoique médiocre, parce que c'était le seul port castillan, partaient chaque année, après avoir subi une minutieuse inspection, deux caravanes de mer pour la Vera-Cruz et Porto-Bello ou Carthagène ; en 1720, Cadix devint aussi point de départ. Les colonies subissaient ainsi l'approvisionnement forcé de denrées européennes, et leur initiative commerciale, surtout développée en temps de guerre, n'existait guère que grâce à la contrebande.

La décadence de l'Empire, qui ne fut en réalité que la rupture de cette sujétion politique, au profit, soit d'autres puissances, soit des colonies devenues relativement capables de vivre séparées, s'explique par l'affaiblissement de l'Espagne même et la vigueur des rivaux maritimes survenus ou

des provinces du Nouveau Monde. L'œuvre coloniale en soi resta intacte, et même se perfectionna, par le peuplement, par le relâchement des prétentions de la couronne.

Le développement eut lieu jusqu'à la fin du seizième siècle, favorisé par la grande puissance européenne de Charles-Quint et de Philippe II. Les mines payaient en partie les frais des guerres. Mais on n'était pas encore au temps où l'éducation navale acquise sur les côtes peut être suppléée à bref délai par ce dressage rationnel qui fait maintenant, grâce à la houille, un marin d'un terrien. Des transports de métaux précieux exigent peu de vaisseaux et peu de monde; et l'Espagne ne se fit pas en réalité une puissante marine au long cours, elle n'eut que des bateaux de guerre pour les escortes. Cependant grandissaient de vraies marines, anglaise, hollandaise, française, la première admirablement formée par la contrebande. Philippe II ruina la flotte de guerre espagnole, comme il épuisa le pays d'or et d'hommes. Après lui, les nouveaux venus sur mer furent les maîtres, et l'Amérique ne devint que difficilement abordable à ses anciens conquérants. C'était un mal pour l'autorité de la métropole, mais un bien pour les colonies. Les prohibitions et les surveil-

lances commencèrent de moins peser sur elles; mais surtout il s'établit un courant d'émigration, et le peuplement du Nouveau Monde commença véritablement. On prit le parti en Espagne d'aller prendre et dépenser sur place cet or qui ne traversait plus l'Atlantique régulièrement.

Il faut bien voir que cet aspect nouveau de l'œuvre coloniale n'alla pas avec un agrandissement de la puissance maritime de la métropole : ce furent surtout l'Angleterre, la Hollande, la France, fortement établie aux Antilles, qui héritèrent de l'exploitation commerciale du Nouveau Monde; et les pays américains n'ayant guère de relations qu'avec des corsaires qui les séparaient de la mère patrie, commencèrent déjà à vivre pour eux-mêmes. Même, tous ne purent pas se défendre : les Anglais prirent la Jamaïque en 1655; le traité de l'« Asiento » (1713), qui leur donnait le privilège de la traite, et le droit d'avoir à Porto-Bello un vaisseau de commerce, furent la consécration de la contrebande, la première atteinte officielle portée au monopole espagnol. La France n'avait pu faire de l'Espagne, malgré la guerre de Succession, une annexe; mais des flibustiers prenaient peu à peu les Antilles. Français et Anglais cernaient la Floride par leurs progrès rapides dans

l'Amérique du Nord. De plus en plus, la barrière se creusa entre la métropole et les colonies, quand l'Angleterre devint, en 1763, la maîtresse de l'Atlantique comme de l'océan Indien; et l'association de 1761 avec la France pour lutter contre cette puissance ne put réparer la situation. On avait dû en 1758 supprimer les galions et donner le libre passage au cap Horn : vingt ans après, la couronne renonçait à ses vieilles prétentions en accordant à tous les nationaux droit de commerce avec les colonies.

Tous ces dommages, tous ceux qu'entraîna la politique de Napoléon I^{er} n'affectaient que l'Espagne. Les États d'Amérique, éloignés, possédant déjà une grande force de résistance continentale, prospéraient plutôt. Mal dressés encore à la vie politique, ils formaient cependant plusieurs groupes physiques, économiques, assez nets, qui, n'ayant plus rien à attendre de personne, aspiraient à vivre par eux-mêmes. En outre, les familles nouvelles que l'émigration européenne, les croisements, la simple cohabitation avaient formées n'étaient plus purement espagnoles, ne pouvaient plus se laisser imposer la vie et la direction espagnoles. La demande d'égalité des métis, celle d'assemblées représentatives, la vigueur du soulè-

vement même sont des indices irrécusables d'une évolution hâtée par la faiblesse de la métropole. De 1811 (Paraguay) à 1830 (Colombie, Nouvelle-Grenade, Vénézuëla, Équateur), l'Amérique rompit le lien administratif, superficiel, qui l'unissait à l'Espagne, et des républiques autonomes remplacèrent les quatre vice-royautés du Mexique, de Nouvelle-Grenade ou Terre-Ferme, du Pérou, de la Plata.

Le meilleur moyen de se rendre compte de l'importance de l'œuvre de colonisation est de considérer la population de ces États. Sur 12,000,000 d'habitants du Mexique, plus de 2,500,000 sont Européens ou descendants d'Européens : moins nombreux sont les Français, dont la présence au Canada nous rend si fiers. En Colombie, où les indigènes dominent, on trouve pourtant près de 400,000 habitants de type espagnol, et 1,600,000 métis sur 4,000,000. Au Pérou s'accroît sans cesse une population de 3,000,000 d'âmes, dont une très forte part de blancs, de métis hispano-indiens ; et l'on en peut dire autant du Chili avec ses 2,700,000 habitants, même de la Bolivie avec ses 2,300,000. — Et la statistique n'est pas moins instructive pour les colonies que l'Espagne a gardées. Il y a dans

Cuba, sur 1,600,000 âmes, 915,000 blancs purs, qui descendent exclusivement des anciens conquérants; à Porto-Rico, c'est 475,000 sur 760,000; même ce nombre total de près de 1,500,000 Espagnols aux Antilles est certes beaucoup dépassé, si l'on pense que les gens de même langue et de même race sont fort répandus à Saint-Dominique, à la Jamaïque et dans les autres îles de l'archipel. Ces pays sont de culture très riche et de commerce important. — Dans les terres d'Asie-Océanie, aux Philippines, aux Mariannes, aux Carolines, le climat rend la résidence très difficile: mais les Espagnols n'y sont-ils pas plus fortement établis avec leur nombre de 15,000 sur 5,700,000 et leur armée de 8,700 hommes que les Hollandais en Malaisie? Les derniers monopoles y disparaissent (1); Manille compte 182,000 habitants, et les Philippines font à elles seules 234,000,000 fr. de commerce. Récemment encore, la force de résistance de la métropole vient de se révéler dans l'affaire des Carolines.

Il n'y a pas de théorie d'économie politique qui tienne devant ces faits. Les colons d'Ibérie, massacreurs et exploiters comme il arrive encore aux

(1) Celui du tabac a été supprimé en 1881.

découvreurs de pays riches en métaux précieux, appliquant toutes les espèces de restrictions, comme il a été de tradition chez tous les peuples jusqu'en ce siècle, ont néanmoins fait, en s'amalgamant avec les Indiens et les noirs, œuvre de fondateurs d'États singulièrement vivace. Les sécessions furent des phénomènes nécessaires, non des marques de décadence. Et si l'activité commerciale est vraiment l'indice le plus sûr de prospérité, qu'on ne néglige pas l'exemple des Philippines, marché de plus grande valeur encore dès que s'achèvera la ligne de Manille à Dagupan; Cuba compte 1,600 kilomètres de voie ferrée, Porto-Rico en aura bientôt 550; la Havane est visitée par des bâtiments étrangers d'un tonnage bien supérieur à celui des navires espagnols.

Le caractère essentiel des colonies actuelles, indice de longue union, est leur dissemblance économique avec la métropole. Les conditions physiques diffèrent du tout au tout. Il est vrai que Cuba, par exemple, est travaillée par le même parti de sécession qui souhaiterait la mainmise commerciale des États-Unis sur tous les pays latins d'Amérique; les sucres cubains se vendent en grande partie dans l'Union, mais les cultures de betterave font aussi de grands progrès dans ce

dernier pays, qui pourra sans doute un jour se suffire.

A ses possessions où la race ibérique domine par le nombre ou dirige par l'influence, l'Espagne, dont la population et la richesse industrielle se développent, a l'ambition de joindre des terres riches, de climat analogue au sien, dans le Magreb. Ses présidios de Ceuta et Melilla, une guerre récente indiquent le dessein de prendre pied au Maroc, d'y dériver le courant d'émigration qui va maintenant dans la province française d'Oran. Ils ont chance de faire là œuvre solide, et ce sera pour nous un meilleur voisinage que tout autre.

the hills and valleys. The hills are covered with
 grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

The hills are covered with grass and the valleys are covered with trees.

CHAPITRE IV

DE LA COLONISATION HOLLANDAISE

L'étude de la colonisation hollandaise nous fournit l'exemple d'un peuple aussi peu nombreux que les Portugais, mais bien autrement doué et riche, contenant une bien autre proportion de marins aguerris, longtemps adonné à une politique essentiellement commerciale, opérant de manière à éviter le plus possible la nécessité d'interventions à main armée sur terre. L'importance et l'aptitude extraordinaires de la population maritime de Néerlande, l'habileté que ses négociants contractèrent dès le temps de la Hanse, purent maintenir ce petit pays aux premiers rangs, tant qu'il fallut seulement lutter contre le Portugal et l'Espagne. Mais le désavantage de la petitesse de la métropole éclata quand les Français et Anglais, plus en nombre, plus proches de l'Océan ouvert, entrèrent en scène ; néanmoins, les capitaux accumulés au cours des siècles, et strictement gérés,

permirent encore le maintien à une place élevée. Agriculteurs chez eux, les Hollandais ont su, d'ailleurs, fonder sur la culture directe du sol, en même temps que sur l'exploitation commerciale, la prospérité de leurs colonies, tant et si bien qu'en nos jours même, où la puissance de la houille est telle, ils se défendent vigoureusement malgré leur pauvreté minérale.

Bien avant que la Néerlande formât une république indépendante, les Bataves et les Frisons étaient très renommés comme colons agricoles et marins de commerce. Véritables ingénieurs hydrauliciens, grâce à leur position sur une mer à laquelle ils devaient disputer leurs terres, ils étaient appelés avec empressement par les princes d'Europe pour drainer ou irriguer. De grandes catastrophes causées par les tempêtes poussèrent à l'émigration ; et le pays eut ainsi partout de futurs agents commerciaux. — Pour le négoce, on a trouvé aux archives de Cologne les statuts d'une hanse néerlandaise du commencement du quatorzième siècle (1), qui sont le plus ancien document de ce genre. Les comptoirs de Deventer et Amsterdam étaient installés vers 1350, antérieurement aux comptoirs

(1) *Revue historique*, janvier-février 1883, Chronique.

anglais de Londres ; et d'autres ports hollandais, non associés à cette hanse, s'étaient développés. Ainsi, la ligue hanséatique teutonne de 1364 visait véritablement à confisquer à ses maîtres la navigation de la mer du Nord ; un article de ses établissements, qui interdit aux associés l'usage des bâtiments néerlandais, montre bien que la Hollande conserva une vigoureuse existence commerciale séparée. Quand la hanse teutonique de Londres, rivale des sociétés locales, s'établit, on rencontrait aussi dans cette ville des éléments originaires des Pays-Bas.

Au moment où la politique de Philippe II fit de la contrée un groupe national nouveau, les Provinces-Unies avaient donc leur éducation faite. Leurs marins et négociants, notamment, ne le cédaient en rien à ceux dont les Anglais commençaient à s'enorgueillir, étaient bien supérieurs aux aventuriers espagnols, même aux navigateurs portugais. Elles prirent tout de suite la place des hanses ; et l'on doit citer cette conclusion de l'historien anglais Lindsay, qu' « à la fin du seizième siècle, le commerce hollandais était représenté dans tous les ports et villes de France, celui d'Angleterre dans cinq ou six seulement (1) ». En

(1) *History of ancient commerce and merchant shipping.* Londres, 1874.

outre, à une époque où les relations avec l'Extrême-Orient avaient décidément lieu par l'Atlantique, la Néerlande disposait de grands bateaux et de grosses flottes de guerre avant toutes les autres puissances. Grotius atteste que, vers 1580, on y construisait 2,000 bâtimens ou barques de haute mer, et que les équipages y formaient un total de 70,000 hommes. Une révolution d'architecture navale de première importance consista en ce que, pour résister aux terribles caraques portugaises, les ingénieurs du pays imaginèrent ce qui est devenu peu à peu le vaisseau de ligne des dix-septième et dix-huitième siècles, le navire de haut bord, carré, mâté, mieux voilé et meilleur marcheur, plus armé que les grandes coques qui avaient servi aux premières œuvres coloniales.

C'est cette marine en formation qui prit, pour sauver le commerce, l'offensive contre le roi d'Espagne. Elle allait en nombre, comme dans les ports français, à Cadix, à Lisbonne surtout, pour y charger les épices dont les Hollandais faisaient le roulage. L'annexion du Portugal par Philippe II, en 1580, leur ferma cette rade dont ils étaient les courtiers privilégiés et vraiment comme les maîtres. Les colonies espagnoles de l'Atlantique, les pays à or étaient interdits. Il fallut passer des opéra-

tions de cabotage européen, non pas à la piraterie, mais aux tentatives de longs voyages et de conquêtes, aller chercher sur place, en Orient, les denrées, aux dépens des monopoles déjà établis. Venise, déchue, ne pouvait remplacer Lisbonne sans augmentation considérable de frais de transport, sans rencontre aussi avec les Hispano-Portugais. La clientèle hollandaise, répartie principalement en France, en Angleterre, dans les pays flamands, en Allemagne, voulait que des entrepôts nouveaux fussent créés en Néerlande même. Le rôle de conquérants des Indes orientales, plus convoitées encore que les pays d'Amérique, eût été infailliblement joué à bref délai par les Français ou les Anglais. Enfin, les nombreux bâtiments qui seraient devenus sans emploi en cas de renoncement, demeureraient, comme naguère entre les mains des « gueux », d'indispensables armes pour l'indépendance nationale. Les Pays-Bas allaient avoir parallèlement deux politiques commerciales et maritimes. Une part de leur flotte, la plus forte, la mieux armée, travaillera dans l'océan Indien; une autre maintiendra la route atlantique libre, les marchés de la Méditerranée et du Nord ouverts aux nationaux.

Ils cherchèrent la route des Indes orientales par

le Nord-Est. Mais les trois expéditions de 1594 à 1596 ne purent triompher des glaces de la Nouvelle-Zemble et du détroit de Vaigatz. Ce fut un des leurs, Cornélis de Hootman, de Guda, familiarisé de longue date avec l'organisation des entrepôts de Lisbonne, où il avait résidé, et ayant fait le voyage des Indes en compagnie des Portugais, qui leur montra la bonne voie et devint leur initiateur. Obligé par l'Inquisition de se retirer à Amsterdam, il apporta des cartes, des renseignements circonstanciés, et décida neuf marchands à former une société qui expédia, en 1595, quatre bâtiments du Texel à Java par le cap de Bonne-Espérance. Repoussés de Bantam par le Portugal, les Hollandais firent à Bali une grande acquisition d'épices, et trois des vaisseaux rentrèrent au Texel en 1597, fort éprouvés. Après plusieurs autres expéditions du même genre, véritables actes de contrebande, des traités furent signés avec les chefs de Ceylan, Atjeh, Ternate et Banda. Ceylan était une escale admirablement choisie : il n'en fallut guère d'autres, à un moment où les Hispano-Portugais usaient forces et or dans les affaires européennes, et l'océan Indien fut pris sans être beaucoup défendu. En 1600, le baron de Buzenval, ambassadeur de Henri IV en Hollande, écrivait avec rai-

son : « Les Portugais risquent de ne pas jouir longtemps des richesses de l'Orient. » — Il convient, d'ailleurs, d'observer que les Hollandais s'arrangèrent habilement pour ne pas s'aventurer dans l'Atlantique sur le chemin des forces espagnoles disponibles, et ne se battre que de l'autre côté de l'Afrique contre les maîtres plus faibles des Indes ; et le Portugal, dont le champ d'exploitation était trop loin d'Europe et d'Amérique, ne fut pas secouru, ou trop tard, par l'Espagne.

Dans les premiers établissements commerciaux hollandais naquit, en 1602, une institution coloniale nouvelle, conforme aux idées de privilège de tout le seizième siècle, et qui devait être adoptée pour toutes les métropoles. Un afflux d'épices sur les marchés de notre continent avait amené la baisse des prix. La société fondée par Hootman et une autre d'Amsterdam fusionnèrent, et formèrent la Compagnie des Indes orientales. On peut dire que cette association fut en réalité la Néerlande même, en tant que puissance colonisatrice : le monopole commercial, non encore complètement conquis, était donné par l'État à un groupe de nationaux, qui disposèrent, en outre, d'une flotte, de soldats, du droit de passer des traités et d'élever des forts. L'esprit qui avait guidé les Portugais et

les Espagnols dans leur œuvre n'était pas changé; mais la Hollande dédoublait pour ainsi dire sa personne; ne voulant point renoncer à mettre en valeur son propre sol, elle ne consacrait qu'une partie d'elle-même et de sa richesse aux entreprises lointaines. Ainsi agit encore l'Angleterre, avec cette seule différence que, dans un intérêt de pure dissimulation, elle accentue la distinction de la métropole et de la compagnie à charte, affectant de traiter celle-ci comme un être doué d'initiative et simplement protégé. Les négociants néerlandais étaient sous l'autorité proclamée des États généraux; et ce fut au nom du stathouder que leurs armes et leur diplomatie achevèrent le travail de pillage, puis de conquête des colonies portugaises. Les Indiens n'eussent, du reste, pas compris les fictions actuelles. — L'expansion reçut un élan nouveau : Amboyne, en 1605, puis Ternate et toutes les Moluques furent prises, Batavia fondée en 1619 sur l'emplacement d'un comptoir et d'un fort établi en 1609 et 1611. Pendant que la France était troublée à l'intérieur et occupée de la lutte contre la maison d'Autriche, l'Angleterre en proie à une guerre religieuse, la domination hollandaise s'étendit, même hors des terres jusque-là ouvertes aux Européens. Van Diemen,

Koen, Maat-Guiker, navigateurs de la compagnie, visitent la Nouvelle-Hollande, la Nouvelle-Guinée, touchent la Nouvelle-Zélande. En 1640, Malacca, le fort de Galles, Colombo de Ceylan, de nombreux comptoirs sur les côtes de Malabar et de Coromandel renforcent la chaîne des postes armés. Dès 1616, des rapports avaient été noués avec la Chine et le Japon; et les jonques venaient en nombre à Batavia. De 1652 est la fondation de la colonie du Cap, qui marque la confiscation de la dernière escale sur la route des Indes; on introduisit dès le début, sous ce climat favorable, le blé, la vigne, les arbres à fruits, le bétail d'Europe, et le peuplement y commença.

La façon dont furent traitées celles des conquêtes qui étaient des pays de production montre bien que les Hollandais les considéraient, eux aussi, comme des propriétés qu'ils avaient le droit exclusif d'exploiter par tous les moyens. Il y avait, en somme, continuation de la même œuvre, avec simple changement de maître; et pourtant le succès a été, n'en déplaise aux économistes, absolument différent. D'abord, ces hommes, qui avaient, en qualité de négociants, le génie des concessions, ne voulurent pas user de rigueur, défendre leur monopole par des forts, adopter, en un mot, les pro-

cédés portugais : ils se contentèrent de petits profits, ouvrirent leurs ports aux voisins, n'eurent en Extrême-Orient que des relations amicales, démolirent des bastions, changèrent tous les trois ans leurs employés qu'ils payaient bien et qui se montraient d'autant moins durs et pillards. C'était trop avancer sur l'époque : la contrebande s'installa aussitôt, et, jusqu'en 1614, la compagnie fit de très mauvaises affaires. Il fallut revenir à la prohibition à outrance. La flotte de dix vaisseaux de guerre de l'océan Indien fut augmentée pour l'escorte des convois et la police de la mer, et toutes les puissances furent écartées avec la même âpreté qu'à l'époque de la domination du Portugal ; seule, la récente compagnie anglaise des Indes orientales lutta, mais sans succès au début.

Quant aux moyens de faire valoir, de surveillance, ils n'étaient pas moins péremptoires qu'aux mines du Brésil et de l'Amérique espagnole : défense faite de cultiver les épices hors de Banda et Amboyne, et destruction des arbustes dans tout le reste de l'archipel. Pas un grain de girofle ou de poivre qui n'existât par ordre, ne fût cueilli, transporté en Europe, vendu par les agents de la compagnie et au profit de la richesse néerlandaise. On devait en arriver bientôt, suivant un

axiome qui n'a pas cessé d'être appliqué plus ou moins ouvertement par l'Angleterre, au massacre des indigènes, dont le nombre dans le pays inquiétait les possesseurs, puis des immigrants étrangers, des Chinois à Java, en 1740. Le petit nombre des Hollandais expatriés, et presque tous absorbés d'ailleurs par les établissements du Cap, le climat de ces îles et de ces côtes si différent de celui de la toujours froide et humide mer du Nord, interdisaient le peuplement. Sept gouverneurs, un général à Batavia, étaient les têtes de cette administration plus qu'oppressive; ce furent des « nababs » avant la lettre.

Il y avait désormais, du fait de la fondation de colonies, en Afrique australe avec dessein de peupler, dans les Indes avec obligation d'entretenir des troupes nombreuses, disproportion, malgré la richesse de la Hollande et sa supériorité maritime, entre la force expansive d'une aussi petite métropole et la puissance de résistance des terres conquises. Dès que l'Angleterre, maîtresse enfin de ses destinées et ayant reçu par l'Acte de navigation une grande impulsion commerciale, se fut engagée à la fois dans l'Atlantique et l'Océan Indien; dès que la France, dotée, surtout par Colbert, d'une magnifique marine, s'intéressa aux Mas-

careignes et à l'Inde, les Hollandais eurent à compter avec des États incomparablement plus peuplés que leur pays, disposant, sinon encore de plus de marins, au moins de plus d'émigrants et de soldats. Ils durent céder le pas sur les continents et dans les grandes péninsules, mais gardèrent le monopole des archipels, où la difficulté était divisée par la nature même, et n'y ont été inquiétés que du jour où la Grande-Bretagne a débordé sur l'Indo-Chine et l'Océanie, où la grosse marine à vapeur d'une puissance industrielle comme l'Allemagne a visé le trafic de la Chine et du Japon, où l'Australie enfin est devenue un riche centre d'expansion anglo-saxonne.

Malgré les conventions amicales passées en 1654 et 1675 entre les compagnies hollandaise et britannique des Indes orientales, l'Angleterre eut vite confisqué une part du domaine de la péninsule, et la France prit le reste. Le pavillon militaire et commercial de la Néerlande cessa de dominer dans l'océan Indien. La compagnie anglaise ayant, grâce aux guerres européennes et à la politique de nos rois, triomphé de la nôtre, ce fut la Grande-Bretagne qui hérita de la Néerlande dans ces parages, d'autant qu'elle l'avait mise elle-même sous son protectorat. Après la

guerre de 1780, Négapatam fut perdue, et l'Océan ouvert à la libre navigation, c'est-à-dire à la navigation saxonne. Les bateaux venus des îles étaient désormais obligés à prendre mille précautions, c'est ainsi qu'ils avaient continué de contourner les îles Britanniques par les Orcades. La compagnie eut 127,000,000 de florins de dettes. Les initiatives privées se déroberent. Il y eut reprise directe par l'État de l'œuvre coloniale; le prince héritier du trône devint gouverneur général en 1748; en 1795, le commerce fut ouvert à tous les nationaux; et, en 1798, la République Batave reçut les possessions de la Société près de la faillite. Quand Napoléon I^{er} chassa le stathouder de Hollande, les Anglais mirent aussitôt sous séquestre Ceylan, les comptoirs du Bengale, Sumatra, Bornéo, les Moluques. C'est en 1819 seulement, c'est-à-dire cinq ans après les stipulations formelles de 1814, qu'a eu lieu la restitution, moins le Cap détenu depuis 1796, et Ceylan devenue domaine britannique par le traité d'Amiens. On sait enfin par quelles voies détournées le nord de Bornéo est devenu colonie anglaise : la North Borneo Company empiète tous les jours vers le sud, sous prétexte de cultiver le tabac. Dans la Nouvelle-Guinée, le vieux droit historique n'a pas davantage arrêté les conqué-

rants, auxquels s'est jointe l'Allemagne dans le travail de pillage. Les Australiens ne sont pas moins pleins d'intérêt pour ces riches archipels tropicaux de leur voisinage que les Anglo-Saxons des États-Unis pour les Antilles. En nos jours, où la puissance industrielle et terrienne fait loi, l'empire oriental des Hollandais n'est plus en sûreté. Malgré leur armée coloniale de près de trente-deux mille officiers et soldats, excessivement coûteuse à cause de son mode de recrutement volontaire, ils ne sont pas autrement traités là-bas que les Portugais en Afrique, et pour les mêmes motifs.

Les Hollandais ont fait œuvre moins importante de colonisation dans l'Atlantique. Là, en effet, la force de résistance de l'Espagne était plus difficile à vaincre, là se fit sentir tout d'abord l'éveil de la France et de l'Angleterre. Il y avait, en outre, plus de risques, pour un peuple incapable de fournir de très grosses garnisons, à attaquer Cuba, Puerto-Rico, à plus forte raison le Mexique, le Pérou, le Brésil même, qu'à engager aux Indes une entreprise qui ne comporta d'abord que des comptoirs et des plantations protégés par des escadres. Enfin, aussi onéreux que la guerre contre la France, le protectorat anglais pesa sur le pays

dès la fin du dix-septième siècle. C'est ce qui explique la restriction et la prudence des tentatives faites dans les parages de l'Ouest par la Néerlande, leur issue presque toujours funeste.

La compagnie du Nord, établie en 1614, pour la pêche de la baleine, le commerce de la Nouvelle-Zemble et du Groënland, dut être supprimée en 1645, parce que les opérations n'étaient pas assez fructueuses. Ensuite décrurent les nombreuses petites sociétés de pêche dans la Baltique et la mer du Nord, à mesure que devint plus vigoureuse la concurrence anglaise, française, scandinave. La compagnie du Levant, fondée vers 1650 par des armateurs d'Amsterdam, fut surtout une association d'assurances maritimes contre les Barbaresques.

Seule, la compagnie des Indes occidentales atteste le dessein de véritables entreprises dans l'Atlantique. Elle fut formée au moment de l'apogée de la marine hollandaise, quand la concurrence étrangère était encore peu à craindre; fondée en 1617, elle ne fut bien organisée, grâce à Wilhelm Usselinx, que vers 1623. Il s'agissait de mettre au pillage les colonies espagnoles et portugaises, d'attaquer les galions, mais sans engager d'opérations aussi importantes qu'en Orient. On fit

essentiellement des armements de guerre; Curaçao et Saint-Eustache furent des établissements de corsaires, et les actes que l'historien enregistre au compte de la compagnie sont surtout des prises fructueuses. M. Bonnassieux, analysant un précieux mémoire des Archives nationales (1), calcule que de 1623 à 1636, 800 vaisseaux furent mis à la mer, qui capturèrent 545 bâtiments de l'Espagne ou du Portugal, et que la vente des cargaisons couvrit deux fois les frais d'armement de 45 millions de florins. Il n'y eut nulle part essai de plantations, ni même de commerce; et l'on observa que les Hollandais s'attaquèrent de préférence aux faibles Portugais, à Arguin, Pernambuco, Parahyba, Rio-Grande. Maurice de Nassau fut un moment gouverneur du Brésil. La chute de la compagnie et son remplacement par une nouvelle (1674) sont faits contemporains et conséquences de la guerre avec la France. On voulut étendre les entreprises, et l'échec fut d'autant plus prompt. On prit Oruba, Buen-Aire et les petites Antilles encore aujourd'hui hollandaises; on essaya des comptoirs au cap Vert, à Gorée, sur la côte d'Or, pour le commerce de l'ivoire et des paillettes.

(1) BONNASSIEUX, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 72.

A la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle, les marchands néerlandais se posaient en associés, en rivaux de l'Angleterre pour l'exploitation et même la conquête des colonies espagnoles et portugaises ; et ce fut là une des causes de l'acharnement de la Hollande contre la France, quand ce pays redouta notre mainmise sur les domaines de Charles VI. — En réalité, la maîtresse de la mer fut la Grande-Bretagne, surtout après son triomphe sur nous en 1763. Le libre petit commerce d'armateurs ne maintint sur un certain pied la marine néerlandaise de l'Atlantique, que jusqu'aux hostilités de 1780.

Surinam est une exception dans l'œuvre atlantique de la Hollande. Fondation de protestants français (1634), cette colonie passa successivement aux mains de quelques Zélandais (1667), à la compagnie des Indes occidentales (1682), à la ville d'Amsterdam associée avec des marchands. Ce fut un centre important de culture, au dix-huitième siècle surtout, jusqu'au moment de la grande prospérité des Antilles, et aussi de la Guyane française, riche alors.

En notre siècle, la colonisation néerlandaise s'est concentrée dans l'archipel malais, où se porte, sous différentes formes, l'effort majeur de ces

agriculteurs et commerçants. Tandis que les Indes occidentales ne mesurent que 150,000 kilomètres carrés avec 135,000 habitants, les Hollandais ont en Orient 32 millions de sujets répartis sur plus de 1,700,000 kilomètres carrés. Une grande partie de leur flotte de guerre de 150 vaisseaux est consacrée à maintenir leurs relations avec ces îles ; ils y ont à grands frais construit près de 1,300 kilomètres de chemins de fer, autant statégiques que commerciaux, et le chiffre du commerce est de 650 à 750 millions de francs. Le but poursuivi au commencement du dix-septième siècle semble atteint, et par ces mêmes qualités qui distinguaient, dès le moyen âge, les Bataves. Il conviendra d'examiner les procédés de leur politique avant de porter un jugement définitif. Mais ne pouvons-nous pas dire dès maintenant que les prohibitions ont, cette fois au moins, produit d'excellents résultats (1) ? Les maîtres des îles de la Sonde n'ont vraiment à s'inquiéter que de la grande masse des indigènes, à Java, par exemple, où plusieurs agglomérations dépassent le chiffre de 100,000 âmes, et aussi des progrès de la science et de l'industrie, qui livrent chaque jour davantage l'Océan aux grandes puis-

(1) Il y a eu encore suppression de monopole gouvernemental dans les îles de la Sonde en 1890 ; celui du café subsiste.

sances terriennes. Là sont les périls, non dans de prétendues fautes commises autrefois, qui, en tout cas, le furent par toutes les métropoles.

Les Néerlandais agirent au seizième et au dix-septième siècle avec une force d'initiative rare, et, quoique d'un petit pays, luttèrent très énergiquement sur plusieurs théâtres contre plusieurs ennemis à la fois. Ils succombèrent sur l'Atlantique, ou mieux surent se dérober pour porter tous leurs efforts vers les riches îles aux Épices; et leur œuvre commerciale, agricole, même géographique dans ces parages est vraiment très considérable. Agronomes, ils ont fondé leur domination sur la terre, dressé les indigènes des Pays-Bas tropicaux au drainage, au desséchement, à l'irrigation, à tous les travaux où ils étaient passés maîtres. Cultures de Hollande, ou rizières et plantations d'épices, puis de cannes à sucre, de tabac, de café, appellent les mêmes qualités d'attention minutieuse et de persévérance. C'est l'exemple d'un peuple dont la colonisation est agricole et commerciale, industrielle au moindre degré. Ils devaient perdre l'Afrique et la grande péninsule de l'Hindoustan, parce que, quoique marins dans une proportion que n'ont guère connue ni Grecs, ni Norvégiens, ils n'étaient pas assez nombreux. Dans les îles, la

lointaine ressemblance de la Malaisie avec l'humide métropole, les talents nationaux, aussi les qualités, peut-être dues à l'infériorité industrielle, de sobriété, d'économie rigoureuse, de vigilance parfaite, ont amené un succès qui vaut peuplement. Peut-être cela prouve-t-il que les vertus de paysans et de matelots sont celles qui conviennent le mieux à l'exploitation des pays tropicaux, où elles sont le meilleur appui de la richesse, à supposer qu'elles ne le soient pas partout.

CHAPITRE V

THÉORIES ET PRATIQUES COLONIALES DE LA GRANDE-BRETAGNE

L'Angleterre, qu'on cite comme le modèle des métropoles, a fondé et étendu son empire colonial aux dépens des autres puissances, notamment de l'Espagne, de la Hollande et de la France. L'histoire de cette œuvre est sue en grande partie, quand on connaît les tentatives des trois peuples, et elle exigerait d'ailleurs des volumes, si on voulait la prendre en elle-même. Ce que l'on se propose de montrer ici, c'est la façon instructive dont les procédés anglais, que l'on donne pour particulièrement fixes et même honnêtes, ont au contraire changé, selon la loi générale, au gré des circonstances et de l'intérêt. Les ressources d'une nation et sa place dans le monde, les idées courantes en matière de colonisation ne sont pas les mêmes à deux moments différents de la durée. Tous ces facteurs se trouvent même transformés, à telle époque donnée, suivant

les pays d'expansion. Il peut être utile d'établir quel usage la Grande-Bretagne a fait de ses forces dans les derniers siècles, en vertu de quels principes et pour quels résultats ; de dire aussi quels sont aujourd'hui, malgré toutes les affirmations qu'encouragent les esprits doctrinaux et les admirateurs du succès, ses mobiles et ses moyens d'action, quel avenir les règles inévitables de l'évolution réservent à ses domaines d'outre-mer.

Les possessions anglaises couvrent près du sixième de la surface terrestre. Un sophisme historique et géographique consiste à prétendre que cette situation était fatale, qu'il était dans le génie de la terre britannique de donner naissance au premier peuple maritime et colonial. On répète trop que l'Angleterre est « un bloc de fer et de houille au milieu de l'Océan ». Nos voisins n'ont pris conscience de leurs forces que petit à petit, à mesure que la nécessité leur en a indiqué l'emploi. Ainsi ce fait que la Grande-Bretagne est une île n'a joué presque aucun rôle dans l'histoire anglaise, avant le seizième siècle, où les Anglo-Saxons ont seulement commencé, à cause des découvertes maritimes, leur véritable éducation de navigateurs et de commerçants. Ainsi encore, les effets de l'extraordinaire richesse minérale de ce sol ne se sont fait

sentir puissamment sur l'industrie nationale qu'à la fin du dix-huitième siècle. Il n'est pas jusqu'à l'apprentissage financier d'une race à qui appartiennent aujourd'hui tant de manieurs d'argent, qui n'ait été fini à son heure, après avoir donné lieu aux erreurs et aux maladresses communes.

Avant 1550, rien ne faisait prévoir l'avenir de l'Angleterre. Elle était encore avant tout, de par son climat et la richesse de ses prés et de ses champs, à cause aussi du peu d'avancement des sciences, qui ne permettait pas l'exploitation de ses mines, la même terre de bons agriculteurs et de bons soldats d'infanterie qui s'était révélée au début de la guerre de Cent ans. L'idée d'agrandissement du royaume au delà des mers, d'expansion de la race sur les autres continents, n'existait pas. Nul peuple ne l'avait alors, pas même d'une façon précise l'Espagne et le Portugal. De plus, l'unité n'était pas faite dans l'île, et sa population, qui n'atteignait pas 8 millions d'habitants, n'offrait pas l'excédent d'émigrants nécessaire. La part prise aux découvertes fut faible, le trait essentiel en est le voyage du Vénitien Gabotto (Sébastien Cabot), au service de Henri VII, jusqu'à la côte de Terre-Neuve, en 1498. Et il faut bien noter que cette tentative n'eut pas pour mobile une idée

spécialement anglaise, mais bien la même préoccupation de subsistance et de spéculation commerciale qui avait soutenu Colomb et Vasco de Gama : Cabot fut abandonné par le roi, pour n'avoir pas rapporté les épices d'Orient. La pensée coloniale de toute l'époque était telle, et le temps n'a peut-être, au fond, apporté rien de bien nouveau en ces matières.

La richesse d'autrui produit toujours nos convoitises et crée nos besoins. L'Espagne et le Portugal étaient pourvus de domaines océaniques qui donnaient les métaux précieux et les épices. L'Angleterre crut n'avoir plus rien à prendre en Amérique et aux Indes, mais commença tout de suite la contrebande sur les mers. Elle eut désormais, à côté des petits bateaux du genre de ceux destinés à porter ses laines aux draperies flamandes, des navires pour jouer le rôle des galions et des carques, et des bâtiments armés en course pour les prises. C'était l'attaque de monopoles dans l'intention de se les arroger, non de les supprimer. On fit aussi, malgré Portugais et Espagnols, le transport des nègres en Amérique. Sans doute, la plupart de ces entreprises eurent un caractère privé, mais on ne doit point les passer sous silence. Elles donnèrent au pays, outre un matériel de naviga-

tion, tout un contingent de corsaires et de flibustiers, qui furent ses premiers marins; elles initièrent les Anglais aux difficultés et aux périls du négoce lointain; elles furent, en un mot, le commencement de toute une éducation qui porte encore ses fruits.

Le théâtre des opérations fut surtout l'Atlantique, comme le voulait la situation géographique de la Grande-Bretagne, et les principaux adversaires furent les Espagnols. Seeley marque très bien (1) que cette concurrence contribua beaucoup à l'imitié de Philippe II contre Élisabeth; l'Armada de 1588 fut une expédition d'un caractère commercial autant que politique. Attaquée chez elle, l'Angleterre se servit de ses pirates; ce furent d'anciens flibustiers, Drake, qui avait été piller jusqu'au Chili, Hawkins, débarqué plusieurs fois en Guinée, Oxenham, qui se battirent sous les ordres de l'amiral Howard. Leurs légers bateaux, bien en main, firent, l'orage aidant, merveille contre les pesants navires castillans. — On doit ne pas oublier que l'approche de la flotte espagnole détermina un vrai mouvement national; les villes équipèrent 192 bâtiments, sur lesquels montèrent

(1) *L'Expansion de l'Angleterre*, p. 132-133 de la traduction française. Paris, 1885.

15,000 Anglais. C'était la première descente en masse de la nation sur l'Océan, la preuve que ses vieilles qualités de vaillance et de ténacité allaient naturellement se tourner à un emploi nouveau, la défense du commerce maritime. Puis, ils furent aidés par une puissance océanique également naissante, la Hollande. L'Espagne battue, eut lieu un véritable partage des mers d'influence hispano-portugaise, dans lequel l'Atlantique fut pris par l'Angleterre ; de 1588, datent l'organisation définitive de la traite en contrebande, et les premiers séjours aux Antilles. En même temps se multipliaient les voyages de découverte, ceux de Davis et Frobisher, que les glaces arrêtaient dans la recherche du passage Nord-Ouest pour aller en Orient faire le commerce.

Ainsi les Anglo-Saxons devinrent d'abord marins et négociants. Mais il est à noter que déjà à cette époque apparaissaient chez eux les autres avantages qui ont fait leur puissance. L'industrie nationale était née depuis que Philippe II avait, par son intolérance religieuse, fermé les fabriques des Pays-Bas ; et c'était maintenant à Norwich, par des Flamands immigrés, que se tissaient les laines anglaises. Les moyens d'échange avaient été facilités, grâce à la création par Élisabeth d'une banque

royale. Enfin, les peuples continentaux allaient de plus en plus être absorbés par la nécessaire politique de frontières, laissant l'Océan plus libre.

Dans la période suivante de son histoire coloniale, qui va jusqu'à la veille de la révolution de 1688, l'Angleterre devint grande puissance maritime aux dépens de l'Espagne et de son alliée du seizième siècle, la Hollande. En 1640, le Portugal reconquit son autonomie, et, par conséquent, la libre disposition de ses ressources. Mais il était déjà dépouillé par les Néerlandais dans l'océan Indien, et la perte faite par la maison de Castille fut ainsi assez faible en réalité, d'autant plus que le Brésil n'avait pas encore été mis en valeur. En outre, les Bragance se laissèrent entraîner par la France dans sa politique continentale contre la maison d'Autriche, et ne purent ainsi devenir, sur l'Atlantique, les rivaux de l'Espagne. Ce fut bien l'Angleterre qui ruina, à son profit, les monopoles existant dans cet océan, en même temps qu'elle prenait pied, dans les mers orientales, chez les négociants hollandais. Les deux entreprises sont parallèles et se poursuivent, à partir du protectorat de Cromwell, grâce à une amitié nouvelle, celle de notre pays, dont la jeune marine commençait à être partout.

De 1600, est la fondation d'une compagnie des Indes, qui eut des comptoirs à Surate, Madras et Bantam : cette association ne différait pas des groupes de marchands d'Amsterdam, qui déjà se fondaient en un être unique ; et l'on eût pu se croire encore, étant donné le souci d'acquérir des propriétés absolues et des privilèges commerciaux, au temps des découvertes. La pillerie des Antilles et des galions s'organisait, d'autre part, en grand. Il arriva que la Néerlande voulut y participer ; et le nombre de ses bateaux, l'expérience de ses navigateurs constituaient pour elle de grands avantages. On songea alors, non pas à tuer le négoce rival par la force, mais à lui enlever une partie de ses moyens : c'est le but de l'Acte de navigation de 1651, grâce auquel les navires hollandais ne purent plus apporter en Angleterre les marchandises des autres pays d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique ; le trafic avec ces trois continents était formellement réservé aux bâtiments anglais. On mit aussi des droits sur la pêche des harengs, que les barques du Zuyderzée venaient prendre en vue des côtes de la Grande-Bretagne. La guerre sortit de ces mesures ; mais l'armée était si détestée chez nos voisins d'outre-Manche, depuis que son chef, Cromwell, préparait un coup d'État, qu'une grande partie du

peuple consacra définitivement son énergie à la vie de mer. Les victoires de Blake et de Vane, de 1652 à 1654, sur Tromp et Ruyter, furent dues en partie au nombre, car le matériel et l'éducation étaient aussi parfaits pour l'époque des deux côtés. A la paix de 1654, l'Acte de navigation fut accepté par la Hollande, et l'Angleterre ne l'a supprimé qu'en 1825, après s'en être servie, en protectionniste obstinée, contre tous ses autres concurrents.

Devenu protecteur en 1653, Cromwell sut comprendre à quelle politique extérieure iraient désormais les sympathies du peuple anglais. Il subordonna toute sa conduite hors de l'île à la question de commerce, parce que le commerce était devenu la source principale de la richesse nationale. L'Espagne était loin encore de la ruine. Il s'assura contre elle l'alliance française, et gagna à cette habileté la Jamaïque (1655). Les nouveaux maîtres y continuèrent les mêmes errements que leurs prédécesseurs, et ce fut la première colonie tropicale à esclaves britannique. Déjà la flotte pénétrait avec Blake dans la Méditerranée, sous prétexte de combattre les Barbaresques. Il se trouva que Charles II continua cette œuvre, que la détresse financière qui le mit, à partir de 1662, à la solde de Louis XIV, eut des résultats conformes aux intérêts anglo-

saxons, puisqu'elle valut, en fin de compte, aux Stuarts des complaisances et des secours contre les Espagnols et les Néerlandais. Au traité de Bréda, qui termine, en 1667, la guerre avec ces derniers, l'Angleterre gagne Saint-Christophe et Antigoa, et achève ainsi de prendre pied aux Antilles. Quant à la campagne des Français de 1672, elle finit l'âge d'or de la Hollande, parce que cette puissance va être obligée désormais d'avoir une politique continentale, et que, trop peu peuplée pour suffire à tout, elle abandonnera aux Anglais, à nous-mêmes l'empire des mers.

En 1678, les Stuarts nous firent défection. Cette date marque le commencement de la troisième période de l'expansion britannique, de la lutte contre la France, que l'opinion publique imposera à tous les souverains jusqu'à 1815, qui sera jusqu'alors le but dominant de la diplomatie de nos voisins. C'est que nous étions devenus des compétiteurs redoutables, voisins de l'Angleterre aux Indes, en Amérique, aux Antilles, puissants sur l'Océan grâce à Colbert. Le canon victorieux de Duquesne éveilla toutes les défiances, surexcita tous les égoïsmes au delà de la Manche contre nous.

Avant de résumer ce duel, il faut envisager à part, dans l'œuvre anglo-saxonne du dix-septième

siècle, la fondation des colonies d'Amérique du Nord. Les efforts faits dans ce pays ne furent pas, en effet, dirigés en principe contre l'Espagne et la Hollande, et n'eurent pas pour seul but le commerce. C'est une histoire toute spéciale, dont certains écrivains anglais, et beaucoup de français à leur suite, ont trop dénaturé la physionomie.

Les premiers établissements furent créés dans un intérêt de négoce, et selon les procédés alors généraux. Le 10 avril 1606, la côte entre 34° et 45° de latitude nord, qui comprenait les points où Raleigh avait déjà abordé, fut partagée par la couronne entre deux compagnies, dites de Londres et de Plymouth. Les chartes des deux territoires ainsi distingués, la Virginie et la Nouvelle-Angleterre, portaient que les émigrés demeureraient sujets anglais, devraient au roi l'hommage et un cinquième de l'or et de l'argent que l'on pensait trouver, enfin seraient gouvernés par un conseil suprême siégeant à Londres. Des dispositions de 1607 et 1612, qui concédaient aux compagnies l'exploitation des Bermudes, admettaient un peu plus de liberté politique. Mais on se trouva toujours en présence du même fait essentiel : octroi de la simple jouissance d'un domaine, du monopole d'extraction des métaux précieux,

moyennant redevances et surveillances. C'était la colonisation espagnole pure, car les concessionnaires d'Ibérie qui avaient passé l'Océan étaient demeurés, eux aussi, sujets de leur mère patrie. Au reste, l'entreprise manqua son but, parce qu'on ne rencontra pas d'or, et les cent cinq premiers Anglais partis n'en entraînèrent pas d'autres.

Ce furent les troubles religieux de la métropole, les exils forcés des non-conformistes, qui peuplèrent d'Européens une partie des terres d'entre la baie de Fundy et le cap Hatteras; et cette origine de la prospérité des États-Unis était aussi antilibérale que l'exercice d'un privilège de négoce. En 1618 et 1627, des puritains débarquèrent au Massachussets; en 1630, quand Charles I^{er} eut recommencé les persécutions, il en vint dans le New-Hampshire et le Maine; de 1635 à 1637, dans le Connecticut, le Rhode-Island et à Providence. Ainsi la Nouvelle-Angleterre prit le pas sur la Virginie; mais ce résultat n'avait pas été cherché par l'État, ne fut pas un succès de politique coloniale. Le pays, qui s'étend des Alleghany à l'Atlantique, tempéré, peu peuplé (1), de sol riche, présentait de grandes facilités de pénétra-

(1) 300,000 Peaux-Rouges au moment de l'occupation.

tion, et retint des proscrits venus pour chercher un asile. Le Maryland eut des commencements analogues, cédé en 1632 à un catholique irlandais, lord Baltimore, qui y attira ses coreligionnaires et des Français. — Plus tard seulement, quand il apparut qu'on pourrait tirer des profits de la contrée, le gouvernement se remit à la considérer comme son bien et reprit le système des dons de privilège. Les deux Carolines furent abandonnées, celle du Nord à un propriétaire unique, celle du Sud à huit associés (1660); William Penn obtint la région entre la Susquehanna et la Delaware, où il fonda la Pensylvanie (1682). La couronne garda pour elle le rivage au nord de la Delaware-Bay, qu'elle avait pris aux Hollandais et à des Suédois (1667), et en forma trois colonies : New-York (ancienne Nouvelle-Amsterdam), New-Jersey et Delaware.

Dans la Virginie primitive, la nécessité d'avoir de la main-d'œuvre pour les cultures tropicales avait fait introduire, dès 1620, à l'exemple des Espagnols, et selon les procédés déjà employés aux Antilles, des noirs importés d'Afrique. Il n'en faut ni louer ni blâmer l'Angleterre; c'était un ordre des lois physiques qui défendent la fatigue aux Européens sous ce climat. Mais la traite

ne fut pas faite avec plus de ménagements par les Anglo-Saxons que par l'Espagne ou le Portugal, ne cessa pas d'être un transport d'outils peu coûteux, et, quand on réfléchit que les anciens exploits de Drake en Guinée se renouvelèrent souvent, on peut bien trouver Seeley mal venu à vanter « la beauté relative des annales de la colonisation anglaise (1) ».

On explique souvent la croissance rapide et la grandeur actuelle des États-Unis, en disant que l'Angleterre accorda tout de suite à ses colonies d'Amérique la plus grande somme de libertés possible. Les émigrés, dit-on, gardèrent tous leurs droits de sujets britanniques, et restèrent les égaux de leurs frères de la métropole. Nous ne pouvons souscrire à ce jugement, formulé d'abord par nos voisins pour mettre dans l'histoire de leur expansion une unité qui n'y est point, pour couvrir du masque de la tradition la conduite qu'ils sont aujourd'hui obligés de tenir vis-à-vis de l'Australie et du Canada, pour faire croire à leur désintéressement et préparer la réalisation du rêve d'une vaste fédération au profit de la Grande-Bretagne.

Tout habitant d'un pays qui passe la mer s'éta-

(1) *Ouvrage cité, passim*, notamment p. 163-164.

blit en terre nouvelle avec telle éducation politique spéciale, qui dépend de la forme de gouvernement de la mère patrie. Les Espagnols ont apporté au Mexique et au Pérou les idées de despotisme civil et religieux qu'ils avaient prises chez eux. De même les Portugais au Brésil. Les Français sont venus au Canada avec des habitudes de vie municipale restreinte et d'obéissance à la volonté royale. Or, les entreprises de ces trois peuples ont tenu ou promettent autant que celles des Anglo-Saxons aux États-Unis, si l'on fait la part de la richesse et du climat différents des sols, du degré d'attraction qu'ils ont exercée, de la plus ou moins grande quantité d'instruments de mise en valeur qu'ils ont reçus. Ce ne fut pas le libéralisme qui agit dans tous ces cas. Les Anglais fixés en Amérique dans la première moitié du dix-septième siècle, avaient déjà la pratique du gouvernement représentatif, de la liberté individuelle, du consentement à l'impôt, même de l'administration. Ces avantages les ont certainement aidés dans l'organisation de leur existence nouvelle, ont hâté le développement sur les rivages occidentaux de l'Atlantique d'un être collectif capable de se suffire. Mais il n'en faut pas conclure que les rapports avec la métropole furent libres. Il y eut dans

la contrée occupée trois formes d'État : la colonie à charte (provinces de la Nouvelle-Angleterre), la colonie de propriétaire (Maryland, Carolines, Pensylvanie), la colonie de la couronne (Virginie). Partout l'habitant, sujet anglais, ou simple tenancier (*free holder*) du propriétaire qui avait reçu la concession, avait une certaine part à la discussion des affaires locales, mais point des affaires britanniques. L'existence de conseils à Londres, de commissaires de surveillance, même des dîmes d'exploitation prouvaient que les Américains étaient sous la dépendance du peuple anglo-saxon, non partie intégrante de ce peuple détachée sur un autre continent. Les colons constituaient tous à des titres divers des intermédiaires obéissants, et le but était la richesse de la Grande-Bretagne, puisqu'une liberté au moins n'existait pas, celle du commerce. Nous assistons bien là, non pas à la mise en œuvre d'une idée nouvelle, mais toujours au vieux fait de la vie nationale, continuée au delà des mers parce qu'on n'en connaît pas d'autre, et dans l'intérêt de la métropole. C'est l'aspect anglais de la question ouverte, à la fin du quinzième siècle, par les voyages des Portugais et des Espagnols.

Seeley, comparant la condition de la Nouvelle-

Angleterre du dix-septième siècle avec celle du Canada, insiste sur ce fait que Colbert installa dans ce dernier pays un protectionnisme outré, tandis que les colons anglais furent seulement soumis « à certaines restrictions commerciales (1) ». On ne saurait admettre que nos voisins aient été déjà à cette époque, par opposition avec la France, ce qu'ils prétendent être aujourd'hui, les champions du libre-échange. L'Acte de navigation avait été accepté par les puissances. Les rapports de l'Amérique ne pouvaient donc avoir lieu qu'avec la Grande-Bretagne et par les bâtiments nationaux ; telle était, du moins, la théorie britannique, sinon tout à fait la lettre des traités. C'était du colbertisme pur sous un autre nom, l'idée partout mise en pratique alors que les terres d'expansion doivent être à la fois des débouchés et des marchés exclusivement réservés à la métropole.

Les futurs États-Unis étaient si peu une partie de la nation anglo-saxonne, que la liberté religieuse y existait. C'est, dit la charte de Rhode-Island (1663), qu'elle n'y peut compromettre, « à cause de l'éloignement », l'unité civile du peuple anglais. En réalité, il fut impossible de priver les

(1) *Ouvrage cité*, p. 84.

colons de cette liberté. Beaucoup avaient quitté la mère patrie sans esprit de retour, pour la conserver. Puis, la diversité des croyances s'était trouvée telle parmi eux, qu'ils avaient dû, pour pouvoir vivre ensemble, se faire des concessions mutuelles dans le domaine de la conscience, les puritains, les quakers de Pensylvanie voisinant avec des catholiques et même des anglicans. L'unité résidait véritablement dans la seule cohabitation, dans la nécessité d'obéir à de certaines conditions locales physiques et naturelles. La forme de vie politique, administrative, était forcément britannique, mais le groupe, en lui-même, point.

Cette vérité deviendra tout à fait évidente, si l'on remarque que la race n'était déjà plus, quoi qu'on dise, anglaise pure. L'émigration s'était arrêtée ou ralentie quand la réunion du Long Parlement avait fait cesser les persécutions dans la métropole, en 1640 (1). On estime que, jusqu'à cette date, de 25,000 à 30,000 exilés seulement passèrent l'Atlantique. Or, en 1660, il y avait dans les colonies d'Amérique près de 200,000 Européens. Il est permis de croire que les Anglais ne formaient pas la majorité, mais que déjà ils se fondaient

(1) L'émigration en masse des Anglo-Saxons aux États-Unis n'a recommencé qu'en 1815.

avec les Irlandais, Hollandais, Suédois, Français, en une famille nouvelle. Les provinces transatlantiques constituaient bien un État britannique, si ce mot signifie propriété, mais nullement si on le traduit par nation ou race. Il existait au delà de la mer un organisme en passe de se constituer, qui aspirait déjà à une existence séparée, et sur lequel la Grande-Bretagne maintint son autorité dans un intérêt de richesse, en prétextant les liens du sang. On doit même noter que, suivant la juste remarque de Seeley (1), l'Angleterre négligea d'abord ses colonies, les laissa commercer à leur guise, parce qu'elles ne produisaient ni épices, ni métaux précieux, qu'elles ne promettaient pas de revenus. Ce libéralisme, qui avait tout à fait cessé dès le commencement du dix-huitième siècle, quand leur prospérité s'annonça, contribua beaucoup à y développer l'esprit d'individualisme. En 1655, les citoyens du Massachussets étaient en droit de dire que la redevance d'un cinquième une fois payée, ils ne devaient rien que « par courtoisie ».

Seeley, qui voit très bien en quoi la rivalité maritime et commerciale de l'Angleterre et de la France détermine toute l'histoire extérieure de la

(1) *Ouvrage cite*, p. 150.

première puissance, et même la politique européenne en partie, jusqu'à la date de 1815, place mal le commencement de cette rivalité. Elle débuta, en fait, dès 1678, quand la nation britannique, menacée dans sa richesse par nos succès sur mer, obligea Charles II à se rapprocher de la Hollande. Depuis, elle ne cessa pas un instant, parce que notre marine se montra très vivace, et les passagères alliances ne s'expliquent que par des abdications intéressées des gouvernants.

Il n'est pas sûr que la Grande-Bretagne n'ait été pour rien dans la clause du traité de Nimègue même qui supprimait en faveur des Provinces-Unies le tarif de prohibition établi par Colbert en 1667. Peut-être voulut-elle, pour faciliter l'action commune contre nous, faire accorder à ceux qu'elle avait combattus au temps de leur prospérité, les privilèges dont ses vaisseaux jouissaient en réalité dans nos ports. En tout cas, il n'est pas vrai de dire que, sous Guillaume III, l'expansion anglosaxonne subit un arrêt, parce que le Roi fit de la politique religieuse et terrienne. La protection des protestants, la fin de la prépondérance de notre pays en Europe ne furent pas la pensée essentielle du prince d'Orange ; le peuple anglais ne l'eût plus permis. Il ne faut pas que le caractère confes-

sionnel de la révolution de 1688, simple épisode de l'histoire intérieure du royaume, que l'origine du nouveau souverain fassent illusion. Ce que nos voisins cherchèrent avant tout, en organisant dès la fin du dix-septième siècle des coalitions contre nous, ce fut la satisfaction de leur intérêt le plus cher, la ruine de nos flottes et de la « plus grande France ». Colbert personnifie pour eux « la perversion de l'esprit commercial (1) », parce qu'il leur disputa l'Océan, que Richelieu et Mazarin leur avaient trop abandonné. Son œuvre était à défaire. Pendant toute la guerre de la ligue d'Augsbourg, les bateaux anglais combattirent avec âpreté nos corsaires ; et l'on arriva à faire renoncer Louis XIV, par une disposition de la paix de Ryswick, au droit de cinquante sous. La guerre de la succession d'Espagne fut entamée par Guillaume III, moins à cause des provocations du gouvernement français, que des grands avantages maritimes que nous donnait le testament de Charles II. Elle eut à la fin un caractère tout commercial, occasionna la destruction d'une partie de nos escadres, et se termina par la prise de près de la moitié de nos colonies. Tel est bien le côté bri-

(1) SEELEY, ouvrage cité, p. 155.

tannique des événements qui préparèrent pendant trente-cinq ans les stipulations de 1713.

A cette date, l'Angleterre était en excellente situation coloniale. Le traité d'Utrecht lui donnait les territoires de la baie d'Hudson, l'Acadie, Saint-Christophe, Gibraltar et Minorque. Le privilège de l'« asiento » lui mettait en main les monopoles du ravitaillement par Porto-Bello des possessions de l'Espagne et de la traite des nègres, « brèche dans l'intolérable prohibition espagnole (1) », mais non la première ni accidentelle, consécration d'usurpations déjà anciennes, résultat jalousement prévu. L'unité politique s'était faite dans la Grande-Bretagne en 1707, la pacification religieuse de même. La dynastie y était acceptée, tellement que les mouvements jacobites de 1715 et 1745 ne parviendront pas à intéresser le public. L'industrie prospérait. La création en 1693 d'une nouvelle banque avait organisé la circulation de la richesse. L'éducation maritime était parfaite. Les compagnies de commerce grandissaient, celle des Indes achetait des terres autour de Bombay, cédée par la couronne en 1688, dans le Bengale, où elle avait droit de commerce, et où Calcutta s'était élevée en 1690.

(1) SEELEY, ouvrage cite.

La lutte de l'Angleterre contre la France pendant le dix-huitième siècle a été racontée par Seeley. La tactique de nos voisins fut de nous jeter dans des complications européennes, et c'est ce qui explique qu'ils durent entretenir de nouveau, à côté de leur marine, des armées permanentes. Mais l'auteur ne marque pas assez que, dès cette période déjà, la Grande-Bretagne rechercha le trafic universel. Les colonies portugaises lui étaient ouvertes depuis le traité de Méthuen. A partir de celui de Vienne, de 1739, elle recommença ses attaques contre l'Espagne, dont le commerce et la marine étaient malgré tout en progrès, et ne contribua pas peu ainsi à préparer notre alliance avec cette monarchie en 1761. A mesure que ses entreprises s'étendaient, elle était condamnée, sous peine d'échec, à ne reculer devant aucune ambition. Elle se montra inquiète de tout ce qui touchait les questions de négoce, jusqu'à soulever peu à peu, principalement après 1745, l'animosité de l'Europe entière, à provoquer, en voulant s'arroger le droit de visite de tous les bâtiments, la ligue de 1780. Ses amiraux battus étaient destitués ou mis à mort. Un système de primes, pour l'indigo, le coton (1760), encouragea les nationaux à exagérer les effets de l'Acte de navigation.

tannique des événements qui préparèrent pendant trente-cinq ans les stipulations de 1713.

A cette date, l'Angleterre était en excellente situation coloniale. Le traité d'Utrecht lui donnait les territoires de la baie d'Hudson, l'Acadie, Saint-Christophe, Gibraltar et Minorque. Le privilège de l'« asiento » lui mettait en main les monopoles du ravitaillement par Porto-Bello des possessions de l'Espagne et de la traite des nègres, « brèche dans l'intolérable prohibition espagnole (1) », mais non la première ni accidentelle, consécration d'usurpations déjà anciennes, résultat jalousement prévu. L'unité politique s'était faite dans la Grande-Bretagne en 1707, la pacification religieuse de même. La dynastie y était acceptée, tellement que les mouvements jacobites de 1715 et 1745 ne parviendront pas à intéresser le public. L'industrie prospérait. La création en 1693 d'une nouvelle banque avait organisé la circulation de la richesse. L'éducation maritime était parfaite. Les compagnies de commerce grandissaient, celle des Indes achetait des terres autour de Bombay, cédée par la couronne en 1688, dans le Bengale, où elle avait droit de commerce, et où Calcutta s'était élevée en 1690.

(1) SEELEY, ouvrage cite.

La lutte de l'Angleterre contre la France pendant le dix-huitième siècle a été racontée par Seeley. La tactique de nos voisins fut de nous jeter dans des complications européennes, et c'est ce qui explique qu'ils durent entretenir de nouveau, à côté de leur marine, des armées permanentes. Mais l'auteur ne marque pas assez que, dès cette période déjà, la Grande-Bretagne rechercha le trafic universel. Les colonies portugaises lui étaient ouvertes depuis le traité de Méthuen. A partir de celui de Vienne, de 1739, elle recommença ses attaques contre l'Espagne, dont le commerce et la marine étaient malgré tout en progrès, et ne contribua pas peu ainsi à préparer notre alliance avec cette monarchie en 1761. A mesure que ses entreprises s'étendaient, elle était condamnée, sous peine d'échec, à ne reculer devant aucune ambition. Elle se montra inquiète de tout ce qui touchait les questions de négoce, jusqu'à soulever peu à peu, principalement après 1745, l'animosité de l'Europe entière, à provoquer, en voulant s'arroger le droit de visite de tous les bâtiments, la ligue de 1780. Ses amiraux battus étaient destitués ou mis à mort. Un système de primes, pour l'indigo, le coton (1760), encouragea les nationaux à exagérer les effets de l'Acte de navigation.

Les démêlés particuliers avec la France donnèrent lieu à deux guerres de Sept ans, amenées chacune par le relèvement de notre marine ou l'agrandissement de notre empire colonial. En 1745, ce furent les résultats acquis par La Galissonnière au Canada, Dumas, La Bourdonnais et Duplex dans l'océan Indien, qui alarmèrent les Anglais; Seeley encore s'en étonne, alléguant qu' « à l'aurore de la grandeur coloniale française, on peut apercevoir manque de génie et lenteur d'accroissement (1) », comme si les entreprises de la Grande-Bretagne avaient été plus méditées, combinées dans d'autres vues, exécutées avec d'autres idées et plus rapidement que les nôtres. Après 1748, Rouillé et Machault nous refirent une flotte, qu'il fallut détruire; et le traité de Paris (1763) nous enleva en outre le Canada, Cap-Breton, Terre-Neuve, la plupart des Antilles, le Sénégal, l'Inde. Notre défaite s'explique certainement par la division presque inévitable de nos forces, mais par ce fait aussi qu'en France, les particuliers agirent sur l'Océan avec plus d'esprit de suite que l'État, tandis que, plus nombreux chez nos adversaires à vivre de la mer, ils furent en outre toujours

(1) *Ouvrage cité*, p. 154.

appuyés par lui. L'expansion était vraiment au delà de la Manche l'œuvre de tout le peuple, et c'est pourquoi ni la conquête de l'indépendance par les Américains, ni même les guerres contre la Révolution et l'Empire français ne l'arrêtèrent complètement, bien qu'elles aient absorbé en masse vaisseaux, hommes et capitaux.

En 1776, les treize colonies d'Amérique se séparèrent de l'Angleterre. Seeley croit que cette sécession fut plutôt accidentelle. Les États-Unis constituaient, suivant lui, un État nouveau, parce qu'il y avait une Église spéciale, et cet État proclama son indépendance, parce que le gouvernement britannique exagéra à son endroit le vieux système colonial (1). Cette explication contient l'aveu précieux que les principes d'expansion n'ont point été, au moins jusqu'à notre siècle, différents chez nos voisins de ceux des autres pays. Elle se rattache, d'ailleurs, à la théorie de la « Greater-Brittain », qu'il y aura lieu d'examiner plus loin. Prise en elle-même, elle est inacceptable. L'unité religieuse n'était pas davantage réalisée en 1776 dans les possessions anglo-saxonnes que l'unité politique ou l'unité de race (2), et n'est pas faite

(1) *Ouvrage cité*, p. 184, 187.

(2) Voir SEELEY lui-même, *ouvrage cité*, p. 187.

encore. La République transatlantique est certainement la nation sur le groupement de laquelle les questions de croyance ont le moins agi. Peut-on avancer même que ce groupement est accompli? Il existait en réalité vers la fin du dix-huitième siècle, entre les Alleghanys et la mer, un être ou un ensemble d'êtres politiques et géographiques en formation, qu'on voulut maintenir de force à l'état de serviteurs d'un vieil organisme, et qui s'y refusèrent parce que les lois physiques et naturelles voulaient qu'ils n'y eussent plus aucun intérêt. Le même problème se pose aujourd'hui dans d'autres parties du monde, et si la question de la liberté commerciale en fut alors le côté extérieur, c'est que la sujétion des colonies à la richesse anglaise était véritablement le seul lien qui les rattachât à la métropole. L'intransigeance britannique, causée par le besoin d'argent (1), ne fit qu'avancer un phénomène qui se fût produit à son heure, et ne l'explique pas. Rappelons qu'en 1739 Walpole refusa d'établir des taxes du genre de celles imaginées par les lords Grenville et North : ce fut un excellent calcul, qui conserva pour près de quarante ans ses domaines à l'Angleterre.

(1) Les dettes de l'Angleterre s'élevèrent, après les deux guerres de Sept ans, à 2 milliards et demi.

Il est à remarquer que la forme des revendications des Américains a été anglaise, et que les États où la race, les habitudes politiques, la religion, la langue, les mœurs de la mère patrie dominaient, ont coalisé et dirigé les égoïsmes jeunes et hésitants des autres. Ce fut au nom de la Déclaration des droits que les colons réclamèrent le privilège de fabriquer et de trafiquer à leur guise ; et ce fut à Boston que la convention de quatre-vingt-seize villes fut formée en 1769. Ces faits ne prouvent-ils pas qu'on ne doit parler ici ni d'antipathie morale, ni de fautes commises à cause de maximes que l'on prétend avoir changées, mais simplement d'évolution ? Le mot implique qu'un *consensus* vital est rompu, non que des ressemblances ou des nécessités de rapports disparaissent brusquement. Aujourd'hui encore, le mode d'existence est surtout anglo-saxon dans les provinces du Nord-Est qui, mieux armées, prirent la tête du mouvement, ont depuis attiré à elles la richesse (1) ; et les relations de négoce de la République entière sont surtout avec la Grande-Bretagne. C'est que l'œuvre fut

(1) La grande immigration, commencée après 1815, n'a point été pourtant exclusivement anglaise. De 1821 à 1881, par exemple, il est allé aux États-Unis trois fois plus d'Italiens que d'Anglais.

bien menée, ou plutôt s'accomplit bien d'elle-même, quoiqu'on ne la puisse dire parfaite tant que des besoins feront les Américains tributaires à certains égards, et tributaires liés de l'Angleterre.

En 1815, nos voisins avaient ajouté à leurs possessions les îles normandes, Helgoland, Malte, les îles Ioniennes; et, hors d'Europe, les comptoirs de Guinée, le Cap, les Seychelles, l'île de France, Ceylan, le Bengale (1773), le Mysore (1799), Delhi (1803), la Nouvelle-Hollande (1778), la Tasmanie (1803). Dans l'Inde, où leurs progrès ne devaient plus cesser, ils s'attaquaient déjà au Népal et à la confédération mahratte. Une dette nationale de 23 milliards, moitié de notre passif actuel, payait les efforts accomplis et les succès obtenus contre les gouvernements français de la Révolution et de l'Empire. Mais la situation géographique des conquêtes était si heureuse, la variété de leurs climats produisait un ensemble économique si complet, les sources, enfin, de la richesse britannique étaient si abondantes, qu'on pouvait prédire déjà, surtout en l'absence momentanée de rivaux maritimes, le plus bel avenir à ces domaines.

La seule unité que nous ayons saisie dans toute cette histoire est bien celle d'un intérêt sans cesse grandissant de négoce et d'exploitation des terres

étrangères, qui se satisfît par des monopoles, par une prohibition d'aspect forcément anglais, mais identique dans son essence aux plus anciens procédés coloniaux des peuples modernes, à ceux que l'égoïsme enseigna aux émigrants espagnols et portugais de l'époque des découvertes.

Né en France, de l'expérience des affaires, surtout de l'esprit philosophique et juriste, en grande partie théorique, par conséquent, dans son origine, le libre-échange n'avait pour ainsi dire point passé à l'application chez nous, et absolument pas en Angleterre, en 1815. Turgot, disciple du physiocrate Quesnay, n'avait pu faire aboutir des réformes inspirées par l'ouvrage de son maître, le *Tableau économique* (1758), ou par l'industriel-commerçant Gournay. De l'autre côté de la Manche, le livre d'Adam Smith sur « la nature et les causes de la richesse des nations (1776) » (1) était encore simplement très lu. Les premières puissances qui s'étaient laissé gagner, à cause de leur faiblesse, aux maximes prétendues anglaises de relations internationales et coloniales, avaient été justement celles en qui l'on personnifie le

(1) C'est une synthèse des théories françaises, puisque l'agriculture, l'industrie et le commerce sont, d'après l'auteur, les trois sources de la richesse.

protectionnisme outré, l'Espagne, en ouvrant ses possessions d'Amérique (1778); la Hollande, en supprimant, au lendemain de la conquête des Français (1795), des privilèges depuis longtemps onéreux et impossibles à défendre. La proclamation de la liberté du négoce par les hommes de notre Révolution ne fut qu'un acte de logique, une des nombreuses conséquences pratiques de l'abstraite Déclaration Des droits de l'Homme. L'effet n'y répondit pas, parce que les besoins financiers de notre pays furent toujours grands alors; en tout cas, ce ne fut pas la Grande-Bretagne, mais bien, jusqu'à l'Empire, quelques États continentaux, gagnés aux idées libérales par la politique de propagande, qui nous suivirent sur ce terrain. Napoléon I^{er} fit de la prohibition un moyen politique, ferma tous les marchés à l'Angleterre pour tuer une industrie, une agriculture, une émigration dont il ne pouvait aller comprimer sur place l'élan. Après le premier traité de Vienne, les Anglo-Saxons, presque murés dans leur île et leurs colonies depuis huit ans, ayant continué à se multiplier malgré la guerre et à produire, se trouvaient dans la nécessité absolue de renouer à tout prix les rapports brisés avec la majorité des autres peuples. C'est l'idée qu'il faut surtout ne pas

perdre de vue, quand on entend représenter la Grande-Bretagne comme le champion du libre-échange. Les concessions de tout genre faites à l'étranger et aux colons depuis 1815 s'expliquent en premier lieu par la nécessité.

On ne doit pas oublier non plus combien les conquêtes des théories nouvelles dans le domaine des questions coloniales ont été intimement mêlées à l'histoire intérieure de l'Angleterre, à des luttes politiques et sociales, à toute une vie nationale au jour le jour. Il n'y faut pas voir des effets de principes spontanément adoptés et généreusement appliqués par tout le peuple, car ce ne sont pas des dogmes, mais des mobiles qui produisent les actes, surtout collectifs. Huskisson obtient pour les vaisseaux autres que ceux de la compagnie le droit de faire le commerce avec les Indes. Outre que cette nouveauté n'apporta aucun avantage aux marines étrangères, elle faisait partie d'un programme, de même que l'abaissement des droits sur les blés; elle n'était pas une fin cherchée directement, mais une péripétie de la lutte de la population industrielle, appauvrie par la guerre et l'adoption des machines, contre les propriétaires fonciers. Le même ministre whig, lord Melbourne, abolit l'esclavage dans les colonies (1834)

et organise les maisons de travail pour les pauvres en Angleterre. L'« anticornlaw league », qui aboutit à faire voter la liberté entière du commerce des grains et la suppression de certains droits de port (1846), avait son centre à Manchester, où habitait Cobden, était une association d'industriels, et triompha grâce à l'appui intéressé de Robert Peel et des « nouveaux torys ». L'acte de navigation déchiré (1849), l'autonomie politique accordée en principe aux colonies (1850) furent des mesures de précaution inspirées par la sécession des États-Unis. Jusqu'à cette dernière date au moins, l'idée directrice de l'expansion britannique est bien restée qu'il faut avoir des possessions outre-mer pour le commerce; on croyait en outre, et ce fut la seule innovation, qu'il est impossible de les garder longtemps, si l'on ne cède pas à quelques demandes des colons. Doit-on assimiler ces pratiques aux doctrines *à priori* qui sont développées dans les livres, et les décorer avec émotion de l'épithète de libre-échangistes?

En réalité, les privilèges nationaux, qu'on les appelle prohibitions, protections, procédés mercantiles ou de balance du commerce, ne furent pratiquement combattus pour la première fois qu'entre les années 1850 et 1860. Et il faut bien

remarquer que les changements survenus eurent pour théâtre l'Europe, accessoirement les empires coloniaux, que la France s'associa à l'Angleterre dans cette œuvre. Ce fut le système « des traités de commerce », destiné dans l'esprit chevaleresque de Napoléon III à aboutir au libre-échange, mais qui a tourné à un résultat contraire. Notre pays consentit en 1860 à abaisser les droits protecteurs graduellement, de 30 pour 100 à partir de 1861, de 25 pour 100 à partir de 1864, etc.; et nos voisins accordèrent en retour la remise entière des taxes sur les vins, soieries, articles de Paris. Aujourd'hui toutes les puissances sont redevenues protectionnistes, vivent seules, comme la France, ou forment des groupes économiques fermés, comme l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et l'Autriche. C'est un effet de la concurrence industrielle, des victoires, qui n'a laissé subsister que de vagues sympathies, telle notre amitié avec l'Espagne, ou les ambiguïtés créées par la clause « de la nation la plus favorisée ». Nous n'avons pas à dire si ce mouvement est moral, s'il sera utile; il est à coup sûr inspiré moins par des théories que par l'instinct de conservation.

Il paraîtrait que, seule de tous les peuples, l'Angleterre y a échappé, qu'elle et ses colonies

constituent un ensemble d'êtres égaux et ouverts à toutes les relations, que cela explique leur prospérité commune, qu'il faut nous hâter, en France, de l'imiter. Les faits que les rivales des usines britanniques se multiplient sans cesse, en Italie, sur le Rhin, en Saxe, en Bohême, que des pays comme la France ont des ressources agricoles immenses et une puissante flotte, que l'émigration européenne augmente, que tous ces capitaux, ces marchandises et ces hommes n'ont déjà plus de contrées neuves à se disputer, tout porte à penser qu'un désintéressement, dont la Grande-Bretagne n'a, d'ailleurs, jamais donné l'exemple, n'est pas de saison. Ce qui semble à l'ordre du jour, c'est la lutte pour l'existence. L'Angleterre ne doit pas éviter la loi générale : elle conquiert encore et par tous les moyens, elle complète ses armements maritimes, elle a recours à la colonisation religieuse, elle convoite l'entière possession des régions à cultures riches ou à métaux précieux, elle achève déjà d'entourer de ses domaines l'océan Indien, de prendre toutes les routes qui y mènent. La question vaut la peine d'être examinée d'aussi près que le permettent les limites de cette étude.

Il est facile de prouver que la prétendue égalité politique des colonies britanniques n'existe pas.

Certaines, Gibraltar, Malte, Chypre, le Honduras, la Guyane, les Falkland, les petites îles océaniques, sont très nettement des propriétés anglaises, puisque l'autorité y est exercée, sans intervention aucune des habitants, par un gouverneur envoyé de Londres, assisté quelquefois d'un conseil non élu. — Ailleurs, l'élément représentatif apparaît, mais subordonné aux droits de la métropole; la Jamaïque, la Trinité, les îles au Vent et sous le Vent, les Bahama, les Bermudes, Terre-Neuve, les anciens comptoirs d'Afrique, le Natal, Maurice, ont, en même temps que des assemblées ou conseils législatifs au moins en partie élus, des gouverneurs et des conseils exécutifs nommés. — Le « self-government » existe au Cap (1872), au Canada (1867), en Australie (1846-1890), dans la Nouvelle-Zélande. Chacune des provinces de ces pays a sa constitution particulière, plus ou moins calquée sur la forme de gouvernement anglo-saxonne, un gouverneur élu ou non, une seule assemblée ou une assemblée et un conseil législatif élus. Des confédérations de ces États particuliers se sont formées en certains endroits, huit provinces du Canada se sont groupées en dominion (1873), le Cap est la réunion de cinq districts, la Nouvelle-Zélande de sept. Où de tels rapprochements se sont accomplis,

il y a une constitution fédérale, un gouverneur général et un conseil exécutif nommés, une Assemblée législative élue. Mais ce sont les députés qui exercent partout le pouvoir; l'Angleterre ne fait jamais usage de son droit de *veto* de deux ans, et montre une grande condescendance pour les volontés exprimées. En 1872, elle a refusé d'intervenir dans l'État de Victoria pour modifier sa constitution; en 1878, elle a rappelé un gouverneur qui voulait imposer un ministre à la Chambre du Bas-Canada; elle a retiré les convicts d'Australie dès que les colons le lui ont demandé. — Nous rangerons dans la première de ces trois catégories les possessions où opèrent des compagnies à charte, comme le Niger, l'Est africain, la Zambézie, la baie d'Hudson, et même l'Inde. Ce dernier pays est, en effet, bien de la couronne, qui s'est substituée à la compagnie en 1860 (suppression de la compagnie) et 1877 (Victoria impératrice des Indes); l'administration et l'armée y sont anglaises, le « *self-government act* » de 1885 n'a eu qu'une valeur municipale.

Si une vérité ressort de cette classification, c'est bien la suivante : la Grande-Bretagne a maintenu complète sa souveraineté sur certaines terres, centres d'exploitation, stations commer-

ciales ou postes militaires, parce qu'elle n'y a pas trouvé de force de résistance, ou que l'éducation industrielle, agricole, politique des habitants n'est pas faite ; mais elle a dû, pour garder un simple droit de protection sur d'autres colonies, les affranchir en fait administrativement. Ces concessions ne sont pas la mise en pratique de théories libérales nouvelles, mais des sacrifices de l'intérêt mercantile anglais à la nécessité. Au Canada, en Australie, même au Cap, sont nées des nations, ou s'organise tous les jours une vie moderne de type plus ou moins britannique, mais différenciée pour chacune par des conditions physiques et naturelles spéciales. C'est comme gage de l'indépendance économique qu'elles ont réclamé, parfois avec des menaces, les droits des Anglo-Saxons d'Europe. Ceux-ci affectent de vouloir, pour diminuer leurs frais, laisser ces peuples se défendre d'eux-mêmes, retirent peu à peu leurs garnisons ; mais les armées indigènes, de 10,000 à 12,000 hommes en Australie, de 28,000 au Canada, ont certainement dans la pensée des colons un autre but que celui de venir en aide à la richesse de la mère patrie. En réalité, nous assistons à un conflit d'égoïsmes, dans lequel les mobiles de nos voisins d'outre-Manche sont la crainte de provoquer avant l'heure des sécessions

pareilles à celle des États-Unis d'Amérique, l'espoir qu'en n'exagérant pas une autorité politique, signe de leur suzeraineté commerciale, et moyen pour cette suzeraineté, ils parviendront à conserver longtemps leurs monopoles, à préserver en somme dans la vieille et seule tradition coloniale d'exploitation d'autrui. Il ne faut pas que la variété, l'ingénieuse audace de leurs procédés trompe le public, surtout chez nous. L'aptitude de l'Angleterre comme métropole, ses ressources, les théâtres des efforts accomplis, l'aspect de ces efforts ont changé avec le temps, et, sous ces transformations que l'on veut nier, persiste le principe d'action inavoué, le même intérêt d'argent qui dicta à Cromwell l'Acte de navigation et qui inspire maintenant, malgré la bonne foi de quelques-uns, les théoriciens de la « plus grande Bretagne ».

L'idéal de ceux-ci consiste dans le groupement en un empire fédéral libre-échangiste de l'Angleterre et de ses colonies, qui acquerraient toutes l'égalité de droits (1). Fait digne de remarque, ce système est apparu vers 1860, alors que commença à être battue en brèche l'omnipotence industrielle des Anglo-Saxons, et ses adeptes dans

(1) SEELEY, *ouvrage cité*; Goldwin SMITH, *The Empire*, 1863; sir Charles DILKES, *Greater Britain*, 1863.

le Parlement britannique sont les conservateurs, les traditionnels. D'après Seeley, les colonies sont, à part l'Inde, habitées « en totalité ou en grande partie par des Anglais » (1). La plus grande Bretagne se compose de 13 à 14 millions de blancs établis outre-mer à la suite du « grand exode anglais » (2), et ayant à leur disposition pour les corvées une caste d'esclaves (3). Il s'agit d'achever l'organisation dans l'Amérique du Nord, en Australie et dans le Sud-Afrique, où le climat relativement tempéré permet l'habitat aux Européens, de trois confédérations alliées; les liens du sang, la communauté de langue, de religion (4), d'intérêt, la suppression de tous les privilèges, la rapidité des communications rendront cette tâche facile. Les sécessions passées seront évitées, parce qu'elles furent accidentelles, et qu'on ne commettra plus les fautes qui les ont amenées.

Nous n'avons pas à prendre parti entre ce dogme colonial et la théorie adverse des radicaux et libéraux, d'après laquelle, les monopoles constituant pour l'Angleterre un fardeau trop lourd, étant

(1) *Ouvr. cite*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) *Ibid.*, p. 167.

(4) *Ibid.*, p. 64.

impossibles à conserver, et même nuisibles au développement des colonies, il faut ne retenir que ce qu'on peut de l'ancien système, abandonner le Canada et l'Australie, accorder la séparation administrative de l'Inde, n'exploiter que le reste des possessions. Mais nous devons réfuter brièvement les sophismes de Seeley, parce qu'ils ont été adoptés par quelques écrivains français de grand talent (1).

Une des erreurs des partisans de la Greater Britain est d'affirmer que la population des colonies britanniques est de race anglaise. Nations anglaises, dit-on, donc États confédérés, sinon sujets. Pas n'est besoin de beaucoup de chiffres pour prouver que sur les 20 à 25 millions d'habitants des possessions anglaises en dehors de l'Inde, la majorité n'est pas anglo-saxonne. Dans la province de Victoria, il y avait en 1841 236 Européens, et aujourd'hui plus de 900,000; tous ces colons ne sont venus de la Grande-Bretagne que pour moitié, quoique l'Australie soit bien la terre où est allé de préférence le grand exode dont on parle. Ailleurs, comme au Canada et dans le Sud-Afrique, les mélanges ont été bien plus considé-

(1) M. RAMBAUD, par exemple, dans la belle préface à sa traduction de SEELEY.

rables. Enfin, l'élément indigène ne doit pas être négligé, sous prétexte qu'il ne sert qu'à recruter des instruments de mise en valeur : il entre déjà, et entrera de plus en plus dans la constitution des nationalités nouvelles. En réalité, c'est lui qui figure pour la plus grosse part dans ce total de 25 millions d'habitants, et l'on peut dire qu'il y a entre l'Inde et les autres domaines anglais différence non de nature, mais de degré. On voit où aboutirait le sophisme poussé à la limite : les Anglo-Saxons ont créé par émigration l'unité ethnique du cinquième de la population terrestre. Car les Européens iraient aux Indes sans le climat, s'y implanteraient malgré ses 250 millions d'habitants, et nous aurions là une quatrième confédération prétendue alliée.

On sait ce qu'il faut penser de l'unité religieuse des colonies anglaises. Nous ne voyons pas d'obstacle à ce que la langue soit parlée un jour par 270 millions d'hommes ; on l'enseigne aux Indes même depuis 1835, et les indigènes l'apprennent parce qu'elle est un outil de commerce. Mais la communauté de langue n'entraîne pas l'union à droits égaux. Il faudrait qu'il en eût été ainsi dans le monde romain, dans le monde grec, et Seeley nie, à tort du reste, toute ressemblance même

lointaine des œuvres coloniales de l'antiquité avec celles d'aujourd'hui.

Où le raisonnement manque tout à fait son but, c'est sur la question d'identité d'intérêt de la Grande-Bretagne et des colonies. Nous prenons la liberté de signaler d'abord la contradiction qui existe entre cette affirmation et les phrases chevaleresques suivantes : l'Angleterre colonise dans l'intérêt des colonies et quoi qu'il lui coûte; dans l'Inde, elle ne fait pas de profits et n'a que des risques (1); la colonisation anglaise consiste dans la pratique malgré tout du libre-échange (2). Ceux des colons qui sont Anglais ont quitté leur pays, non plus sans doute en proscrits religieux ou politiques, ni tous en convicts, mais l'ont quitté du moins parce qu'ils n'y avaient plus assez de place. Ce furent de véritables ruptures, imposées par les difficultés de ce qu'on nomme les questions sociales. Arrivés sur les terres étrangères, ils se sont mis avec d'autres, sous la protection de la métropole, à organiser tel genre de travail, telle vie particulière, tels systèmes de relations qui leur étaient imposés par la nature. Il en a été ainsi, et dans les contrées tempérées,

(1) SEELEY, *passim*.

(2) RAMBAUD, *Préface de la traduction*, p. 24.

occupées par beaucoup d'aventuriers ou gens d'affaires, et aux Indes, conquises et administrées grâce aux ressources indigènes par une minorité qui se trouva être, avec celle des négociants français, la seule puissance politique au milieu de l'anarchie générale, et la mieux soutenue par sa métropole. Il faut ne pas se rappeler les menaces récentes des Australiens, les craintes exprimées en Angleterre même sur le voisinage des Allemands dans l'Océanie, pour croire que les émigrés n'ont pas cessé de participer à la vie de la Grande-Bretagne. Les tendances à l'individualisation sont telles, depuis longtemps déjà, que des groupes ont essayé de se constituer, suivant certaines affinités d'origine ou de simple habitat, au milieu des grandes fédérations un peu factices que voulait former l'Angleterre : telle la tentative des Franco-Canadiens en 1840. Ailleurs, des ensembles économiques sont en passe de se créer, en dehors et en dépit des suggestions britanniques : en février 1890, les Australiens ont envoyé de la conférence de Melbourne, à la reine Victoria, une adresse lui demandant de consentir au rapprochement des « Australasiens », et un vote dans le même sens a été émis en 1891 à la convention de Sidney; au Canada existe un fort parti d'union avec la république nord-américaine.

Les statistiques commerciales confirment les conclusions que nous tirons de ces faits. Les États-Unis importent déjà plus au Canada que l'Angleterre (10 millions de dollars en 1891); ils cherchent à attirer dans leur clientèle le Sud-Afrique. L'Australie, l'Inde même, à mesure qu'elles deviennent puissances industrielles et agricoles (1), demandent moins à la métropole. Dans ce dernier pays, les importations britanniques ont baissé de 1891 à 1893 de 52 à 48 millions sterling. On peut prévoir le jour où les intérêts seront en conflit aussi aigu qu'en 1776, la Grande-Bretagne aussi désarmée devant des colonies autrement vigoureuses que les treize États américains d'alors, aussi faible en somme que l'Espagne en face des siennes au commencement de ce siècle.

Qu'on nous permette d'illustrer ce chapitre d'un exemple. Nous allons voir tous les procédés coloniaux anglais en œuvre à la fois dans l'Afrique australe, dans cette terre où l'on rencontre tous les sols, toutes les altitudes, tous les climats, des régions industrielles, agricoles, désertiques, peuplées, vides, où sont résumés, par conséquent, les

(1) Voir, dans le *Bulletin de l'École libre des sciences politiques*, juillet et septembre 1894, un intéressant article sur l'*Évolution industrielle de l'Inde*.

différents aspects de l'Empire britannique, et d'autant plus vivement que le travail d'expansion y est en cours (1).

Jusque vers 1840, l'Angleterre n'occupa guère, dans le Sud-Afrique, que la côte méridionale. La colonie était une station commerciale et militaire sur la route des Indes, avec un arrière-pays de peu d'étendue livré à l'exploitation. Elle s'est, en cinquante ans, prolongée vers le nord jusqu'au Zambèze, aux dépens des Boërs et des noirs; et la Grande-Bretagne se flatte aujourd'hui d'avoir « conquis à la civilisation » tout ce pays, d'y pouvoir bientôt organiser à son profit une confédération d'États s'administrant eux-mêmes ou sujets absolus. Cette œuvre de pénétration s'est composée de deux actes principaux. Les Boërs ont été peu à peu poussés du Karroo au nord du Vaal; c'est le « trekking », fuite lente devant les « prospectors » anglais, dans les grands chariots à bœufs, à travers les rivières et les hautes savanes. D'autre part, on a annexé toutes les contrées autour des Boërs, de façon à les enserrer de force dans les possessions britanniques : le Natal a été pris en 1842; le pays des Betchuana, en 1884; le Zouloulund,

(1) Voir *Un épisode de l'expansion de l'Angleterre*, lettres au *Times*, traduites par le colonel BAILLE. Paris, 1893.

en 1887. En 1881, à la suite d'une guerre, une convention avait été imposée aux Boërs, d'après laquelle ils s'engageaient à ne pas dépasser le Limpopo; depuis, l'Angleterre a annexé le pays des Matabélés, et des arrangements avec le Portugal en 1891, avec l'Allemagne en 1890, la création des trois compagnies du Sud-Afrique, de la Zambézie, de l'Est-Africain ont complété l'entrée en propriété (1). Actuellement, l'État libre d'Orange et la République indépendante du Transvaal sont entourés, sauf du côté des établissements portugais de la baie Delagoa, de provinces anglo-saxonnes jouissant du «self-government», comme la confédération du Cap et le Basoutoland (1884), ou soumises à la couronne par l'intermédiaire des compagnies.

Cet ensemble est très riche à tous les points de vue. Depuis 1869, où la fameuse étoile du Sud fut trouvée près du fleuve Orange, on a rencontré l'argile bleue diamantifère en couches épaisses et étendues entre ce cours d'eau et le Vaal. Des mines d'or sont disséminées du Bas-Veldt jusqu'au Zambèze, surtout dans le voisinage du Witwatersrand. On a découvert du cuivre, du fer, de l'argent, sur 1,500 milles carrés entre Pretoria et Middlebourg.

(1) Les contestations avec le Transvaal, touchant le Swaziland viennent d'être aplanies.

La houille existe à proximité des métaux dans tout le Haut-Weldt et jusqu'aux Rand-Berge. Malgré les défauts de l'exploitation, les résultats atteints sont merveilleux : des sociétés pour l'extraction du diamant et de l'or ont réalisé, ces dernières années, des dividendes de 30 à 60 pour 100; en 1892, le Witwatersrand seul a donné autant d'or que l'Empire russe; une concession houillère entre cette chaîne et le Vaal produit de 16,000 à 20,000 tonnes de charbon par mois. Des groupes de villes industrielles se sont élevés ou surgissent avec la même rapidité que celles d'Angleterre ou des États-Unis, et offrent déjà un aspect tout européen, Johannesburg, Kimberley, Fort-Salisbury; à Johannesburg, au centre du district aurifère du Transvaal, la population est montée, en cinq ans, à 40,000 âmes. — Et la contrée ne se trouve pas moins bien partagée sous le rapport agricole. Tout le versant oriental des Drakens-Berge et des Rand-Berge, battu par les pluies de moussons, couvert de forêts vierges, peut recevoir des cultures tropicales. Les Boërs étaient avant l'arrivée des Anglais, et sont restés en partie une aristocratie d'éleveurs : c'est que les savanes du Karroo et du Veldt, aussi bien que les prairies de hauts plateaux comme ceux de l'État d'Orange, leur tracent

un genre de vie. Dans cette dernière région, vers Ladybrand, et dans le Basoutoland, les céréales poussent magnifiques. Une immense ferme entre Johannesburg et Pretoria, où toutes les altitudes se rencontrent, et où il pleut neuf mois, résume les aspects et les avantages de cette terre d'entre l'océan Indien et le Kalahari : il n'y a pas de jachères, et presque toutes les plantes y germent en toutes saisons. On assure qu'une partie du Transvaal pourrait devenir semblable en deux ans et demi de travail.

La mise en valeur de l'Afrique australe s'opère par l'initiative des nouveaux immigrants européens, auxquels le climat relativement tempéré et salubre de beaucoup d'endroits donne toutes facilités pour l'habitation. Tous ne sont pas Anglais (1), mais ce sont des sujets britanniques, fonctionnaires, « fellows » ou cadets de famille, aventuriers, qui se trouvent à la tête des entreprises. La Grande-Bretagne les avoue, les soutient, les commande, et l'examen de leurs actes permet d'établir, mieux que toutes les déclarations doctrinales, quelles sont, à l'heure actuelle, les vraies maximes coloniales anglo-saxonnes. — Ils se sont, d'abord,

(1) Il y a des Allemands, des Belges, quelques Italiens. Certains Boërs se sont associés aux récents arrivés.

emparés des mines avec d'autant plus de facilité que les anciens habitants étaient inentendus aux affaires et tout à fait ignorants des ressources industrielles du pays. Des achats de terre à très bon marché ont eu lieu dans le Griqualand occidental, dans le pays des Matabélés, jusque dans le Transvaal; des compagnies se sont constituées, qui exploitent ces étendues suivant le système de concession de lots miniers. En 1882, la société « d'exploration du Sud-Afrique » a acquis des Boërs, pour 150,000 francs, le sol où s'élèvent maintenant Kimberley, Bultfontein, du Toit's Pan; aujourd'hui elle s'appelle « compagnie de Beers » (du nom d'une ferme), possède un capital de 100,000,000 de francs, et fait la hausse ou la baisse sur les marchés de diamants. Dans le Witwatersrand, des exploitations aurifères anglaises ont 20,000 hectares et plus d'un tenant, et des capitaux de 50 à 100 millions. C'est un Anglais pur, sir Cecil Rhodes, premier ministre du Cap et directeur de la « South Africa C^o. », aussi dévoué à la métropole qu'à ses intérêts privés, qui administre la compagnie de Beers et se trouve le principal actionnaire d'autres sociétés, notamment la « Consolidated C^o. », au Matabélé, la « British South Africa C^o. », au Manica et au Mashona.

Des propriétaires, Anglais aussi, ont initié les Boërs aux cultures industrielles, et possèdent les plus belles fermes, les laiteries scientifiques du Karroo, les champs de céréales vers le Basoutoland. Mais ce qu'il faut surtout remarquer, c'est l'apreté avec laquelle les sujets de la Reine se sont réservé les emplacements et la construction des télégraphes, routes et voies ferrées. Le railway de Beïra à Massi-Kessé, qui vise Fort-Salisbury, est anglais. Anglaise encore la ligne de Durban à la frontière de l'État d'Orange. La république du Transvaal voulait avoir son chemin de fer, de Pretoria et Johannesburg à Lourenzo-Marquez, porte de sortie naturelle du pays; on a profité de la pauvreté et des lenteurs du Portugal, avec qui le ministère boër était en négociations, pour faire se rejoindre à Colesberg, sur la frontière de l'État d'Orange, les routes du Cap, Port-Élisabeth, East-London, puis on a traversé cet État au mépris des traités et atteint, sous son nom, Johannesburg en 1893. C'est la politique dite « de conciliation (1) ». La ligne du Cap, qui avait atteint Kimberley dès 1885, a dépassé Vrybourg en 1889, et s'allonge sans cesse en côtoyant le désert vers le Mashona.

(1) BAILLE, *Traduction citée*, p. 167.

Le but de ces efforts est évident, et n'a rien de libéral. Il s'agit d'organiser définitivement l'exploitation, de drainer tout le commerce au profit de l'Angleterre, de lui préparer en même temps un vaste débouché industriel. C'est toujours la vitale question d'argent qui est en jeu. Sans doute, la Grande-Bretagne n'est jamais nommée; on insiste, par exemple, comme lors de la construction du chemin de fer de Blœmfontein à Johannesburg, sur la rivalité entre les ports britanniques du Sud et du Sud-Est pour atteindre le Rand; on imagine de curieuses entités, comme le « public de Sud-Afrique », les « porteurs de rentes coloniales » (1). Mais ne nous laissons pas tromper. Voici, dans la même page (188) de la traduction par Baille des lettres envoyées de là-bas au *Times*, une contradiction flagrante : on y lit que dans le Transvaal toute richesse naturelle est aux Boërs, toute peine de mise en œuvre à l'Angleterre, et « toute prospérité créée à l'Afrique australe », puis, quelques lignes après, que « chaque progrès est un signe d'accroissement de l'influence anglaise ». On parle encore à mots couverts d'« expansion de la race blanche sous l'aile de l'Angleterre » (p. 151), de tâche civilisa-

(1) BAILLE, *Traduction citée*, p. 178.

trice à remplir par elle, etc. Pourquoi ne pas avouer que le souci dominant est le profit de la métropole et de ceux qui la servent? En 1869, le percement de l'isthme de Suez détourna du coup, ainsi que le note lui-même l'auteur des lettres, presque tout le commerce du Cap. Les colons furent mécontents, et, pour conserver ce poste militaire de premier ordre, on dut songer à créer à l'intérieur du continent un centre de production qui pût un jour remplacer pour Cape-Town l'Inde et l'Australie. Telle est la pensée qui amena la guerre contre les Boërs, qui subsiste encore, quoique compliquée maintenant du rêve d'atteindre le Nil par le sud. Il est bien certain que l'Angleterre ne ferme pas les ports du Sud-Afrique aux autres puissances; il faut, malgré les inquiétudes que lui inspire le voisinage des Allemands, des Portugais, surtout des Français, malgré les entreprises des États-Unis et même de l'Australie, qu'elle se conforme à une manière d'être à peu près générale. Mais, en fait, elle les remplit tous de ses vaisseaux, et veut avoir à sa discrétion, en Afrique australe, une autre confédération canadienne, un organe serviteur de sa richesse.

Par malheur pour elle, les tentatives pour créer une République-Unie sujette rencontrent des

obstacles formels dans la nature, productrice des égoïsmes locaux. En même temps que l'on complète le réseau anglais des chemins de fer, et pour y aider en certains endroits, on essaye de l'union monétaire et douanière. « La diversité des États contractants doit suffire pour arriver à l'adoption de tarifs raisonnables (1). » L'État libre d'Orange et le Basoutoland ont accepté de s'engager avec le Cap ; le Natal et le Transvaal, qui ont, à cause de leur situation et de leurs caractères géographiques, des intérêts absolument spéciaux, résistent énergiquement (2). On pensionne partout un parti unitaire, qui n'est pas toujours écouté. On flatte parfois en vain l'amour-propre de chaque pays, par exemple, des gens d'Orange, à qui l'on a redit souvent, au moment de la construction de la voie ferrée, que « leur influence commençait à se faire sentir dans le Sud-Afrique (3) ». On impose les produits de la métropole, mais on constate douloureusement des concurrences plus fortes, comme celles des États-Unis et de l'Australie pour la machinerie : en cinq ans une maison américaine est arrivée à se ménager 40 pour 100 des fournitures d'une

(1) BAILLE, *Traduction citée*, p. 180.

(2) Le Natal a demandé, en 1893, le self-government.

(3) BAILLE, *Traduction citée*, p. 182.

exploitation d'or des environs de Johannesburg.

Quant au sophisme tiré de l'ethnographie, que nous connaissons déjà, il est ici aisément réfutable. Il n'y a pas dans le pays une race anglo-saxonne, mais une race sud-africaine en formation, et qui comptera plusieurs familles. Au Cap, où les Anglais sont le plus nombreux, la proportion de population européenne n'est que d'un tiers. Dans le Transvaal, les Boërs, répandus aussi ailleurs, sont la majorité; quelques-uns se sont alliés avec les industriels étrangers, beaucoup parlent la langue britannique, mais la grande foule sont les descendants purs, encore groupés en une aristocratie religieuse d'éleveurs et d'agriculteurs, des anciens habitants, Hollandais, huguenots, Moraves, Allemands, Hindous et même Cafres. Enfin, l'élément indigène domine tellement dans certaines régions, qu'on peut parfaitement les rapprocher de l'Inde à ce point de vue : près de quatre millions de Cafres, Betchouanas, Matabelés, à demi civilisés déjà, ou fuyant dans le désert, dans les montagnes inaccessibles d'entre Durban et East London, l'apprentissage brutal de la vie moderne, vivent sur les possessions anglaises à côté de 600,000 blancs; au Basoutoland, seul pénétré par les missionnaires, il y a 220,000 Cafres

pour 600 blancs. La récente guerre de la South Africa Co contre les Matabélés a prouvé que ces peuplades ne sont pas à négliger, et l'Angleterre ne fait rien pour les assimiler. On provoque des besoins chez les noirs au contact de la civilisation, et on leur ôte avec leurs propriétés les moyens de les satisfaire par le travail; ils sont ensuite attirés aux mines par la promesse de forts salaires, et là, on les parque dans des enclos, sous prétexte d'éviter le vol et l'ivrognerie. Il y a, dans les lettres que nous avons sous les yeux, des tableaux idylliques de ces installations (1), dont l'inventeur est sir Cecil Rhodes, inspiré, paraît-il, par la misère des mineurs français. Le problème de la civilisation se trouve, dit-on, résolu, et l'on vante les « qualités industrielles des Zoulous » ; il ne fallait pas, dans ce cas, laisser échapper des expressions comme celles de « race sujette », d' « instruments de l'intelligence européenne », etc.

En un mot, les procédés anglais de colonisation n'entrent rigoureusement dans aucun cadre théorique. Ils ne sont pas d'invention anglaise, et ils ne présentent pas un caractère distinctif de libéralisme. Un seul principe les explique, et met de

(1) Pages 59, 64 et 70 de la traduction.

l'unité dans cette œuvre si complexe, la nécessité commerciale, manifestée par des besoins variables suivant les époques, satisfaite par des moyens divers selon les pays. Quant à l'œuvre même, elle est bonne, puisqu'elle atteint la fin de toute vraie expansion, la création d'êtres nouveaux, capables de se suffire quand leur développement sera achevé. Ce moment est retardé par la métropole, qui trouve son profit à une lente initiation. Mais la proportion est telle des domaines de climat relativement tempéré, où peuvent s'employer l'énergie et l'expérience européennes, que le travail s'accomplit de lui-même, malgré les hypocrites théories d'économie politique, malgré tout l'or et toute la souplesse de diplomates et de sophistes de nos voisins. Au nom de la géographie, qui anime et souvent explique l'histoire, nous ne croyons pas à la longue durée de vastes empires disséminés comme celui de la Grande-Bretagne. Puisse cette puissance, quand ses colonies seront presque toutes devenues nations à leur tour, rencontrer, au delà des mers, des sympathies et des alliances !

CHAPITRE VI

LA COLONISATION RUSSE

L'œuvre coloniale russe en Asie eut des commencements assez lointains, mais n'a été activement menée qu'en ce siècle, et surtout depuis une quarantaine d'années. Il n'en est pas de plus raisonnée, de plus cohérente. Toutes les ressources de la métropole, constamment identiques de nature, sont dans la main d'un seul homme, d'un tsar autocrate; et ce souverain suit une politique de famille tracée dès le règne de Pierre le Grand, recherche toujours l'occupation des routes commerciales ou des terres d'exploitation nécessaires à la vie et à l'influence du grand empire. La Russie est peuplée, sinon très riche encore d'agriculture et d'industrie, et tous ses nationaux sont répartis dans les cadres d'une organisation essentiellement hiérarchique. C'est, de plus, un pays continental, qui ne participe que par l'incommode Baltique et par la mer Noire à la vie semi-mari-

time, semi-terrienne du reste de notre continent, qui tient au contraire à l'Asie sur toute sa largeur. Nous allons assister à un travail d'expansion par masses commandées et par étapes de terre différent de ceux résumés jusqu'ici.

Il faut diviser cette étude en trois parties, car les procédés de pénétration et les résultats obtenus ont été, à cause de la géographie, autres en Sibérie, au sud du Caucase et dans le Turkestan.

La Sibérie correspond en Asie à ce qu'est en Europe la Russie. Mais la ressemblance des deux contrées n'est que très générale, réside à peine dans la disposition de l'ensemble, dans la forme du relief. La Sibérie est toute large ouverte au nord. Des deux versants de montagnes qui la composent, celui qui pend de la crête des Stanovoï jusque sur les mers de Behring et d'Okhotsk est large par endroits d'à peine 300 kilomètres. L'autre s'étale sur plus de 5,000 kilomètres de long, descend doucement des énormes rides qui continuent l'Altaï au nord-est vers le cap Tchelioussine, passe à la plaine, à une plaine sans obstacles, qui confond insensiblement son sol pétri de boue et de glace avec les banquises de la mer Arctique. Dans les steppes kirghizes seulement, le pays a une porte sur le midi, mais sur un midi fermé lui-

même par l'Iran, l'Hindou-Kouch et le Tian-Chan. Tout le climat est réglé par ces circonstances, autant que par la latitude. Hivers de neuf mois, pendant lesquels on a vu le thermomètre descendre à 60 degrés centigrades. Absence de printemps et d'automne, écarts brusques de température de 30 à 40 degrés à l'ouest, de 90 à 100 du côté de Vierkojansk. Étés torrides dans certains endroits, avec de courtes exubérances de vie végétale. Pluies rares, qui ne dépassent presque nulle part la hauteur de 20 centimètres. L'existence se présente en somme sous un aspect très dur, même pour des Européens du Nord.

Cette terre est naturellement assez pauvre. Avant l'arrivée des Russes, aucune de ses richesses n'était exploitée, aucune voie de communication n'existait ou n'était utilisée. La « toundra » couvre plus du tiers de la Sibérie dans la plaine, descend entre l'Obi et l'Iénisséi plus au sud que 65 degrés de latitude; et il n'y pousse que, pendant les courtes semaines d'été, des lichens, des mousses et des arbustes nains au milieu des mares. La forêt, « taïga », occupe tout le versant des montagnes, entamée partout par le nord, gelée l'hiver, remplie durant les chaleurs de terribles moustiques; les conifères y dominant et ne sont mêlés d'arbres à feuilles

caduques que vers le sud. Les clairières abritées sont, grâce à la richesse d'un sol neuf, propices aux céréales hâtives. L'Oural renferme de l'or, du platine, des diamants, du fer; l'Altai et les Stanovoï, du plomb, du cuivre, de la houille et même de l'argent. Le système des voies naturelles est défectueux. Les fleuves débouchent dans une mer impraticable, sont trop sensiblement parallèles dans leur cours moyen, ne réunissent une grande quantité d'eau que grâce à l'étendue de leur bassin et au peu de perméabilité de la terre, étalent d'ailleurs ce volume sur d'invraisemblables largeurs (jusqu'à 20 kilomètres pour la Lena), en nappes de glace pendant au moins six mois, ou, à l'époque des crues de fonte, en courants si rapides qu'on ne peut les remonter. Au sud seulement, leurs affluents vont à la rencontre l'un de l'autre, et offrent ainsi les éléments d'un chemin de l'Obi au lac Baïkal, et même au fleuve Amour.

La Sibérie était donc aussi peu attrayante que bien défendue par son climat. Mais un fait au moins y favorisa la conquête. Ce fut l'existence d'une population très clairsemée, peu belliqueuse, accoutumée en partie à être exploitée arbitrairement par les khans tartares : Finnois, Mongols, Mandchous, nomades, pasteurs, pêcheurs ou chasseurs.

Jusqu'au seizième siècle, ces tribus vécurent, sauf celles de l'Oural, sans rapports avec l'Europe et dans l'ignorance presque complète des ressources de leur terre, subsistant de la forêt et du fleuve. C'était véritablement un pays aussi vierge que l'Afrique centrale de maintenant, mais où nulle concurrence, nulle force de résistance indigène n'attendait la politique russe. Il ne faut parler que pour mémoire des habitants guerriers des steppes entre le Tobol et l'Irtich, des Chinois entrés dans la région du lac Baïkal, et des peuplades de race mongolique du bassin de l'Amour. L'occupation se fit sans obstacles de la part des hommes, dès qu'elle fut sérieusement tentée.

Ce furent des Cosaques chasseurs de fourrures, à demi soldats, à demi commerçants, qui firent pour la première fois, vers le milieu du seizième siècle, connaître aux Russes les régions d'au delà de l'Oural. Les tsars de Moscou voulurent rendre tributaire le khan tartare de l'Obi, pour recevoir l'impôt en nature à sa place. Leur cavalerie passa la montagne, et le khan reconnut en 1584, à la suite de la prise de sa capitale (Sibir), la suzeraineté des Ivan. Tout de suite commença la pénétration de la Sibérie, exclusivement par terre, car aucun des navires européens qui tentaient alors le

passage nord-est ne put se tirer des glaces de la mer Arctique. Les Cosaques parcoururent tout le pays à cheval en une cinquantaine d'années, espèce d'avant-garde qui ne procéda vraiment qu'à une revue rapide, à une occupation provisoire de la moyenne plaine. En 1648, Dejnev atteignit la mer de Behring, parti de la Kolyma; et avant 1680 les armes russes étaient sur l'Amour, que le traité de Nertchinsk leur enleva en 1689.

Avec Pierre le Grand seulement apparut en Russie la préoccupation coloniale, l'idée que l'empire devait prendre possession de la Sibérie parce qu'elle est son prolongement géographique, et la route à la fois de la Chine et du Grand Océan. Le même souverain songea à atteindre l'Inde à travers la Perse, l'Euphrate en passant le Caucase. Il inaugura une politique asiatique que les progrès des sciences, l'augmentation de richesse et de population de la métropole, l'apparition d'adversaires européens n'ont fait que préciser et affermir sous ses successeurs. Entrée avec lui dans la vie occidentale, la Russie continuait du même coup à sa façon la recherche des chemins de l'Extrême-Orient. Elle héritait de la pensée espagnole et portugaise. Pierre I^{er} trouva même, pour la Sibérie en particulier, quelques-uns des procédés employés

plus tard, voyages scientifiques appuyés par des soldats, convois de condamnés politiques destinés à la mise en valeur. C'eût été un système assez nouveau, si le but ne fût resté celui que nous connaissons, l'acquisition d'une propriété et d'un monopole : comme autrefois ceux de Colomb, les premiers itinéraires demeurèrent secrets par ordre du Tsar.

Depuis le commencement du dix-huitième siècle, la conquête s'est opérée suivant ces principes, avec beaucoup d'unité. Il est seulement venu en Sibérie de plus en plus de savants; les détachements de soldats ont fini par former, pour l'occupation de l'Amour, par exemple, des corps d'expédition; les marchands et les colons, dits volontaires, ont dépassé le nombre des proscrits.

Le Danois Behring, dont le principal voyage est de 1728, fut un des nombreux étrangers au service de Pierre le Grand. Avant et après lui, jusqu'en ce siècle, on explora surtout les environs des fleuves. A cette période se rapportent l'itinéraire de Gmelin le long de l'Iénisséi, de l'Angara et de la Léna jusqu'à Iakoutsk (1723-1742), et ceux de l'Allemand Pallas sur l'Obi, l'Iénisséi, le lac Baïkal (1771-1772). La traversée de la toundra, du Kamtchatka à Iakoutsk, œuvre de Lesseps (1787-

1789), fait presque seule exception et n'a été renouvelée qu'en 1828 par Hansteen et Erman. — Catherine II avait déjà des projets sur l'Amour, mais surtout parce qu'on croyait la mer d'Okhotsk fermée. Ce furent Gavrilof et Névelsky qui trouvèrent la communication de cette mer avec celle du Japon (1840-1847). En même temps, Middendorff (1843) reprenait, en se lançant dans les montagnes d'entre la Léna et l'Amour, la véritable œuvre de pénétration achevée depuis par tant de courageuses explorations. Les Russes n'eurent à souffrir que du climat et de la pauvreté du pays; au sud-est seulement la conquête fut difficile. La rive gauche du fleuve Amour était prise en 1859, et l'année suivante, le traité de Tien-Tsin ouvrait à l'Empire la Mongolie et les ports chinois. La fondation de Wadivostok, la « dominatrice de l'Orient », est aussi de 1860. C'était le véritable but poursuivi, puisque ce port est sur la mer du Japon, moins tempétueuse et embrumée que celle d'Okhotsk, largement ouverte vers la Chine; et il est d'actualité de remarquer que l'Angleterre a contribué avec la France à ce succès. Sakhalien fut occupée en 1875. Cependant se multipliaient les voyages, surtout au sud de la Sibérie, dans la partie colonisable. Les marins pénétraient de

l'océan Glacial dans le pays par les fleuves, Carl-
sen et Johannsen par l'Obi et l'énisséi (1870),
un lieutenant de Nordenskiöld par la Léna (1878).
En même temps que la prise de possession s'est
trouvée achevée la carte générale.

On ne doit pas dire, à notre avis, que l'œuvre
coloniale même des Russes en Sibérie est de
second ordre, représenter, par exemple, cette
possession comme un vaste pénitencier, sans ave-
nir agricole, industriel ni commercial (1). Quoique
accomplie par terre et par des moyens très peu
libéraux, l'expansion a eu tout le succès qu'on
pouvait attendre sous ce climat. Les résultats
s'expliquent par celui-ci, que la Russie est arrivée
à créer, presque de toutes pièces, une population
qui s'assimile déjà les indigènes. C'est un procédé
que nous n'avons pas encore rencontré, et sur
lequel il y a lieu d'insister.

Il ne faut pas perdre de vue que les nationaux
sont nombreux dans la métropole et y vivent sous
un gouvernement autocrate et militaire. Le Tsar a
pu les transporter en troupes et les cantonner à
poste fixe au milieu des peuplades sans consistance
de la Sibérie, obtenir ainsi ce que n'eût jamais

(1) C'est l'idée de M. LANIER dans le volume de ses *Lectures géographiques* consacré à l'Asie russe.

fait dans un tel pays l'émigration volontaire seule. En 1715, il y avait à l'est de l'Oural 220,000 Européens, soldats, marchands d'or ou de fourrures, condamnés politiques, proscrits religieux, serfs fugitifs, réfractaires. C'était peu sur une telle surface, d'autant que la moitié de ces colons, ceux qui n'avaient cherché dans la contrée qu'un refuge, étaient hors la connaissance, et par conséquent hors la main de l'État. On prit le parti d'importer des Russes en masses pour la mise en valeur. Des concessions étaient données par l'Empereur aux nobles, qui amenaient d'autorité leurs serfs en un point donné; on bâtissait un village d'un coup; on distribuait des lots de terre qui pouvaient, pour quelques paysans, devenir des propriétés. Les années de famine, les arrivages augmentèrent. En 1883, il est venu en Sibérie 6,000 habitants de la Russie centrale. Ces populations ne peuvent se déplacer une fois établies; il a été, par exemple, défendu aux gens des bords de la Léna d'aller dans le bassin du fleuve Amour, dont les ressources plus grandes et le climat moins rude les attireraient. Au contact des colons, certaines tribus indigènes se sont civilisées; les Vogouls de l'Oural sont devenus chrétiens, les Toungouses de la Sibérie orientale et de l'Amour agriculteurs et industriels.

Les autres ont en partie disparu, les Ostiaks et les Samoyèdes par l'alcoolisme, les Tartares et les Mandchous par la fuite en Chine pour ne pas payer l'impôt. Il y a maintenant de l'Oural au Pacifique 5,100,000 habitants, dont 4,500,000 Russes. Ce qui reste du million de condamnés envoyés depuis 1715 n'entre que pour une petite part dans ce dernier chiffre. Ce sont bien les colons commandés ou volontaires qui dominent, et les natifs se croisent avec eux pour donner des types aryo-finnois ou aryo-mongols connus sous le nom de « Sibi-riaks ».

Ainsi a été rendue possible l'exploitation des forêts, des mines et des fleuves. Aujourd'hui, la Sibérie est entrée dans la vie nationale, est divisée en deux gouvernements généraux, qui ne laissent hors d'eux que la province de l'Amour et la côte du Grand Océan, soumises au régime purement militaire. Une route postale, le « trakt », prolonge jusqu'au Baïkal et à l'Amour le chemin de fer de l'Oural, sera doublée d'un système de canaux qui supprimeront les portages entre les fleuves, et d'un railway jusqu'à Vladivostok. Il y a dans la contrée 1,200 manufactures, fonderies, distilleries ou autres. De grandes foires se tiennent à Irkoutsk, Irbit, Ichim, Kiatka. En 1889, le commerce avec

la Chine se chiffrait déjà par 66,000,000 francs, et celui avec la Russie par 246,000,000, exportations et importations. Plusieurs villes situées sur le trakt, ou les grands centres miniers, ont depuis longtemps dépassé 10,000 âmes : Irkoutsk en a 40,000; Barnaoul, au pied de l'Altaï, 14,000.

Le pays au sud du Caucase se compose de la dépression longitudinale où coulent, en sens inverse, le Rion et la Koura, et du massif d'Arménie, d'où l'on descend sur les plateaux de Perse ou d'Asie Mineure. Ce sol est en grande partie de nature volcanique et très tourmenté. Tiflis, qui occupe un des points les plus hauts de la vallée, se trouve à 450 mètres; Erivan et Kars, éloignées de cette ville de moins de 200 kilomètres, à 1,000 et à 1,850 mètres. Si l'on remarque, en outre, que le vent dominant dans la contrée est le souffle froid ou chaud suivant la saison des déserts transcaspiens, et que toutes les pluies viennent de la mer Noire, on aura l'explication du climat, des ressources locales pour la colonisation.

Il y a dans la Caucasic méridionale, aux endroits bien abrités, des conditions de vie vraiment méditerranéennes et même quasi tropicales. A Soukhoum-Kaleh, placée derrière le rempart du

Caucase et au bord du Pont, la moyenne de température hivernale est de $+ 7$ à $+ 8$ degrés centigrades, la hauteur annuelle des pluies atteint 2 mètres, les rhododendrons et les azalées poussent en pleine terre sous la même latitude que notre Cantal. Dans la Géorgie et la Mingrélie, on rencontre des arbres fruitiers partout, la vigne jusqu'à 1,000 mètres, le froment jusqu'à 2,000. Certaines basses vallées, comme celle de la Koura inférieure, produisent du riz, sont inhabitables à force d'être marécageuses et chaudes. Au sud du cap Apchéron, où il ne tombe que 25 centimètres d'eau par an, s'étendent hors du voisinage des rivières le steppe et même le désert, brûlés ou gelés alternativement. Au-dessus de tout cela s'élevaient des forêts de conifères et de bouleaux, et la neige couvre les sommets pendant de longs mois. Les rivières sont assez abondantes, la Koura et le Rion navigables, beaucoup d'autres utilisables pour les irrigations. La région est par nature surtout agricole; seule l'origine volcanique du sol se manifeste depuis la Caspienne jusqu'à Tiflis par des dépôts de naphthe, facteurs d'activité industrielle. La population était avant l'arrivée des Russes assez dense, notamment en Géorgie, se composait surtout, à côté de Turcs nomades et brigands,

d'Aryens sédentaires, déjà initiés à l'agriculture et à l'industrie. C'était pour la pénétration une difficulté à ajouter à celles du relief et du climat.

Le pays a été occupé par voie militaire comme la Sibérie, mais la conquête n'a pu se faire ici par une succession de chevauchées d'outre en outre. Elle a dû être combinée d'après des obstacles de toute nature, poussée patiemment de proche en proche, recommencée par endroits, si prudente et si lente qu'on a mis cent ans pour atteindre l'Ararat, à 300 kilomètres du Caucase. Les Russes ont occupé les passes, construit des forts reliés par des chemins stratégiques. Les cantonnements ne se sont soudés que par la prise de possession des massifs montagneux, en même temps qu'on s'établissait sur les deux mers. Dès le dix-septième siècle, des Cosaques de l'Ukraine, Petits-Russiens, pénétrèrent de l'autre côté du Caucase, se mirent en contact avec les chrétiens et les musulmans de la contrée, mais sans réussir à se fixer comme en Sibérie. Les guerres européennes du milieu du dix-huitième siècle auxquelles l'Empire fut mêlé ajournèrent l'action sérieuse. La passe de Dariel ne fut définitivement enlevée que de 1769 à 1799. En 1802, la Géorgie était reconnue par les puissances province russe, acquisition assez illusoire,

tant qu'il ne vint pas assez d'hommes de la métropole au milieu des Grousiens, Arméniens et Kurdes, très attachés au sol par l'intérêt agricole, commercial ou le pillage. De 1837 est la fondation du fort d'Alexandropol, sur la route de Tiflis à Kars. Contre les montagnards, il a fallu employer de véritables armées, dans le Daghestan surtout, où une population de 650,000 musulmans libres et guerriers s'est presque entièrement fait massacrer avec et depuis Chamil. Kars a dû être prise trois fois, en 1828, 1855 et 1877. Les limites actuelles n'ont été réglées que par les traités de San-Stephano et Berlin.

Nous sommes encore ici en présence d'une colonie de peuplement méthodique en vue de l'exploitation. Les tsars sont arrivés, par les moyens radicaux dont ils disposent, à faire prédominer de beaucoup l'élément russe dans le pays. Dès 1793, des Cosaques du Dniepr allèrent par ordre s'établir au sud du Caucase, en des « stanitzas » fortifiées et entourées de cultures. A partir de 1840, cette émigration commandée s'est effectuée par foules, si bien que beaucoup de stanitzas sont devenues des villes européennes. Les habitants de la contrée ont été en même temps éliminés par la guerre, par les exodes volontaires

pour échapper à l'impôt ou à la famine, par des exils en Russie. Les Tcherkesses de Géorgie, les Abkhazes, les Tartares Nogai ont à peu près disparu. En 1864, 258,000 montagnards se sont enfuis en Turquie et en Perse dans l'espace de six mois. Presque chaque année jusqu'à ces derniers temps, des convois de familles tant chrétiennes que musulmanes ont été organisés, et sont allés sous escorte de soldats dans la Petite-Russie, d'où l'on envoyait les paysans prendre leur place. On a de plus attiré, pour combattre l'influence des anciens propriétaires du sol, des voisins et des étrangers. Les Arméniens ont été introduits dans la Géorgie, loin de leur centre religieux d'Echtmiazin; de 1828 à 1830 et pendant la guerre de 1878, il en est venu plus de 200,000, qui ont en main le commerce. A Tiflis, les Allemands sont 2,500, autant que les Turcs et plus que les Persans. L'assimilation se poursuit par la religion, d'autant plus vite que le christianisme est largement représenté dans le pays, et le mahométisme très peu intransigent. Il y a maintenant plus d'un quart de Russes en Caucasic méridionale; à Tiflis, ils sont aussi nombreux que les Géorgiens. D'abord difficile, l'acclimatation s'est opérée grâce à la création, sous ce climat parfois trop chaud, de

sanatoria élevés, et la mortalité est maintenant moins grande que dans le reste de l'empire.

Jusqu'en 1842, il n'y eut pas de système net d'administration. Il eût été trop dangereux de rompre d'un coup avec les habitudes locales. Dans certains endroits, on maintint l'esclavage pour gagner l'aristocratie; dans d'autres, où les hommes se considéraient comme tous égaux et propriétaires, on laissa subsister le régime de rotation communale des terres. A partir de 1842, on s'est appliqué à étendre la vie russe au delà du Caucase par la distribution des propriétés suivant les cadres du « tchine » : un colonel et les assimilés ont droit à plusieurs centaines d'hectares, un Cosaque à trente-trois. Ainsi, se fondent de petits patrimoines, condition de la mise en valeur agricole dans un pays aussi accidenté. La contrée est englobée dans la même subdivision que Stavropol, traversée de Poti à Bakou par un chemin de fer russe, dotée de ports sur les deux mers, où abondent les escadres impériales. L'union sera complète quand la voie ferrée joindra Vladicaucase et Tiflis. Déjà ce sont les villes russes qui prospèrent, Poti, par exemple, où aboutissent tous les pétroles de Bakou, aux dépens de Batoum, que l'Angleterre avait fait déclarer port franc.

Le Turkestan et les pays transcaspiens sont le lien politique autant que géographique entre la Sibérie et la province du Caucase. Par la conquête de ces contrées, la Russie a donné de la cohésion à son empire asiatique, affirmé son intention de s'ouvrir des chemins vers la Chine, l'Inde et le golfe Persique. Mais l'infinie variété des conditions physiques et naturelles réalisées entre la Caspienne et le Tian-Chan, les obstacles qu'y offrent les hommes en même temps que le climat ou le relief, ont obligé à une très grande souplesse de moyens, rendu le travail de pénétration singulièrement ardu et lent, malgré les ressources de la métropole. En outre, la marche en avant vers le sud-est a irrité la susceptibilité de l'Angleterre, engendré une âpre concurrence avec elle pour occuper les passages qui mènent à l'Indus des déserts de l'Asie centrale. Les efforts qui semblaient éloigner les Russes de la politique européenne les y ramènent ainsi par la frontière orientale de leurs domaines (1) pendant que leurs intérêts occidentaux leur font, d'ailleurs, y jouer le premier rôle.

Le Turkestan russe n'a de limites nettes que du

(1) Voir Édouard BLANC, *la Question du Pamir*, *Revue des Deux Mondes*, décembre 1893.

côté de l'Iran et de la Caspienne. La politique seule ou des motifs d'administration l'ont circonscrit au sud-est, à l'est et au nord. Actuellement, les Russes y possèdent à la fois des terres basses, qui sont d'anciens fonds de mer, et des régions montagneuses étagées jusqu'aux plus hautes crêtes du Tian-Chan, jusqu'au milieu du plateau ondulé du Pamir. La colonie forme un ensemble géographique des plus complexes, dont une brève description est indispensable pour comprendre l'œuvre accomplie.

Le trait dominant de cette contrée est la grande variété des altitudes. Il y a entre les points les plus déprimés du Kizil-Koum ou du Kara-Koum et les gigantesques rides orientales des différences de niveau de 6,000 à 7,000 mètres. Le fait dépasse en conséquences cet autre que le pays est tout entier ouvert au nord; il est cause que tous les climats possibles avec une telle exposition et sous une telle latitude se trouvent réunis. Les écarts de température constatés dans ces parages continentaux varient de 20 à 45 degrés centigrades, aussi bien entre le jour et la nuit qu'entre l'été et l'hiver. Or les plus considérables ne sont pas régulièrement réalisés le plus au nord, mais bien dans les cirques ou les plateaux les plus élevés des

montagnes, dans les basses étendues de sables, et s'expliquent beaucoup moins par les vents dominants de nord-est que par le régime général, là des hauts massifs, ici des déserts déprimés. L'influence du septentrion ne se traduit que par une certaine durée moyenne des grands froids : le lac Balkach est gelé de six à sept mois, le Sir-Daria quatre mois, l'Amou-Daria cent jours au moins. Son action est nulle ou très atténuée pendant la saison chaude, puisqu'on a relevé alors dans les deltas de l'Oxus, et même du Sir, des maxima de plus de 15 degrés centigrades au-dessus de zéro.

La région entière est peu arrosée, à cause de la haute barrière qui la ferme du côté de l'océan Indien. Mais c'est le relief qui, à ce point de vue encore, introduit des différences. Les hautes nuées sont arrêtées par l'Hindou-Kouch, le Pamir, l'Alaï, le Tian-Chan, y produisent des champs de neige et des glaciers qui nourrissent presque exclusivement les rivières, les enflent de grosses crues de fonte (1), rendent l'Ili, l'Iaxartes, l'Oxus navigables pour de petits bateaux à vapeur. Dans la plaine, au contraire, on constate des phénomènes qui font penser au Sahara. Précipitations insignifiantes, à peine un

(1) Le Sir-Daria a atteint des débits de 24,000 mètres cubes.

peu de neige qui donne au steppe quelques jours de vie pendant le printemps. Évaporation intense, atmosphère sèche et légère avec mirages, pauvreté moyenne des fleuves (1); épuisement des rivières, dont beaucoup sont sans issue, saignées pour les irrigations, ou bues par le sable; mares et bas-fonds salés. Désert à 2 kilomètres des cours d'eau, et désert véritable, avec dunes, puits, oasis, flore et faune spéciales. Changements brusques de direction des fleuves comme l'Oxus, dont l'ancien lit jusqu'à la Caspienne a été reconnu en 1877. Deltas qui sont des marécages, des jungles, où grouille le gibier aquatique (2).

Les plantes, les animaux et les hommes sont obligés de se plier à toutes ces nuances physiques. La vie est concentrée sur le versant des montagnes, ou dans les parties basses où se trouve de l'eau. Même, elle se déplace avec l'humidité : le désert se fait dans le pays autrefois très peuplé de Balkh, parce que les irrigations n'y sont plus pratiquées. Il n'y a de forêts que sur les massifs, de cultures que là où peuvent être creusés des canaux. Seulement,

(1) L'Oxus et le Sir-Daria ne roulent guère en moyenne que de 1,300 à 1,600 mètres cubes.

(2) L'assèchement se produit aussi aux moyennes hauteurs. Le lac Issik-koul, à 1,500 mètres, a diminué de 2 mètres en dix ans. Il y a des steppes jusque dans les montagnes.

le sol est si riche, les conditions de chaleur si variables, que les espèces réussissent presque toutes, même celles des pays tropicaux. C'est ici encore, et à un bien plus haut degré que dans la Caucase, une terre de richesses agricoles multiples et localisées. L'or des rivières, la houille et les métaux des Tian-Chan ne peuvent pas à côté entrer en ligne de compte pour l'exploitation.

Dans le Turkestan aboutissent de l'Orient deux routes qui ont été durant tout le moyen âge les grands chemins des invasions, de l'émigration et du commerce en Asie : celle de la Kachgarie au Ferghana, et celle de la Dzungarie au Pays-des-Sept-Rivières. De plus, on y descend sans obstacle des plateaux ou des montagnes de la Perse et de l'Afghanistan. C'est ce qui explique certains caractères de la population d'avant la conquête russe. Elle était mêlée de Turcs, de Tartares, de Mongols et d'Aryens. En général, les Turcs et les Tartares étaient nomades et pillards, avaient refoulé dans les villes, les montagnes et les oasis, asservi partiellement les Mongols et les Aryens pasteurs, agriculteurs ou industriels. Les Sartes et Tarantchi du Semiretchié obéissaient aux Uzbeks, descendants des fameux Oïgours de la Horde d'Or; les Kirghiz étaient les maîtres au nord, les Turkmènes dans

les oasis du Sud. Les Russes devaient donc trouver la masse des habitants habitués à subir une autorité imposée par la force. Mais il ne faut pas exagérer cet avantage offert à la pénétration. Beaucoup des peuplades sédentaires étaient musulmanes, possédaient par conséquent une organisation dans laquelle les hommes se considéraient tous comme libres et égaux, étaient tous des guerriers commandant à une caste d'esclaves. Les régions bien arrosées étaient en outre déjà prospères, et les propriétaires, admirablement dressés à la mise en valeur, y tenaient beaucoup au sol : les Sartes avaient en Asie une grande réputation d'agriculteurs, le Ferghana produisait la vigne, Khiva la soie, Merv beaucoup de fruits, le froment et le sorgho ; dans le Zerafchan, il y avait tout un système de canaux que les Européens n'ont fait qu'améliorer. Enfin le christianisme était à peine connu dans la région. Des difficultés encore plus grandes que dans la Caucasic se trouvaient en somme réalisées ; et nous avons vu que le climat demandait aussi des efforts plus vigoureux et plus variés.

Il n'y a point de prise de possession par une métropole européenne de contrées au delà des mers qui soit plus méritoire et plus dramatique

que la conquête du Turkestan par les Russes. L'idée en date de Pierre le Grand, qui fit conduire une expédition contre Khiva en 1713-1717; mais on ne s'attaqua sérieusement au désert et aux nomades que dans la première moitié de ce siècle. Les annexions se sont d'abord opérées par le nord, en suivant, au milieu des « steppes de la faim », la voie d'eau du Sir-Daria. En 1839, Pérovsky, parti d'Orenbourg, jalonna péniblement de forts la route qui est encore celle de la poste jusqu'à la mer d'Aral. Quatorze ans après, le fort Pérovsky était élevé sur le fleuve, malgré la chaleur, le froid et les Kirghiz; en même temps, deux petits cuirassés furent lancés sur la mer. Pour gagner l'Amou-Daria, il fallut suivre le pied des montagnes, prendre une à une les villes du Ferghana et du haut Zerafchan; le canon et de véritables corps d'armée de plus de 30,000 hommes furent nécessaires contre les troupes de l'émir de Bokhara, qui menait la résistance. Tachkend fut enlevée en 1865 par Zimmermann et Tchermaïef, Kodjend en 1866 par Romanowski, Samarcand en 1868. Cette même année et en 1873, des traités signés avec Mozaffer ouvrirent aux sujets russes Bokhara et le fleuve Amou. L'empire possède aujourd'hui dans la ville un résident et une police,

exerce la protection des chrétiens du khanat, peut même faire la prospérité ou la ruine du pays en laissant couler ou en retenant les eaux du Zerafchan. — Tandis qu'on réprimait les révoltes des Kirghiz contre les khans imposés, on songea à unir les conquêtes à la Caspienne par l'ouest. Le point de départ de cette seconde série d'expéditions a été le fort de Krasnovodsk, construit en 1869-70. En 1873, Kauffmann et Skobelev, après avoir traversé l'aride Oust-Ourt et les sables brûlants du Kara-Koum, prirent Khiva. En 1884, Skobelev entra dans toutes les oasis des Turkmènes, défendues par les Tekkes et des officiers anglais; Merv dut être bombardée. De 1875 à 1876, la conquête du Ferghana s'était achevée par la soumission de Khokand, Marghilan et Andidjan, et l'invasion avait cheminé de la Sibérie sur Tchemkend, à travers le Semiretchié. — Des conventions ont réglé les limites avec la Chine en 1882 (rétrocession de Kouldja), avec la Perse en 1884, l'Afghanistan en 1884 et 1887. — Vers cette époque, l'explorateur Bonvalot put constater que la prise de possession était des plus solides, que les vaincus « se laissaient enrégimenter et mener au combat contre leurs frères ». La Russie a laissé au khan de Khiva la même indépendance illusoire qu'à celui

de Bokhara. — Elle convoite maintenant Seraks, sur le chemin de Hérat, le Turkestan dit afghan, avec les cols de l'Hindou-Kouch; mais elle est surtout aux prises avec l'Angleterre dans le Pamir, où la Pundscha, affluent de l'Oxus, mène vers le Tchitral, tributaire de l'Indus. Dès 1888 (voyage de Severtzov), les avant-gardes des deux puissances se sont croisées sur le toit du monde, et l'attitude des Russes est si ferme que la Grande-Bretagne n'en est plus aux simples « craintes de vieilles femmes », dont parlait Gladstone pendant son ministère de 1880.

De pareils changements politiques ont pu passer inaperçus de l'Europe occidentale, occupée alors à d'autres soucis. Aujourd'hui que cette œuvre coloniale est presque parfaite, il n'est pas permis de l'ignorer. Il faut que l'on se débarrasse des vieilles habitudes qui conduisent à envisager de préférence dans l'histoire de la colonisation moderne les entreprises maritimes, surtout celles des Portugais et des Espagnols, parce qu'ils ont fait les découvertes, ou de l'Angleterre, parce qu'elle est la première puissance commerciale. Nous allons donner la preuve qu'il peut y avoir d'autres tentatives heureuses que celles qui suivent les voyages au long cours, ou l'installation

de compagnies de négociants et d'exploiteurs à outrance. Pour le public français en particulier l'étude est intéressante, car nous sommes aussi une métropole militaire, un pays agricole plus qu'industriel, et notre Algérie rappelle le Turkestan par beaucoup de traits.

L'émigration forcée ou volontaire des Russes s'est produite dans le Turkestan comme dans les autres colonies. Il y aurait aujourd'hui à l'est de la Caspienne 600,000 nationaux, disséminés dans les postes militaires et certaines stations agricoles, ou agglomérés dans des villes, celles du Ferghana, du Semiretchié, surtout Tachkend, où ils sont autant que les indigènes et les autres Européens réunis. Mais il s'en faut que le peuplement soit un fait aussi général que dans la Sibérie ou la Transcaucasie. Des régions entières y sont réfractaires, soit que leur altitude extrême défende tout habitat, soit que des conditions exceptionnelles de chaleur en écartent les gens nés dans les plaines, même centrales, de la Russie. De plus, l'accueil fait par les populations aux conquérants n'a pas été partout le même. Certaines peuplades se sont données à eux sans résistance, et ont tout de suite commencé à fusionner, notamment dans les pays de climat plus analogue à celui de l'Empire, comme

le Semiretchié ; ailleurs, on a eu raison des tribus nomades par l'extermination et la déportation, 300,000 Kara-Kirghiz ont été envoyés par masses en Russie, en Sibérie, et jusque dans le Caucase (1). Là, au contraire, où se sont rencontrés des habitants plus denses, dressés à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, attachés à leur sol par tous ces intérêts, on peut dire que l'œuvre de pénétration n'a pas eu lieu. Et la force militaire a été plus particulièrement impuissante dans les parties où ces obstacles sont combinés justement avec un climat chaud. Les Sartes des oasis de Bokharie, les peuplades sédentaires de la Turkménie sont restés fermés comme nécessairement à la prise de possession réelle, et il se trouve des lieux dans ces parages où, malgré l'acceptation du protectorat, les naturalisations, la législation, le lien avec la métropole ne se marque vraiment que par les travaux publics, par la présence de quelques soldats et fonctionnaires européens souvent relevés. Il n'y a nullement compensation dans ce fait que les Russes y sont voisins d'Aryens ou de Mongols, y

(1) Pour les autres nomades du Nord, le besoin opère le rapprochement. Les Kirghiz pasteurs viennent d'eux-mêmes aux cantonnements russes, quand leur bétail meurt, se soumettent à l'impôt par tente, se font chrétiens, changent même de costume.

ont en somme les mêmes contacts que chez eux ; l'assimilation ne s'opère pas mieux qu'entre les Hindous et les Anglais. Le Turkestan est véritablement pour l'Empire la colonie plutôt d'exploitation commerciale, le domaine tropical.

Mais qu'on ne se trompe pas à ces mots. La métropole fait dans la contrée œuvre de protection efficace et d'utilité réelle en même temps que de profit, accomplit un travail de vraie et bonne civilisation après les rudesses de la conquête.

Les tsars cherchent sans doute à englober le Turkestan dans la vie russe. Ils font leurs efforts pour y propager la langue nationale. Ils ont fait perdre au pays quelque chose de son individualité en le partageant en deux gouvernements généraux, dont l'un empiète au nord sur la Sibérie géographique. Ils multiplient les lignes postales, télégraphiques, allongent les chemins de fer suivant un plan raisonné, en vue de drainer tout le commerce au profit de l'Empire. Ils convertissent les mahométans, chamanistes ou bouddhistes. Mais ils ont aussi garanti les personnes et les propriétés. Dans presque tous les traités signés figure la clause de l'abolition de l'esclavage, faite pour éviter les razzias aux caravanes et aux sédentaires. Le pil-

lage est toujours châtié; et cette mesure a déjà eu les plus heureux résultats, par exemple une évolution très curieuse de beaucoup de Turkmènes vers la vie agricole. Les impôts enfin ne sont pas moins forts qu'avant la conquête, mais beaucoup moins arbitrairement perçus qu'autrefois par les khans.

C'est surtout par les travaux publics que s'est opérée la mise en valeur, et même qu'on s'est concilié les indigènes. Dans un pays auquel il manquait moins l'initiation agricole et industrielle que des voies de communication et la restauration ou l'agrandissement du réseau d'irrigation qui fit autrefois sa prospérité, quelques kilomètres de rails posés, quelques mètres cubes d'eau habilement amenés aux terres fertiles qui les attendent, grandissent étonnamment les vainqueurs dans l'esprit des habitants. 10,600 kilomètres carrés ont été irrigués dans la seule oasis de Khiva, et partout le gouvernement distribue au lieu de concessions de terrains des concessions d'eau. On a fait des projets pour détourner en partie l'Oxus dans son ancien lit, pour exécuter les dérivations possibles du Sir-Daria et des autres cours d'eau; et l'on pense qu'un cinquième de la contrée en dehors des montagnes et des déserts pourra être

ainsi arrosé (1). Actuellement, on a créé ou perfectionné sur les dépôts d'alluvions du pied des montagnes ou du bord des rivières de nombreux centres d'agriculture ; le Semiretchié, le Ferghana, le Zerafchan ont été transformés ; Tchardjoui est née au bord de l'Oxus. La culture est aux mains des anciennes populations ou des immigrants : des dizaines de villages russes se sont élevés sur les torrents qui descendent vers le lac Balkach, à côté d'agglomérations chinoises encore plus régulières au travail ; entre Samarcand et Bokhara, toutes les oasis sont exploitées par les indigènes. On a introduit des machines, des plans d'Europe et d'Amérique, notamment une espèce annuelle de coton qui a doublé la production du pays. On reboise les hauteurs et même la plaine : la route de Tachkend à Samarcand est plantée de saules de 70 centimètres de diamètre. Le total de la surface cultivée est d'un cinquième ; les céréales donnent par endroits quarante à cinquante pour un ; il arrive à Moscou 120,000,000 kilogrammes de coton par an, vingt fois plus qu'en 1888. — Les oasis du Ferghana sont des centres industriels où se fabriquent de mieux en mieux feutres,

(1) Voir, sur la colonisation russe dans l'Asie centrale, deux articles d'E. BLANC, *Annales de géographie*, avril-juillet 1894.

tapis, tissus de soie. Bokhara est un grand bazar.

Le système des voies de communication n'est pas complet. Le chemin de fer transcaspien s'arrête à Samarcand et n'est encore continué vers Orenbourg et Vernoïé que par une route postale qui se divise en deux branches à Tchemkend. Mais ce tronçon a une importance capitale. Il est le trait d'union du pays avec la mer Noire par Bakou et Poti, avec le centre de l'empire par le Volga ou par Petrovsk et Vladicaucase. Ce n'est pas, malgré ses commencements, une voie stratégique. Ces 1,000 kilomètres de rails, qui coûtèrent tant de soldats et tant d'argent, ne furent un moyen de pénétration que pendant la guerre contre les Turkmènes, quand le fameux train de pose était en même temps une forteresse ambulante sans cesse ravitaillée par l'arrière. Aujourd'hui, la prospérité de Poti et de Vladicaucase ne doit pas faire regretter qu'on ait dû apporter de Russie jusqu'au bois pour la construction.

Le vaste empire colonial russe a une population de près de 19 millions d'habitants. Ce chiffre est inférieur de beaucoup à celui de 250 millions pour l'Inde et de 30 millions pour l'archipel hol-

landais. La différence tient au climat, car, malgré toutes les variétés signalées, les extrémités méridionales des possessions de la Russie sont seules plus au sud que le 45° degré de latitude nord. Mais combien ces conquêtes paraissent plus solides que d'autres ! Les tsars ont en main la force militaire nécessaire pour les conserver et ne craignent aucune concurrence européenne dans leur champ d'action immédiate. Ils ont su plier leur politique à des conditions physiques et naturelles très diverses, fait une œuvre qui profite à la fois aux anciens habitants du pays et à la métropole, conduit l'expansion avec une fermeté et une franchise de moyens qui sont l'apanage de la vraie puissance. Puis les terres annexées ne présentent pas de centres naturels, se complètent forcément l'une par l'autre. Il n'y a pas de domaines coloniaux où se voient moins de germes de sécession pour un travail aussi avancé. Au contraire, il semble qu'on constate de nouvelles chances d'extension au moins économique. Les projets de chemins de fer de Seraks à Kandahar et l'Inde, ou de Balk à Caboul et Pechaver, cadrent mieux au point de vue asiatique avec la ligne future de Vladivostok à Orenbourg que tous les plans de l'Angleterre pour la jonction de sa colonie à la Syrie par

Téhéran. La destinée d'un grand et fort empire terrien entré dans un continent où dominant les régions en somme neuves, est d'y faire d'abord la loi dans son voisinage plutôt que les puissances maritimes extérieures et lointaines.

CHAPITRE VII

COLONIES DE COLONIES. — LA COLONISATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

En 1790, les États-Unis d'Amérique ne comprenaient guère, entre les Alleghanys et l'Atlantique, que 1,000,000 kilomètres carrés, peuplés par 3,920,000 habitants. Ils ont aujourd'hui, jusqu'au Pacifique, aux Grands Lacs et au golfe du Mexique, 7,838,000 kilomètres carrés; et cette étendue de pays, plus qu'à moitié inconnue il y a un siècle, est maintenant en grande partie gagnée à la vie moderne et européenne, nourrit 62,600,000 hommes. C'est une œuvre de pénétration et de mise en valeur, qui, pour les proportions et la rapidité, ne le cède presque à aucune autre, une colonisation par terre qui vaut comme résultats toutes les entreprises maritimes.

La métropole a été ici l'ancienne contrée de la Nouvelle-Angleterre et de la Virginie. Le premier fait essentiel à noter est donc que le travail s'est

principalement accompli d'est en ouest. Ce qu'il faut envisager de la géographie physique de la région au point de vue qui nous occupe, c'est la diversité des climats et des richesses de la terre dans ce sens, l'existence de voies de communication naturelles constituées par les affluents du Mississipi, ou simplement par les plaines. L'espèce d'harmonie qui se remarque du nord au sud suivant un même méridien, la direction du grand fleuve ne sont devenues de vrais facteurs d'unité que de nos jours, quand déjà l'expansion était faite.

Mais les trois ou quatre millions d'habitants des colonies anglaises émancipées n'auraient pu par eux-mêmes remplir et exploiter si vite le tiers de l'Amérique du Nord. Ils n'avaient guère comme lien entre eux que l'intérêt économique, ne formaient un groupe homogène ni sous le rapport de la race, ni sous celui de la politique et de la religion. Ils étaient assez peu riches en somme d'agriculture et d'industrie, pas organisés militairement, attachés à leurs propriétés. D'autre part, les indigènes de l'intérieur, non dressés, clairsemés surtout, n'offraient pas grandes ressources comme instruments de mise en valeur. A des tentatives pareilles, menées à bien en un siècle, il faut avant tout des hommes. Les Anglo-Américains n'ont fait

que commencer la colonisation. Son développement et son succès doivent être mis à l'actif de l'Europe entière et d'une partie de l'Afrique. C'est une œuvre non dirigée, à laquelle sont venus de tous côtés, spontanément ou par force, sans cohésion en tout cas, de plus en plus de volontés et de bras, à mesure que la terre promettait davantage. Les États-Unis d'Amérique sont une colonie internationale, grandie sans autre contrainte que celle des lois de la nature et des rapports humains, qui n'a pas encore pris complètement sa physionomie individuelle. Là réside le contraste entre l'histoire de cette puissance et celle de la tâche avant tout militaire, nationale, que se sont imposée les tsars en Asie.

Dès les années qui suivirent la guerre d'Indépendance, les gens de Nouvelle-Angleterre et de Virginie se répandirent à l'ouest des Alleghany. Il est à remarquer qu'ils n'émigrèrent que suivant la latitude, n'eurent par conséquent pas à s'adapter à des conditions physiques trop nouvelles, purent peupler tout de suite et se consacrer à l'exploitation. C'est un fait général dans la colonisation aux États-Unis, que ce choix instinctif de la terre par les nouveaux occupants suivant leur lieu d'origine, et il contribue certainement à rendre

compte de la rapidité de l'expansion. Les Nouveaux-Anglais allèrent dans l'Ohio, les Virginiens dans le Kentucky et le Tennessee, dont ils ont créé les belles races. Dans l'ensemble de l'œuvre, la part de ces habitants originels de la métropole est faible. En 1850, un tiers seulement de la population de la République descendait des colons anglosaxons du Nord-Est; et actuellement, il n'y a de l'autre côté de l'Océan que 8 à 9 millions de fils des Européens de l'ancienne Virginie (1). L'immigration a fourni tout le reste.

Elle a commencé surtout en 1815, quand la fin des guerres du premier Empire eut rouvert les mers et laissé libre le surcroît de population d'Europe. Elle a augmenté jusqu'à aujourd'hui, principalement depuis la découverte des mines d'or de Californie (1848), ralentie pendant la seule période de la guerre de Sécession. De 1880 à 1890, il est allé 5,246,000 Européens aux États-Unis, et l'on estime que le nombre total des immigrants venus de notre continent depuis la guerre d'Indépendance est de 16 millions. C'est parmi ces nouveaux venus que l'accroissement a été le plus fort, et ils

(1) Voir, sur les États-Unis, l'excellent volume de la *Géographie universelle* d'Élisée RECLUS, où sont utilisés beaucoup des résultats de la statistique décennale de 1890.

sont bien le fond de la race actuelle. A partir de 1811, l'Irlande et l'Angleterre ont fourni 6,550,000 hommes, l'Allemagne 4,780,000, les pays scandinaves 1,060,000, la France et les anciennes colonies françaises d'Amérique 1,047,000. Aujourd'hui, ce sont les Allemands qui immigrent en plus grand nombre; en 1892, ils sont arrivés au nombre de 130,000, malgré les mesures prises, pendant que la Grande-Bretagne ne fournissait que 117,000 colons.

On ne doit pas négliger, quand on s'occupe du peuplement des États-Unis, l'élément noir introduit surtout par la traite dans le Sud-Est. Il y a maintenant dans le pays 6,300,000 nègres et 1,132,000 mulâtres. Le nombre des Peaux-Rouges est insignifiant à côté, puisqu'on n'a pu en recenser que 216,700.

Enfin l'immigration se complique tous les jours. A côté de Chinois et de Japonais, des Péruviens, des Chiliens, des Malais, jusqu'à des Canaques, sont entrés par San-Francisco, et il vient maintenant des Juifs et des Tziganes. Les étrangers sont cette année plus de 8 millions dans la République.

Les principaux ports de débarquement ont toujours été ceux du Nord-Est, principalement New-York. La Nouvelle-Orléans, les villes du Pacifique,

payent aussi leur tribut, sans compter les arrivages par terre au nord et au sud. Un double fait caractérise la répartition même des contingents dans l'intérieur. C'est d'abord le choix spontané de l'aire d'expansion d'après le pays d'origine. Les peuples de l'Europe nord-occidentale ou du Canada se sont surtout répandus au nord du 38° degré de latitude; les Romains et les Américains du Sud, au sud, dans la région déjà peuplée par les nègres. Le résultat est le groupement actuel de la population dans la partie moyenne des États-Unis, où les conditions de température et d'humidité rappellent le plus l'Europe tempérée, et où le sol s'est trouvé mieux pourvu de richesses. Dans la « Plaine Atlantique », la densité est de 74 habitants au kilomètre carré, dans le « Piedmont » de 69, dans le « Cumberland » de 60. En même temps, comme le plus fort courant venait de l'est, la pénétration s'est opérée vers l'ouest de la côte Atlantique. Le mouvement commencé par les anciens colons n'a fait que s'accroître, surtout depuis la découverte des mines des montagnes Rocheuses. Aujourd'hui, le centre d'accroissement est à l'occident (71 pour 100) (1), où sont le plus de terres neuves.

(1) 28 et 23 pour 100 dans le Centre nord et sud; 19 et 16 dans la région atlantique nord et sud.

Il ne faut pas s'exagérer la promptitude avec laquelle le territoire de la République a été occupé. Les frontières en ont été sans doute assez aisément déterminées : par des cessions à prix d'argent comme celles de la Floride et de la Louisiane; par la simple interprétation d'anciens traités, comme vers le Brunswick et sur la ligne des Lacs au Pacifique; par des arbitrages, comme celui de l'Allemagne pour l'archipel Vancouver. La seule guerre « extérieure » soutenue depuis 1783 a été celle contre le Mexique (1). Mais il faut noter que la contrée n'a été connue que très tard, même ne l'est pas encore entièrement, à plus forte raison occupée. La première traversée des Rocheuses, du Missouri à la Columbia, a été celle de Lewis et de Clarke, en 1804. Frémont dut, en 1842-1846, reconnaître les passes favorables à l'établissement des chemins de fer. Encore aujourd'hui, malgré les admirables explorations scientifiques du « Geological Survey », la carte détaillée n'est pas faite, les forêts épaisses des Apalaches ne sont pas tout entières parcourues. Cette lenteur tient aux difficultés physiques, plus qu'au manque d'hommes ou

(1) Des planteurs américains émigrèrent au Texas avec leurs esclaves, y aidèrent à la formation d'une république indépendante qui demanda d'être admise dans l'union américaine (1835).

à la résistance éprouvée de la part des indigènes. On a exterminé les Peaux-Rouges qui n'ont pu être civilisés ou parqués dans les « réserves », les Cherokees, par exemple, et les Séminoles, dont les têtes furent mises à prix. Mais on ne pouvait triompher aussi aisément de l'étendue du pays, de son âpreté par endroits, et de sa pauvreté originelle.

Les travaux publics, surtout les chemins de fer, sont les moyens qui ont aidé, qui ont fait même la conquête de l'Ouest, permis l'exploitation agricole et industrielle, triomphé déjà, en l'attaquant par les deux façades, de l'énorme obstacle des montagnes Rocheuses. Expansion internationale à force de capitaux et de rails, telle est la définition de l'œuvre américaine. Les échecs et les succès sont venus du sol plus ou moins fertile et arrosé, plus ou moins pourvu de richesses minérales; mais partout il a fallu, pour lancer les entreprises, compléter, en premier lieu, les voies de communication naturelles.

Jusque vers le milieu de ce siècle, les colons se servirent, pour se répandre dans le pays, des affluents du Mississipi, ou suivirent le bord des Lacs. Par là seulement la route était sûre et la vie facile. On ne s'engagea qu'à peine dans la forêt

inconnue de la rive gauche du fleuve, encore moins dans la lointaine prairie. Les premiers établissements furent des forts entourés de culture. Mais les voies ferrées commençant à se construire dans la Nouvelle-Angleterre et au sud des Lacs, les bateaux à vapeur à descendre l'Ohio, on s'aperçut vite de l'avantage immense qu'offraient ces nouveaux moyens de communication pour le peuplement et pour la mise en valeur. On pouvait, grâce à eux, se transporter en masse à un point donné, l'explorer et l'exploiter complètement, se tenir en relations constantes avec la métropole. Les progrès furent d'autant plus rapides que le relief du pays, sa richesse en bois, facilitaient l'établissement des chemins de fer. Ils ne coûtèrent pas, à beaucoup près, autant que les routes du pays accidenté de France, ou même que celles du Turkestan russe, dans lequel les conquérants ont été obligés de tout apporter. De plus, le terrain ne dut pas être conquis par les armes. Il n'y eut guère de capitaux perdus que par la précipitation que causa la découverte des richesses industrielles de la plaine et des montagnes Rocheuses. Encore la contrée se trouva si bien dotée par la nature, la déperdition d'hommes fut si faible sous ce climat sain, que les efforts purent être tout de suite très vigoureux,

produisirent des résultats qui couvrirent les pertes. Dès 1853, était née l'idée de pousser les rails jusqu'au Pacifique, pour utiliser aussi la montagne et joindre la civilisation naissante de la Californie. Il s'est trouvé qu'on allait en même temps vers l'Extrême-Orient; et l'Europe a ainsi continué, achevé par des machines modernes la tentative que commença Colomb avec ses fragiles caravelles. Le « Central Pacific » a été achevé en 1869, n'a coûté que quatre ans de travail, s'est allongé parfois de 17 kilomètres en un jour. Depuis, les lignes transcontinentales ont atteint le nombre de 4 (1). Les États-Unis ont aujourd'hui, en tout, 263,000 kilomètres de chemins de fer, autant que l'Ancien Monde et l'Australie ensemble; et le réseau n'est vraiment serré que dans la Nouvelle-Angleterre et au sud des Lacs jusqu'aux Rocheuses. Le trafic intérieur, y compris celui des cours d'eau et des canaux, dépasse vingt fois le commerce extérieur.

N'oublions pas la part essentielle prise à la création ou à l'amélioration des chemins d'exploitation et de commerce par les compagnies. C'est la grande association financière, le capital, souvent sorti de

(1) Sans compter le *Canadian Pacific*.

maines anglaises ou yankees, qui a réglé le peuplement et toute la mise en valeur, bref la colonisation aux États-Unis. L'État fédéral a vendu, surtout donné aux sociétés, 90,000,000 d'hectares. Celles-ci lancent leurs lignes à travers des territoires inconnus, transportent d'un coup le matériel et les habitants de villes entières, commencent l'exploitation agricole ou industrielle à tout hasard en concédant des lots. Les routes n'ont pas eu pour but de relier les agglomérations, mais d'en créer, comme on fait une spéculation commerciale. Le territoire vendu par les Sioux sur le Missouri s'est, par exemple, couvert du jour au lendemain de cités dont beaucoup n'ont pu durer, faute de matière.

Le sol ne manquait pas à la culture, et à tous les genres de culture. Le Nord et le Centre se prêtaient aux espèces européennes; les tropicales avaient été introduites dans la Géorgie, la Floride, la Louisiane (1). Les Américains prirent la terre parce qu'elle était inoccupée, ou l'enlevèrent, l'achetèrent parfois aux Indiens. D'après la loi, un décret présidentiel suffit aujourd'hui pour amener l'annexion, le partage et la mise en valeur

(1) Le coton a été surtout cultivé depuis 1724.

d'une réserve. Ces territoires ont été répartis, par imitation des formes anglaises, en comtés subdivisés en « townships ». Chaque township de pays nouveau comprend 4,000 lots carrés de 65 hectares. Tout sujet américain a droit d'obtenir un de ces lots dans son comté moyennant exploitation, et peut en devenir propriétaire au bout de cinq ans. C'est donc en principe l'État qui dirige l'utilisation agricole, et qui le fait par la constitution de la moyenne propriété. — Mais, en réalité, les compagnies de chemins de fer ont obtenu le meilleur du sol, le plus demandé, ou en provoquent à volonté la plus-value par la construction de nouvelles lignes. C'est sur leurs terrains, le long de leurs voies achevées ou prochaines, que s'opère la colonisation par les agriculteurs. De plus, le fait général n'est pas la concession par elles à des individus, mais la vente à des sociétés. De l'est à l'ouest augmente le nombre des « farms » pour l'exploitation en grand, se propage le système de culture par déboisement, par machines et souvent sans emplois d'engrais trop coûteux. Des townships entiers dans l'Illinois, le Missouri, le Kansas sont ainsi couverts des mêmes semences, contrastent pour leur aspect uniforme, leurs villes mathématiquement plantées, avec la physionomie

des comtés de l'Est, où l'emploi de la terre est plus varié, la nature plus respectée, où les groupes se sont créés peu à peu par affinité. D'autres associations se sont organisées, presque toujours aussi sous la dépendance des compagnies de chemins de fer : pour le dessèchement, en Floride, où l'on a planté le tabac et la canne à sucre sur 100,000 hectares; pour l'irrigation, dans le Far-West et les régions vinicoles de Californie; pour l'élevage, depuis qu'on s'est aperçu que l'herbe de la prairie ou le gazon court des « mauvaises terres » peuvent servir à engraisser en liberté bêtes à cornes ou brebis; pour la production du maïs destiné aux porcs, dans l'Illinois et l'Iowa. On arrive par ces moyens à des résultats rapides. Mais le colon est le serviteur d'un autre que lui-même, s'attache moins au pays que dans l'Est, le ruine en beaucoup d'endroits sans scrupules, plus que ne firent jamais dans la vallée de l'Ohio les abatages de forêts pour les usines. Un tiers environ de la surface cultivée se partage entre les grosses fermes. Leurs actionnaires ont en main le commerce d'exportation par les chemins transcontinentaux, les lacs et le fleuve, tuent sans concurrence possible toutes les sociétés de petits cultivateurs.

La mise en valeur industrielle s'est, à plus forte

raison, opérée de même. A l'origine, les particuliers fouillaient à leurs risques et périls les « placers » de Californie. Ce sont aujourd'hui des associations qui exploitent les veines d'or de la Sierra Nevada et des montagnes Rocheuses, les minerais d'argent de l'Arizona et du Colorado, les charbons et les pétroles de la Pensylvanie et de l'Illinois. Nous retrouvons ici un procédé de colonisation analogue à celui qu'emploie la Grande-Bretagne dans le Sud-Afrique. Il faut seulement établir entre les deux cette différence que le Far-West américain est peu peuplé (1), que la main-d'œuvre y est volontaire et chère. Le résultat est bien la plus-value de la terre, l'implantation d'éléments européens, américains, africains. Mais il nous semble que ce n'est pas là encore de vraie colonisation. Les immigrants sont dans l'Ouest en passant, pour aider à des opérations de bourse, et l'ensemble de l'œuvre a le même air de précipitation que les récentes entreprises anglaises ou allemandes. On est parvenu, à force d'or, à bâtir de très grandes villes en quelques années, comme Saint-Paul; on dispose dans les usines de 1,000,000 de chevaux-vapeur de plus que les Anglo-Saxons; on fait con-

(1) Population des montagnes Rocheuses et du versant Pacifique : 2,700,000 sur 62,720,000.

currence aux produits britanniques sur beaucoup de marchés; on a imposé franchement au congrès des lois de protectionnisme. La formation d'une race nouvelle, attachée au sol, vivant de sa vie, ne se produira qu'après notre époque.

La situation économique des États-Unis est maintenant aussi prospère que leur population. Les parties améliorées de la Prairie donnent pour 2 milliards de foin par an. La production du maïs représente les trois quarts de celle de la terre. Pour le froment, la République n'est faiblement distancée que par l'empire russe (191 et 195 millions d'hectolitres). Ces chiffres expliquent en partie la fortune de Chicago et de New-York, d'où partent en quantité les animaux vivants (1), les produits alimentaires, la laine, les blés et la farine, pour 1 milliard chaque année. On fournit de coton brut ou tissé le tiers de l'Europe. Les manufactures livrent 258,000,000 de kilogrammes de tabac. Le riz, l'avoine, l'orge, le sorgho, les fruits, les légumes sont en abondance. L'État n'est tributaire de l'étranger que pour le sucre et les épices. Les mines fournissent plus d'argent que le Mexique et tous les autres pays réunis, la moitié du cuivre,

(1) On a enregistré la sortie de jusqu'à 400,000 bêtes à cornes à destination de l'Angleterre, pays d'élevage.

le tiers de l'or du monde, trois fois autant de pétrole que la Transcaucasie, 140,000,000 de tonnes de charbons naturels (Angleterre, de 170 à 180 millions), du fer assez pour 2 millions de tonnes de fonte de plus que n'en fabrique la Grande-Bretagne. Le chiffre total du commerce intérieur et extérieur est de 200 milliards, et la dette nationale n'est que de 10.

Mais il faut mettre les ombres à ce tableau. Remarquons, en premier lieu, que l'on commence à constater une diminution des exportations de matières premières et de certains objets manufacturés même en Angleterre, avec laquelle sont les rapports les plus suivis. 88 pour 100 du froment et les quatre cinquièmes du coton sont aujourd'hui consommés aux États-Unis mêmes. Il ne semble pas que cet état de choses s'explique tout à fait par l'accroissement de la population. Il dénonce un double fait : la surproduction des usines montées par des actionnaires, et l'existence de moins de besoins à l'étranger. La République manque d'habitants non civilisés ou de colonies extérieures qui puissent soutenir par des achats son industrie toujours grandissante. L'Alaska ne compte pas à ce point de vue ; aussi voyons-nous les Américains obligés d'imposer leurs marchan-

disent par le bon marché, soit dans les pays neufs occupés par autrui, comme l'Afrique australe, soit dans les États voisins moins avancés. La pré-tention sans cesse accentuée de faire des Antilles, du Canada, du Mexique, de certaines puissances du Sud des alliés économiques, a un autre sens que celui qu'on lui donne en général : il s'agit moins de se pourvoir de denrées tropicales que de s'assurer des débouchés. On peut dire que les États-Unis auront bientôt le même intérêt vital à rechercher le trafic universel que la Grande-Bretagne, et l'on verra alors, en dépit des amateurs de catégories, deux métropoles dont l'une est protectionniste, l'autre donnée comme libre-échangiste, coloniser pour le même but et par les mêmes moyens ; toujours par la faute de la géographie, c'est-à-dire de la nature et de l'homme dont les théoriciens ne tiennent pas assez compte.

Dans cette concurrence de demain, la République américaine ne sera pas d'abord la mieux armée malgré sa population, ses ressources naturelles et sa place entre les Indes et l'Afrique. Tous ses efforts se sont tournés jusqu'à présent vers l'exploitation. On comprend que, n'ayant pas à craindre d'invasion armée ni à défendre des domaines lointains, elle ne se soit fait ni une

force militaire permanente, ni une flotte de guerre. Elle a 25,900 hommes sur pied et 100 bateaux de combat de tout genre. L'absence d'escadres surtout se fera regretter, car le pays possède assez de force de résistance continentale pour que l'on puisse improviser, suivant les besoins, des troupes de débarquement. Mais où l'on voit le péril se compliquer, c'est quand on remarque que les États-Unis ont une flotte de commerce de second ordre : 4,275 navires de mer, dont 800 à peine à vapeur, ne suffisent pas aux exigences d'un trafic qui n'est inférieur qu'à celui de l'Angleterre. La part du pavillon national dans les échanges n'est que de 8 pour 100 sur l'Océan, de 13 pour 100 sur les Lacs. De plus, les vaisseaux qu'emprunte la richesse américaine ne sont pas que des norvégiens, faciles à acheter, mais des britanniques en majorité. Il est permis de trouver que l'Union eût pu mettre moins d'or à ses manufactures, à ses railways et aux steamboats de ses fleuves.

Une autre infériorité résulte sans contredit du mode même de peuplement et d'exploitation. Il n'y a pas aux États-Unis la même cohésion, la même conspiration de toutes les volontés nationales ou la même autorité de l'État qui font si fortes une Grande-Bretagne ou une Allemagne.

Non que des germes de sécession se montrent déjà; cette puissance est, au contraire, en passe de se former. Mais, dans l'état actuel, les éléments de vie ont été empruntés à des pays si divers, les énergies sont d'espèces si variées, d'emplois si différents, les conditions de climat et de richesse du sol si nombreuses, que c'est bien l'individualisme qui règne sous l'apparent concours des efforts, sous la merveilleuse prospérité collective. On ne trouve pas de centre, pas de race, pas de patriotisme même d'intérêt. New-York n'a pas tous les titres au rang de capitale; Boston, Philadelphie, Cincinnati, Chicago, Saint-Louis, San-Francisco ont rendu aussi des services à la communauté, politiques, intellectuels, agricoles, industriels. Les habitants se déplacent sans cesse vers l'ouest. Les « Yankees », les descendants des Virginiens, des émigrants, des nègres esclaves, même les Indiens forment des groupes entre lesquels l'antagonisme ne vient pas que du choix des aires d'expansion, ou des aptitudes particulières précisées souvent, changées même par le nouvel habitat (1). On parle avec âpreté à

(1) Les Yankees dominent dans le Nord-Est, dirigent l'instruction, les travaux publics, ont en main la fortune. Les Allemands sont agriculteurs et industriels au centre. Les Irlandais

Washington d'appliquer à l'immigration germanique les mêmes mesures qu'aux Chinois, on demande l'« exode noir ». Il y a plus que des incertitudes dans le partage du travail social, de vraies haines de sang. La vie municipale est partout intense, prime celle de chaque État, dont le territoire n'est qu'un nom, dont les délégués ne votent pas au Congrès. Effet de la concentration des hommes dans les villes : au Massachusetts il n'y a qu'un dixième de ruraux ; dans l'Illinois, Chicago absorbe tout l'accroissement de la population ; des comtés entiers affluent en un point, et les cités de plus de 8,000 âmes sont maintenant 443, contre 6 en 1790. Nous ne voyons vraiment pas entre tous ces êtres rivaux d'autres liens que ceux du commerce, de la finance, de l'autorité d'un président fédéral responsable de ses ministres et surveillé par les députés. L'œuvre est incomplète et ne se peut encore bien juger. Le sol n'a pas produit tous ses effets sur l'homme.

peuplent les villes et vivent des petits métiers. Les noirs sont presque partout domestiques, ouvriers d'usines ou de plantations.

CHAPITRE VIII

LES TARD-VENUS DE LA COLONISATION LA COLONISATION ALLEMANDE CONTEMPORAINE

Deux puissances européennes ont reçu l'existence définitive, le brevet de nations en 1870-71. Mais l'Allemagne et l'Italie n'ont été amenées à faire œuvre coloniale, ne sont devenues métropoles que plus tard, il y a seulement dix à quinze ans. Leur expansion a été également hâtive, brusquée, brutale ; car elles ont été, du jour au lendemain, tenues par la force des choses d'imiter les vieux États ; et il s'agissait désormais, sous peine d'être devancé, de prendre sans guère choisir parmi les derniers lambeaux de terres inoccupées. Elles se sont fait, en quelques années, des empires, déjà, semble-t-il, aussi étendus que possible. Le droit historique en a beaucoup souffert, et c'est, depuis, le trait dominant de l'histoire coloniale d'aujourd'hui, qu'il ne vient guère qu'après la force réelle ou les

prétentions plus ou moins fièrement formulées.

L'Allemagne est plus nombreuse, plus riche, plus savante que l'Italie. Son domaine d'outre-mer offre l'exemple le plus parlant de ce que peut une ambition qui prend sa source dans un intérêt vital de commerce, qui est soutenue, à défaut de précédents historiques, par l'admirable vaillance de vrais explorateurs, par une flotte de fer battant neuf et par beaucoup de soldats. L'émigration allemande en Europe même ou dans les pays d'avenir, aux États-Unis d'Amérique, au Canada, en Argentine, en Australie, dans le Sud-Afrique, ne date pas d'hier, parce qu'il a toujours fallu des moyens d'existence au dehors à la population trop dense d'un pays pauvre en somme d'agriculture. Mais l'occupation par la jeune Deutschland de contrées plus ou moins vacantes d'Afrique, d'îles océaniques, la façon entêtée dont elle impose ses marchandises même où elle ne possède pas et où ne vont pas encore ses nationaux, son envie non dissimulée, son acrimonie parfois à l'endroit de puissances mieux pourvues, comme l'Angleterre, sont bien des faits nouveaux, actuels, qui s'expliquent très certainement par l'essor fébrile, la surproduction des usines germaniques. Les marchés de l'Ancien Monde se sont peu à peu fermés,

depuis environ dix ans ; il a surgi des concurrents qui prennent tous les jours des forces, l'Autriche, la Russie. Il y a maintenant absolue nécessité pour l'Allemagne, ou de vendre au delà des mers, même chez autrui, ou de périr ; et c'est pourquoi nous voyons un État essentiellement terrien et militaire s'improviser, grâce à sa houille, grâce à ses machineries d'où sortent de gros cuirassés et de gros canons, grâce aux natifs disponibles, peuple de navigateurs et de commerçants au long cours, obstinés et combatifs comme est la race. L'avenir leur appartient-il, et les résultats de leurs efforts sont-ils durables ? On ne peut rien affirmer encore, malgré l'air d'improvisation et d'inconsistance qui distingue ces entreprises. Mais c'est la colonisation à l'ordre du jour, celle qui a l'aspect le plus moderne, celle qui parle le plus haut, et intimide jusqu'aux Anglo-Saxons.

Quand on n'a pas de passé, les apparences veulent que l'on s'en cherche un. Les Allemands ont été obligés, après avoir essayé, au lendemain de leurs victoires, d'être les pourvoyeurs de l'Europe, de faire à tout prix de la colonisation commerciale dans d'autres continents. Leurs érudits, leurs écrivains voient des antécédents commerciaux de l'Empire d'hier dans la vieille histoire des hanses.

Mais les hanses ne furent ni d'invention, ni de caractère exclusivement germaniques. Au neuvième et au dixième siècle, il y eut des associations de marchands normands, scandinaves, qui possédaient, le long des fleuves, des entrepôts et des forteresses, qui armaient de petites flottes de police, qui avaient imaginé, pour régler leurs relations entre eux et avec le dehors, certain droit particulier. C'étaient des institutions comme il en existait en Italie d'antérieures, comme on en vit plus tard en Flandre et sur le Rhin de mieux organisées, des « confréries », des « ghildes », qu'il faudrait qualifier simplement de mercantiles, de secourables, non pas de germaines ou saxonnes, à plus forte raison, d'allemandes. Sans doute, les plus anciens négociants du moyen âge exercèrent en remontant les cours d'eau jusqu'au cœur de ce qui devait être, au dix-neuvième siècle, la Deutschland. Or, il n'est pas probable qu'ils eurent tout de suite des imitateurs dans le pays, et il ne faut pas oublier, en tout cas, que c'eût été des imitateurs slaves, puisque l'Elbe même n'était pas encore un fleuve germain.

Les croisades développèrent entre le nord de l'Europe et l'Asie antérieure un certain commerce, dont le chemin naturel était l'Italie et les fleuves

maintenant allemands, les escales, les villes échelonnées sur ces fleuves ou sur les rivages de la Baltique. On a trouvé des monnaies arabes, des vestiges d'art arabe dans ces parages. Mais cela prouve qu'il se créa alors des courants de négoce nouveaux ou mieux accentués, que certains Germains devinrent négociants, pour la circonstance, non que l'Allemagne avait déjà le génie du mercantilisme. Ce génie s'acquiert à la longue et n'est pas inné, comme en témoigne suffisamment l'histoire d'Angleterre.

De 1240 date un acte d'union entre Brême et Hambourg (1), mesure de sécurité contre les brigands et pirates, plutôt que décision attestant une solidarité commerciale. Du même genre est l'association qui se forma, probablement, vers la fin du treizième siècle, entre douze villes, la plupart riveraines de la Baltique; la population y était, d'ailleurs, plutôt slave. En 1364, alors que les marchands néerlandais étaient déjà en grande partie ligués, cinquante-deux villes signèrent, à la suite d'une guerre contre le Danemark, un traité de fédération connu sous le nom de charte « de Cologne », véritable origine de la Hanse teutonique.

(1) WORMS, *Histoire de la ligue hanséatique*. Paris, 1864.

Ce fut une simple extension des sociétés antérieures, ou mieux un groupement de ces sociétés en un ensemble qui n'avait rien de national, mais que suggéra uniquement l'intérêt, chacune gardant son initiative propre, Cologne dominant à l'est, Lubeck à l'ouest.

Cette union s'étendit vite aux dépens des Scandinaves, et des Allemands devinrent vraiment colonisateurs marchands, dans la Scanie par exemple, en 1370. Elle restait d'ailleurs fermée aux êtres nationaux non affiliés.

Ce mercantilisme germain diffère profondément de l'œuvre de l'Empire actuel; ce ne fut pas un mercantilisme d'État, et ce ne fut même pas un mercantilisme purement germain. La grande Hanse, la réunion des quatre-vingts villes groupées définitivement au quinzième siècle autour de Lubeck, comprenait des cités comme Bergen, Bruges et Londres : elle n'eut pas de nationalité, fut un être collectif, vague, qui ne colonisait pas, mais essayait de triompher partout, à l'aide d'éléments pris dans le pays même, des sociétés originales, nettement hollandaises, flamandes, anglaises. La Hanse se refusait en particulier à tout échange avec les négociants libres, même alle-

mands, revendiquait contre le gouvernement allemand des droits qui faisaient d'elle un État dans l'État. Elle ne représentait rien, et il n'en pouvait être autrement, puisqu'il n'y avait pas d'unité au sud de la Baltique. En réalité, cet état de choses répondait à la nature encore indécise, flottante, non localisée, du négoce européen, à l'absence presque générale d'autorité politique. Sa disparition fut forcée le jour où l'apprentissage de la vie en commun fut plus avancé dans chaque puissance, où les découvertes maritimes, l'augmentation des besoins amenèrent au seizième siècle la formation d'intérêts très précis et bien protégés, l'ambition nette et les progrès d'une marine chez les Portugais, Espagnols, Anglais, Hollandais et Français. On peut bien dire qu'alors le commerce déserta l'Allemagne; en tout cas, la Hanse, institution internationale, mourut; il n'y eut plus de diètes générales, mais seulement des réunions de délégués germains dans des villes germaniques, à Hambourg, Brême, Lubeck. En 1669, les Hanséates tinrent leur dernière séance. L'éducation coloniale de l'Empire n'était pas faite.

Le seul antécédent véritable de l'œuvre actuelle est la tentative faite par le Grand Électeur sur la côte occidentale d'Afrique, en Guinée, où il fonda

un comptoir et rêva une compagnie de commerce (1). Cette entreprise, en effet, était prussienne, c'est-à-dire partait du seul véritable État qui fût alors en Allemagne, du seul semblable à l'Empire d'aujourd'hui, pauvre d'agriculture, mais industriel déjà, se peuplant chaque jour davantage, de celui, enfin, qui a fait la Deutschland une, militaire, productrice à l'excès, commerçante et colonisatrice à outrance.

Jusqu'à ces dernières années, il y eut en Allemagne plus que de l'indifférence, un grand dédain pour la politique coloniale. Les entreprises françaises, notamment celle sur la Tunisie, passaient en toute sincérité pour folies ; et l'on ajoutait avec complaisance de nouveaux traits à notre portrait national, légèreté, agitation perpétuelle, besoin belliqueux incurable. C'est que, à la suite du traité de Francfort, l'industrie et le commerce allemands prirent un essor prodigieux. Nos voisins tirèrent de nous des capitaux, produisirent en masse, et, comme ils pouvaient désormais parler très haut, se mirent à imposer partout en Europe leurs marchandises. Ils fabriquaient à bas prix et se souciaient peu de la qualité, ils extorquèrent

(1) ENGELSTAEDT, *Retour historique sur la colonisation allemande en Afrique*. Gotha, 1892.

des traités, firent parfois des menaces, surtout s'entendirent admirablement à faire leurs négociants, toujours protégés par les consuls ou ambassadeurs, s'infiltrer et s'implanter dans tous les pays. Et tel est le retentissement moral des victoires sur le terrain du travail, qu'il y eut pour les produits germaniques le même engouement dont avaient joui ceux d'Angleterre, que, chez nous en particulier, l'industrie nationale fut décriée trop souvent par les Français eux-mêmes. Ils vendaient à qui ils voulaient « *billig und schlecht* », suivant la devise effrontée proclamée à voix haute par un commissaire impérial d'exposition. Les colonies de l'Allemagne, les débouchés nécessaires à la vie de ses usines et de ses nombreux ouvriers, à l'entretien de sa richesse, étaient vraiment alors en Europe même, témoin encore la Suisse, l'Italie et même l'Autriche. Elle n'avait que faire de possessions d'outre-mer, et ne rêvait qu'une solide et rapide marine d'évolutions, qui promenait son pavillon, au besoin ses troupes de débarquement sur la Baltique, l'océan Atlantique et la Méditerranée. Les terres de dépendance ou de protectorat étrangers lui seraient ainsi ouvertes, le cas échéant.

Le progrès de l'exportation allemande s'effectua librement jusque vers 1883. Mais, à partir de cette

date, les autres puissances songèrent sérieusement à se suffire et à se défendre, et les tendances protectionnistes s'accrochèrent tout d'un coup. Des économistes ont pu flétrir le mouvement, avec cet esprit doctrinal qui est le fléau du siècle, et tue en particulier les vieilles habitudes pratiques de notre race. L'Allemagne appliquait déjà les prohibitions pour elle avec âpreté; et ni la morale ni la liberté, choses de sentiment ou de philosophie, ne doivent prévaloir en matière de négoce sur les conseils de l'intérêt, variable selon les époques. En 1883, nos voisins avaient déjà fait ce qu'ils appelaient des « projets coloniaux » : ils voulaient s'affranchir pour les denrées tropicales de la contribution qu'ils étaient obligés de payer notamment à l'Angleterre, et aussi écouler au delà des océans les cotonnades, la bimbeloterie, les alcools de pomme de terre et de betterave, les mauvaises armes dont le débit n'était plus assez prompt en Europe. Ils avaient des vues sur des contrées plus ou moins sans maître, mais incivilisées, de la zone torride (1); ils auraient exploité pour nous la Guinée, le Congo, même l'Indo-Chine, ainsi que le leur facilitait la clause de la nation la plus favo-

(1) Voir LOEHMIS, *Die Europaeischen Kolonien, Beitrage zur kritik der Deutschen Projekte*. Bonn, 1881.

risée acceptée par nous en 1879. Quand ils virent toutes les portes se fermer décidément devant eux, ou ne plus rester qu'entre-bâillées, il leur fallut bien agir, c'est-à-dire non pas coloniser comme nous avons presque toujours vu jusqu'à présent (ils n'avaient ni le temps ni l'éducation nécessaires), mais bien prendre à tout prix parmi les régions d'outre-mer encore non revendiquées celles qui pouvaient devenir des débouchés, sinon des lieux de production.

L'Afrique et l'Océanie s'offraient seules à eux, et les terres libres y étaient pour le moment assez pauvres. Mais ils n'avaient pas le choix. Tout dans cette œuvre est précipité, avec un caractère d'entêtement et de force brutale. Il s'agissait d'abord de légitimer au plus tôt des entreprises en contradiction formelle avec les récentes déclarations de Bismarck (1) ; c'est alors que des historiens allèrent chercher à l'Empire des antécédents coloniaux dans le passé le plus lointain. En même temps, on déclara avec des protestations inattendues d'humanité qu'à l'Allemagne était réservé le beau rôle d'infuser dans le continent noir

(1) Il disait encore, en février 1885, dans le discours dont il est parlé plus loin : « Je ne suis pas et n'ai jamais été un homme colonial. »

lumière et bien-être : ainsi parlent les titres un peu emphatiques des livres d'alors (1). Plus franc, quoiqu'il fût bien une négation du droit historique, était le principe diplomatique d'action, le même que les Allemands firent adopter ensuite au congrès de Berlin : tout pays non occupé effectivement est considéré comme sans propriétaire.

Ils se défendirent, ainsi que d'un malheur, de « coloniser à la française » (Bismarck), par la lente initiation agricole et politique : rien de français n'est plus bon dans notre siècle. Au contraire, ils procédèrent militairement, et comme par ordre : on construisit d'urgence quelques cuirassés de plus, et l'Europe assista à ce curieux spectacle de l'industrie allemande, jusque-là fixée à notre continent, passant les mers tout d'un coup, comme à un signal, et inondant maintenant de ses produits, appuyés par des soldats et des émigrants forcés, les grandes étendues de la terre noire prises *en un an*. Il s'agissait de marquer sa place parmi les nations colonisatrices, puisque coloniser devenait une nécessité; et il fallait que cette place fût marquée par des coups d'autorité en rapport avec la puissance et les besoins de l'Allemagne.

(1) FISCHER, *Mehr Licht im dunkeln Welttheil*. Hambourg, 1885.

L'Angleterre recula, mais sans renoncer à ses projets d'avenir commercial. — Cependant continuait la vraie œuvre d'expansion germanique, l'infiltration incessante d'hommes et d'objets dans les pays d'outre-mer libres ou occupés par d'autres puissances ; car la manœuvre commandée de Berlin n'a pu, à cause d'un choix forcément mauvais des possessions nouvelles, détruire l'attrait exercé par certains sols sur les Allemands pauvres. Il y a maintenant à la fois entreprises d'État et entreprises privées, ces dernières seules conformes au passé, ou, si l'on veut, au génie colonial germain.

Les premiers actes eurent pour théâtre l'Afrique. De vastes régions encore inconnues et sans maître y promettaient beaucoup plus que les îles d'ailleurs plus lointaines d'Océanie. Mais l'Allemagne dut, malgré sa force et ses besoins, circonscrire tout de suite ses visées sur le continent noir. L'Angleterre était partout, dans la personne de ses explorateurs et des marchands de ses compagnies à charte ; or l'Angleterre possède, à défaut de soldats, une admirable flotte, avec l'argent qui permet de pourvoir à tout, et rien ne faisait encore pressentir ses plans, la conduite qu'on lui a vu tenir depuis. La France, l'Espagne déjà se trouvaient engagées à fond dans le Magreb, où la

Grande-Bretagne même ne réussissait pas à se faire admettre à la faveur des affaires marocaines. Sur la Tripolitaine, l'Italie, frustrée récemment par nous de la Tunisie, avait les mêmes intentions qu'aujourd'hui; et l'Empire était tenu, pour sa politique d'alors en Europe, pour son action future en Afrique même, de ménager la susceptibilité de l'Italie. On prit ce qui s'offrait, sans souci de procéder suivant une règle arrêtée d'avance, avec des impatiences et des contradictions de moyens, qui, le hasard aidant, amenèrent de véritables maladresses.

Pendant les premiers mois seulement, tant cette histoire a un air de fièvre, jusque vers le commencement de 1885, l'État ne se mit pas partout en avant. On voulait n'avoir pas l'air de rompre tout d'un coup avec les principes professés naguère encore par les politiques germains, mais bien opérer comme si l'on se fût plié à une sage évolution commandée par les circonstances. Ce furent les négociants ou des acteurs forgés par la diplomatie, des prête-noms, que l'on vit surtout à l'œuvre. La première annexion est celle d'Angra-Pequena, où la maison Lüderitz de Brême possédait un comptoir à l'imitation des établissements anglais de Walfish-bay; des cuirassés parurent le

matin du 14 août 1884, qui débarquèrent avec des produits d'usine, non des soldats, mais des missionnaires, fixés depuis à Bethanie. On fit en même temps un arrêt au Cameroun, pour montrer le pavillon. Des associations se fondaient, donnant aux entreprises un air d'initiative privée, la « Société commerciale germano-africaine » de Hambourg, la « Société coloniale allemande », qui tint sa première réunion à Eisenach sous le patronage du gouvernement (août-septembre 1884).

Le 15 novembre 1884 s'ouvrit à Berlin la « conférence du Congo », qui devait se transformer en congrès européen. Il s'agissait, en apparence, « d'entreprendre la création d'un *État indépendant* dans les terres d'Afrique traversées par le Congo, et de fixer la base des principes d'après lesquels s'établiraient les relations *commerciales* avec l'Afrique ». En réalité, l'accord existait avec l'Angleterre dans un but d'intérêt, pour nous fermer l'accès du moyen fleuve; Bismarck, le roi allemand des Belges, Stanley, alors en différend avec de Brazza, trois ennemis de la France furent les parrains de la nouvelle puissance africaine. Nous nous laissâmes dépouiller en gens chevaleresques, au nom de l'humanité et de la civilisation. Le bassin du Congo, jusqu'à la

vraie direction du cours d'eau étaient mal connus; et les Allemands croyaient tenir la voie vers un second Soudan. De plus, il était au fond bien moins question encore de commerce que de conquête : l'État du Congo s'appela « international », c'est-à-dire que les plus forts entendaient bien y rester maîtres, en faisant courir au seul Léopold les risques d'argent. Il a fallu des explorations nouvelles, la démonstration de ce fait que l'Oubanghi choisi pour limite nord vient de l'ouest, au lieu de continuer la direction du bas fleuve, pour ruiner d'aussi beaux projets. Nous sommes maintenant au Dar-fertit, en vertu des mêmes traités par lesquels on prétendait nous en fermer la porte. De même qu'on ira au Soudan par le Sénégal et le Niger, non par le transsaharien, de même la clef du pays des Rivières est le Nil, non le Congo, et c'est l'Angleterre, c'est la France, s'il vaut réellement la peine d'avoir en cette occurrence de la fermeté et de l'esprit de suite, qui sont destinées à profiter des efforts de l'Allemagne en Afrique centrale. — Plaçons enfin dans cette période les premiers établissements de marchands en Guinée et sur les côtes orientales soumises au sultan de Zanzibar où se fonda la « Deutsche Ostafrikanische Gesellschaft ».

En janvier 1885, le gouvernement allemand prit la direction des affaires, de curieuse façon. Le mois d'avant, l'amiral Knorr avait livré bataille avec du canon au Cameroun. Bismarck prononça au Reichstag un grand discours colonial d'après lequel il fallait « protéger le commerce en Afrique, mais en lui laissant suivre les voies naturelles » : c'était comme un programme de surveillance large, quasi paternelle. En outre, cette surveillance devait s'effectuer par des moyens autres que les derniers tentés, absolument inédits, essentiellement allemands, qui n'auraient rien à voir avec la conquête, avec la « bureaucratie françaises ». Dans la pratique, les Allemands tombèrent en une imitation à peine déguisée de très vieux procédés, et pour l'éternel but d'après, de vital intérêt mercantile à contenter par la force. Des lettres patentes impériales sont accordées à la Société coloniale allemande qui placent ses territoires sous le protectorat de l'État (25 février 1885). On évitait ainsi de remplir la condition d'occupation réelle que proclama le congrès de Berlin; et l'Allemagne était en effet obligée de conserver, à cause de sa politique en Europe, les nombreux régiments qui eussent été nécessaires pour garder les nouvelles possessions d'Afrique. Mais qu'a fait

la Grande-Bretagne autre chose au Niger, dans le Sud-Afrique, partout, que de soutenir ainsi de loin en apparence, de fort près en réalité, des associations de pionniers et de négociants ? Le procédé date même des Hollandais et de la compagnie de 1602. Le 17 mai 1885, des lettres patentes furent données à la « Société de la Nouvelle-Guinée », plus tard à l'« Ostafrikanische Gesellschaft ».

Alors commença franchement la conquête. La France venait au congrès de céder Petit-Popo et Porto-Seguro en reconnaissance de rectifications de frontière en Guinée. Le 13 août 1885, une escadre parut devant Zanzibar et annexa toute la côte au sud de l'île, sous prétexte que la compagnie de l'Est-Africain avait signé des traités avec les chefs de l'intérieur. L'Angleterre se plaignit, ayant des projets sur le sultanat et déjà des établissements plus au nord, mais on passa outre ; et ce sera désormais un fait caractéristique dans les rapports coloniaux des deux puissances que la hauteur germanique. Les Allemands ont pris aussi depuis comme une envie aigre et une défiance trop justifiée à l'endroit de la rivale qu'ils trouvent partout en Afrique, et paraissent vouloir se rapprocher de la France, solidement éta-

blie, toujours de bonne foi. Ce revirement se manifesta dès ce même mois d'août 1885 dans l'affaire des Carolines, où l'évacuation fut consentie par les Germains, autant à cause de l'appui moral que nous prétions déjà à l'Espagne que grâce à la fière attitude de cette nation. On se rabattit du moins sur les îles Marshall (octobre 1885), qui devinrent le centre d'action en Océanie, le point de départ des annexions aux Salomon, à l'archipel Bismarck, des tentatives qui visent à travers la Nouvelle-Guinée l'empire de la peu militaire Hollande. En treize ou quatorze mois on avait pris tout ce qu'il était possible.

Depuis 1886, de nouvelles circonstances sont intervenues, qui ont achevé de modifier, de circonscrire l'œuvre allemande. Il faut signaler un remarquable ralentissement d'intérêt à l'endroit du Sud-Ouest africain, bien marqué par la cession à une compagnie anglo-germanique d'une partie du Damaraland. C'est que la Grande-Bretagne n'a laissé au pays occupé qu'une fausse porte de sortie vers le riche bassin du Zambèze (1890); en même temps, les voyages des explorateurs et fonctionnaires allemands démontraient que la région, simple lisière désertique du Kalahari, n'a aucun ave-

nir (1). La « colonie des chardons » est maintenant ruinée dans l'opinion publique chez nos voisins. Ils n'ont plus visé que le Soudan et les sources du Nil.

Dans l'Afrique orientale, l'Allemagne a opéré par une série de traités, de 1886 à 1890, le partage avec l'Angleterre des dépendances du sultan de Zanzibar, de qui ratification a été obtenue en 1890. L'« Ostafrikanische Gesellschaft » est devenue fermière générale des terres non occupées effectivement par le gouvernement au sud des possessions anglaises. Les Germains sont ainsi au bord du Tanganika et du lac Victoria, donnant la main à l'État du Congo, contrariant les visées britanniques sur la route de l'Égypte au Cap; les récentes difficultés soulevées par la cession à bail qu'a consentie le roi des Belges à une compagnie anglaise ont démontré que l'alliée naturelle des Allemands dans la seule région de l'Afrique où le partage fait encore question est la France. Et bien plus net encore a été le rapprochement avec nous au sujet du Soudan. Les conventions de 1893-1894 relatives aux limites du Cameroun et des territoires de la compagnie royale du Niger ont été de la part

(1) Voir, par exemple, GÜRICH, *Deutsch Südwest Afrika*. Hambourg, 1891.

de la Grande-Bretagne une duperie, un déni de droits chèrement acquis par Flegel : l'Allemagne a conservé l'accès vers l'Adamaoua et le Tchad, mais Yola et la Bénoué lui ont été fermés, conséquences des principes prétendus nouveaux qu'avait proclamés le congrès de Berlin. Au contraire, c'est à l'amiable qu'a été réglée avec nous la situation au Togoland, et en dernier lieu dans le pays du Chari.

Si maintenant on se demande ce que vaut cet empire colonial german, dont la majeure partie se trouve en Afrique, il faut, avant tout, faire la remarque que l'Allemagne est, pour la facilité des relations avec le continent noir, la plus mal située des puissances européennes, sauf peut-être la Suède et le Danemark. L'Espagne, la France, l'Italie, l'Autriche et la Russie même sont pays méditerranéens. L'Angleterre, implantée à Gibraltar, à Malte, à Chypre, est, d'un autre côté, par l'Atlantique, presque voisine de la Guinée. Sans doute, l'union politique et douanière avec l'Autriche, l'amitié de l'Italie et de la Suisse, jusqu'à des tarifs privilégiés sur les chemins de fer du col de Tarvis et du Saint-Gothard, ouvrent Trieste et Gènes aux marchandises allemandes. Mais ces deux succursales de Brême et de Hambourg ne

peuvent tenir lieu d'un port sur la mer Intérieure qui serait à l'Empire. Les Germains donneraient volontiers une de leurs stations de la mer du Nord, trop près de l'Angleterre, pour Trieste ; leurs diplomates n'avouent pas ce désir, mais dans les écoles d'outre-Rhin les petits doigts se posent souvent sur l'Istrie, et les petites langues déclarent que l'Empire allié n'aura plus besoin d'être à cet endroit quand il possédera Salonique.

La géographie, les explorations récentes enseignent ensuite quel peut être l'avenir respectif des colonies allemandes.

Les établissements du golfe de Guinée, les plus rapprochés de la métropole, offrent à la fois des avantages et des inconvénients. Le Togoland et le Cameroun ont des conditions de relief et de climat assez analogues : sur les côtes basses, température qui oscille toujours entre $+ 23$ et $+ 26$ à 28° centigrades, molle, énervante, humidité perpétuelle avec de grosses pluies temporaires amenées par une véritable mousson, en été, dans le Togo, aux équinoxes surtout dans le Cameroun ; sur les hauteurs de l'Hinterland, à peine éloignées de 200 à 300 kilomètres, plateaux granitiques ondulés, larges bandes ou terrasses percées de sommets comme le Cameroun, climat déjà continental, montées brus-

ques du thermomètre jusqu'à $+ 43^{\circ}$, quand souffle le vent des brousses, saison sèche. Ces circonstances météorologiques, le fait que le sol est neuf encore, entraînent une grande richesse végétale : les palmiers à huile, les manguiers baignent leurs troncs dans les eaux des lagunes littorales du Togo, de véritables jungles s'étagent jusqu'aux plateaux, et là on trouve le caoutchouc, le sésame, l'arbre à beurre. Mais la plus grande partie de ces richesses, de même que l'or et l'ivoire du pays, sont inaccessibles aux Européens que guette, au moins près de la mer, tout le cortège des maladies tropicales; des maisons allemandes ont pu à peine installer quelques plantations de cocotiers et de caféiers. Puis la population noire est dense, nègres soudaniens peu agriculteurs et industriels, rendus toujours plus belliqueux par l'infiltration lente des musulmans venus du Nord. Enfin, la complication territoriale est très grande dans toute la région, si bien que les deux colonies ne pourront jamais former un tout, malgré les tentatives faites près de l'embouchure du Niger, sur le golfe du Bénin. Elles ne seront que deux débouchés du Soudan, et non pas des plus favorisés, si l'on remarque que le Soudan est pris par d'autres peuples, que la France, qui a le Sénégal, la côte d'Ivoire et le

Dahomey, est au Mossi et au pays de Kong, que l'Angleterre tient, avec l'embouchure du Niger, toutes les terres riches jusqu'au Tchad, et même, en dépit des traités, la navigation du fleuve.

Le Sud-Ouest africain a été bien jugé dans ces dernières années. C'est avant tout un pays sec, auquel les nuages ne viennent guère que par le vent d'est, après s'être en grande partie déchargés ailleurs; il n'y a même de saison humide bien nette qu'au sud, dans le Namaqualand. Les Allemands possèdent donc dans cette colonie, si l'on met à part la côte dont la Grande-Bretagne a pris le meilleur morceau, simplement la bordure ouest du Kalahari, une terre de savanes et de sables, où poussent l'arbre à cire, l'acacia, les plantes épineuses, le melon d'eau, où courent l'élan, le buffle, l'antilope et l'autruche. Les indigènes, Namaquas de race hottentote, Damaras Cafres, Betchouanas, sont plus éloignés de la civilisation que les Soudaniens; surtout, il n'y a pas d'issue vers l'intérieur, dont les Anglais, par le Zambèze et les chemins de fer du Cap, recueillent tout le commerce. Le gouvernement impérial a encaissé en 1892-1893 6,000 marks de recette (7,500 francs).

L'Est africain continuera, au contraire, de tenir

bien plus qu'il ne promet d'abord. La compagnie de commerce germanique y voulut au début avoir une escale sur la route des Indes. Grâce aux traités passés avec les rois nègres, à l'entente avec l'Angleterre contre le sultan de Zanzibar, même aux travaux des cartographes de Gotha (1), l'Empire possède aujourd'hui sur l'océan Indien près d'un million de kilomètres carrés de territoire peuplé et relativement riche. Le rivage ressemble à celui de la Guinée ; il est bas, marécageux, toujours chaud, arrosé par les pluies de mousson, sauf de décembre à mars. Mais l'intérieur se prête à la colonisation, parce qu'il n'y a pas, malgré des altitudes de 5,000 mètres et au-dessus, exagération dans les écarts de température. Tout ce massif africain, attaqué par l'Angleterre aux extrémités nord et sud, par l'Allemagne en plein cœur, bénéficie de la mousson, qui lui donne air salubre, eau et flore variée selon la hauteur. On y rencontre le cocotier, le manguier, le bananier, des palmiers, le sorgho, le manioc, le riz, le maïs ; le coton, le tabac, la

(1) Quelques chiffres prouveront avec quelle rapidité les cartes sorties de la maison Justus Perthes, qui font loi en Europe, ont étendu la conquête allemande dans cette région : les travaux de Hartleben et de Habenicht exécutés à un an de distance, en 1886 et en 1887, accusent, pour l'Est africain, des différences de 350,000 kilomètres carrés et 4,500,000 habitants.

vanille y prospèrent; de riches herbages y font vivre les grosses bêtes à ivoire et pourraient nourrir le bétail venu d'Europe. C'est un pays d'avenir, d'autant plus que l'Allemagne a ce qu'il faut de soldats pour réduire les États noirs. Elle n'a guère à craindre que la concurrence des missionnaires anglais et français, et les entreprises commerciales de tous les peuples dont les vaisseaux font escale à Zanzibar ou à Bagamoyo.

Mais les possessions où se trouvent réalisées les meilleures conditions de mise en valeur, sinon d'habitat, sont celles d'Océanie. L'Allemagne n'a guère que des intentions encore sur les Samoa, et cependant elle y fait déjà du commerce, malgré les États-Unis, malgré l'Angleterre. Les archipels Salomon et Bismarck, surtout la terre de l'Empereur Guillaume, qui prend 182,000 kilomètres carrés de la Nouvelle-Guinée, rappellent la richesse des provinces voisines hollandaises et espagnoles, avec cette seule différence que le travail n'y est pas encore organisé. Le relief s'élève jusqu'à 4,000 et 5,000 mètres dans la grande île, d'après les dernières données; et sur ces hautes terres règne une température constamment voisine de 24 ou 26° centigrades, une humidité entretenue par des pluies presque continuelles d'alizé ou de mousson. La

terre est couverte de plantes, jungles, forêts vierges ou hauts taillis de bois précieux, que peuplent presque exclusivement des oiseaux et des reptiles. On a planté les arbres à épices, le caféier, la canne à sucre ; et le rendement serait déjà grand, si les mêmes objets de commerce n'étaient pas produits par les vieilles colonies agricoles de la Sonde et des Moluques, même par le nord de l'Australie, si les Papous ne fuyaient pas un apprentissage qui s'offre à eux sous un aspect par trop brutal.

C'est, en somme, un des caractères principaux de l'empire colonial allemand, qu'il n'est pas exploité à l'heure actuelle. On a voulu se procurer surtout des débouchés industriels, et l'on se contente de débarquer dans les terres annexées les marchandises germaniques en échange des seuls produits que ceux des indigènes avec qui l'on est en rapport veulent livrer à la circulation. L'eau-de-vie entre pour 48 pour 100 dans le fret de départ des bâtiments destinés à l'Océanie, le reste est de la cotonnade, des armes, de la bimbelerie ; presque rien n'est donné en retour à la métropole, et la même chose arrive en Afrique, où la vente de l'huile de palme de Guinée n'a, par exemple, atteint en 1893-1894 que le chiffre de 3,500,000 marks,

le trafic total avec le Cameroun que 9,000,000 (1). Ce sont comme des récoltes spontanées que l'on cueille à la hâte, tout en dégarnissant d'un peu les docks d'outre-Rhin; et il est impossible de voir encore dans cette œuvre le moindre souci de pénétration, d'initiation agricole, de plus-value future des pays occupés. On dirait ces entreprises des expédients pour sortir d'une crise économique, contraints, sans lendemain. Cela d'autant plus que l'on voit les 717 vapeurs de l'État ou de maisons comme Woermann et Lüderitz avoir presque toutes leurs relations avec les colonies plus avancées des autres pays, avec celles des pays faibles surtout, comme la Hollande. Les 77 bâtiments de guerre allemands n'ont presque pas de côtes à garder en Europe, et ce que protègent brutalement leurs canons, leurs 16,000 hommes d'équipage, c'est bien le négoce chez autrui, non dans les possessions germaniques. Nos voisins n'ont fait, depuis 1884, que transporter d'Europe sur les mers leur théâtre d'affaires, et c'est toujours la prétention d'être les grands pourvoyeurs en denrées ou marchandises fabriquées qu'ils soutiennent; ils n'ont eu, à force de fer et de

(1) 4,375,000 et 11,250,000 francs.

houille, qu'à mettre à l'eau un corps d'armée.

En vain objectera-t-on que le temps a manqué à l'Allemagne pour mener à bien ses tentatives, que tous les empires coloniaux ont eu des débuts semblables, et que, presque par les mêmes moyens, l'Angleterre, la Hollande, la France ont créé des centres d'exploitation, même des sociétés nouvelles. La plus grande Allemagne n'a pas de variété; elle est tout entière tropicale, n'offre pas de ressources en régions tempérées comme le Canada, les États-Unis d'Amérique, le Sud-Afrique. Née la dernière, formée sans choix possible, elle est tellement inhabitable aux nationaux que, d'après la dernière statistique impériale, on n'en trouve sur ses 2,614,400 kilomètres carrés que 1,435, fonctionnaires, pasteurs détachés par ordre et relevés souvent. Les 530,000 naissances en excédent chaque année de l'autre côté du Rhin ont amené une émigration de 1,100,000 Germains en huit ans (1878-1886); mais le courant s'est dirigé et va encore aux États-Unis, au Manitoba, au Brésil, dans l'Argentine, en Australie; et c'est là, sur des terres naturellement propices à la vie européenne, ou disposées pour elles par d'autres nations, que la propagande allemande essaye de créer de véritables colonies. Là, on

constate peuplement, exploitation par la Deutschland, là il est question de « germanismus » et de « kultürgeschichte ». En vain, car les éléments venus de Prusse et de Westphalie se fondent avec les Anglo-Saxons, les Latins et les indigènes pour produire des familles nouvelles, courageuses, d'un bel élan de vie originale, ou bien sont absorbés par une puissance protectionniste à outrance comme les États-Unis. D'autre part, il est bien certain que nos voisins ne peuvent songer, non pas même à habiter, mais à mettre en valeur la plus grande partie de leur domaine d'outre-mer. La Grande-Bretagne a infusé longue vigueur à l'Inde, terre tropicale; mais ce n'a été qu'une rénovation, le rappel par une bonne administration au progrès dont l'anarchie avait écarté ce peuple riche et nombreux. Les colonies germaniques d'Afrique n'ont ni pareil passé, ni pareilles ressources. La Hollande, l'Espagne ont fait en Océanie œuvre agricole de première valeur; mais il manque aux Allemands pour utiliser en Nouvelle-Guinée des conditions physiques presque identiques, une éducation et des qualités séculaires de marins, de négociants et de jardiniers. On ne s'improvise pas à la dernière heure puissance coloniale, et il ne faut en ces matières attendre ni la nécessité ni même la mode.

CHAPITRE IX

LES TARD-VENUS DE LA COLONISATION LA COLONISATION ITALIENNE

Quand il fut question en Italie de fonder un empire colonial, vers 1880-1881, des écrivains, comme Sarpeto et Guido Cora (1), avaient déjà cherché jusque dans l'histoire romaine des antécédents à l'œuvre qu'allait entreprendre le jeune royaume.

Il existe plusieurs points de contraste entre l'expansion à laquelle donna lieu la Péninsule autrefois, et les tentatives dont nous sommes témoins depuis treize à quatorze ans. Les Romains de l'Empire ne colonisèrent pas entièrement par eux-mêmes, mais employèrent à ce travail une partie des peuples méditerranéens. A partir des Antonins surtout, ce furent des cultivateurs, des industriels, des soldats, même des fonctionnaires

(1) Cf. SARPETO : *Assab e i suoi critici* (Gênes, 1879, in-8°.)

nés dans les pays occupés, qui organisèrent et agrandirent les provinces; l'exemple de l'Afrique est le meilleur, mais non le seul que l'on puisse donner de cette façon de procéder. Les colons ne sortaient pas de chez eux; et si des Italiens émigraient, c'était pour se fixer dans le voisinage de la mer, ou dans les régions de la Gaule, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Asie, dont le climat relativement tempéré rappelle beaucoup celui de leur mère patrie. Il ne fut, en réalité, fait aucun effort d'adaptation de la vie européenne à des conditions physiques nouvelles; et il y eut greffe très profonde de civilisation dans les terres possédées, précisément parce qu'on ne se heurta pas à des difficultés d'acclimater hommes et idées. Si une comparaison s'impose, quand on songe à ce passé, c'est celle des entreprises des anciens Grecs. Eux aussi, sur une partie du même théâtre, se livrèrent à l'échange, à l'exploitation agricole et industrielle, à l'initiation politique et morale dans des contrées voisines de leurs rivages, et où les conditions de l'existence sont en somme presque les mêmes.

Peut-être y a-t-il plus d'analogie entre les efforts rêvés ou déjà accomplis par l'Italie et l'histoire coloniale de la République romaine. Si l'on a voulu de l'autre côté des Alpes annexer la Tunisie

en 1881, si l'on a pris pied depuis dans la mer Rouge, si l'on a maintenant les yeux fixés sur la Tripolitaine, c'est dans un but à la fois politique et social. Il s'agit d'augmenter l'influence et les ressources italiennes dans la Méditerranée à mesure qu'y croissent celles des autres puissances, de s'arroger comme presque tout le monde aujourd'hui un rôle de surveillance sur la route de l'Inde et de l'Extrême-Orient. En même temps, on pense pouvoir déverser bientôt sur les rivages habitables à portée de la métropole, peut-être dans le massif abyssin dont on assiège les entrées, le trop-plein de 290,000 à 300,000 pauvres gens qui émigrent chaque année des Abruzzes, de la Basilicate et de la Calabre, ou qui restent à végéter dans la terre natale. Ainsi les Romains détachaient dans la Péninsule des groupes de citoyens qui allaient y défendre leur domination, et votaient un sénatus-consulte « de colonia condenda », quand les revendications des non-propriétaires étaient trop impérieuses ou les soldats trop exigeants.

Encore ne doit-on pas exagérer ces ressemblances. Au fond, la préoccupation mercantile est mêlée maintenant bien plus que pendant la République aux projets coloniaux. La Tripolitaine est encore un lieu d'arrivage des caravanes du désert,

ESCUELA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS

BIBLIOTECA

l'Érythrée est une station en vue de laquelle doivent passer toutes les denrées des pays tropicaux d'Orient, l'industrie nationale enfin commence à sentir vivement le besoin de débouchés quelconques au delà des mers.

On a rappelé encore en faveur de l'œuvre actuelle l'ancienne prospérité des républiques marchandes italiennes du moyen âge, qui couvrirent de leurs comptoirs toutes les côtes de la Méditerranée orientale. Mais l'essor commercial de Gênes, de Venise, a été dû visiblement bien moins à des qualités particulières de la race qu'à des avantages momentanés de situation. Voisine de la Grèce, de la Syrie, de l'Égypte, la Péninsule était le lieu de transit forcé des marchandises d'Orient vers l'Europe civilisée de l'Ouest et du Nord-Ouest, Gênes et Venise, les avant-ports naturels de la France, de la vallée du Rhin, de la Flandre et de l'Angleterre. La puissance de ces villes tomba dès que l'invasion turque du quinzième siècle eut, en provoquant les découvertes maritimes, changé complètement les voies du négoce; à d'autres peuples passa alors le soin de se faire une éducation maritime et coloniale dont ils n'ont pas perdu les bénéfices.

L'Italie ne pouvait d'ailleurs, avant 1870, avoir

une politique même européenne, à plus forte raison des plans raisonnés d'expansion sur d'autres continents. Elle n'avait pas plus d'unité que l'Allemagne; et si l'émigration se produisait déjà régulièrement, c'était pour les mêmes causes qu'en Germanie : la faim et l'attrait exercé sur les imaginations par les pays pleins de promesses du Nouveau Monde. Seulement, il faut établir une différence importante entre les deux métropoles nouvelles. Avant le traité de Francfort, l'Allemagne n'avait presque pas de marine; elle s'en est improvisé une depuis, où les bateaux modernes, mus par la vapeur, les cuirassés dominant de beaucoup. L'Italie devait au contraire à son développement de côtes, habitées par des caboteurs et des pêcheurs, d'avoir en main déjà une nombreuse flotte à voiles, dont l'emploi eût pu, avec plus de ressources en capitaux, devenir d'abord décisif. La comparaison est encore curieuse : en 1889, sur les 6,820 navires de commerce italiens, 266 seulement étaient des vapeurs. Il y a bien là la marque d'une prédisposition due à la géographie, analogue à celle qui couvre la Méditerranée occidentale, jusque dans nos ports algériens, de petits bateaux espagnols. C'est la véritable tradition du pays, et les navires de guerre de nos voisins, les forts con-

struits à la Spezzia ou à la Magdalena constituent, au contraire, des créations quasi factices; ces 240 bâtiments remplis par 15,000 hommes d'équipage répondent à des besoins politiques tout nouveaux, aux clauses de l'alliance avec l'Allemagne. Peut-être nous faut-il seulement regretter d'avoir employé le mot de tradition, trop absolu, trop rigide. Les Romains ne furent pas des marins, et ne se livrèrent au commerce qu'autant qu'il leur fallut pour nourrir la Péninsule. L'Italie d'aujourd'hui est-elle puissance maritime, uniquement parce que l'Italie d'il y a trente ans l'était? On ne sait, car les ressources d'un peuple en hommes, en richesse, ses besoins, son dressage, son caractère, ses rapports avec les autres pays, la nature même de ces pays changent constamment, et nul ne peut arguer ce qu'il sera demain de ce qu'il est aujourd'hui.

En 1879 parurent les premiers articles de l'amiral Acton, de Sarpeto, invitant le gouvernement italien à une action coloniale. Leurs auteurs insistaient sur le côté social de la question, sur ce fait que l'absence dans la Péninsule de petits propriétaires y empêchait la diffusion de la richesse (1).

(1) Il n'y avait guère en Italie, vers 1870, que 1,500,000 propriétaires fonciers.

Ces pages étaient comme un ressouvenir des anciennes rogations agraires. Mais l'attention des Chambres fut d'abord détournée sur les nécessités financières, aussi sur la politique européenne orientée dans une direction toute nouvelle par les victoires de la Prusse. L'Italie adhéra à l'alliance des trois empereurs, puis de l'Allemagne et de l'Autriche. Quand il fallut intervenir dans le continent africain, on se mit encore à la remorque du plus fort, de la Grande-Bretagne.

La cause de cette dernière entente doit être cherchée non seulement dans la faiblesse, dans l'incapacité d'initiative d'une nation nouvelle, mais dans une rupture de plus en plus nette avec la France. L'animosité naquit en 1881, le jour où nos frégates arrivèrent de quelques heures les premières dans la baie tant convoitée de Bizerte ; et la scission s'acheva par la tension de plus en plus grande des relations commerciales entre les deux puissances. En outre, l'Angleterre fit tous ses efforts pour attirer à elle l'Italie, pour s'en faire une auxiliaire dans cette Égypte même dont elle venait jalousement de lui fermer une porte, en l'empêchant naguère d'occuper Assab. Il y eut des deux côtés promesses de concessions et espoir de bénéfices. L'ennemi était commun, précisément

la France qui avait pied dans la baie d'Adulis, à Tadjourah, et continuait sous la présidence de M. Grévy les rapports noués avec les nègres d'Abyssinie dès le règne de Louis-Philippe. Il va sans dire que l'Italie a été dupée par son amie.

Le prétexte d'action fut, au début, l'insurrection mahdiste. Les Italiens donnèrent bravement leur sang, à Asmara et ailleurs, pour les intérêts britanniques. Mais quand l'échec de l'Angleterre devint décisif dans le Soudan égyptien, beaucoup trop chaud et trop bien défendu, on les écarta de Khartoum, comme devait l'être Emin-Pacha, on les obligea de se contenter de la côte de la mer Rouge entre Souakim et les établissements français d'Obock. Massouah, Assab furent occupées définitivement en 1885. Ensuite, l'Italie a essayé d'agir seule, de pénétrer sans la Grande-Bretagne, sinon dans le Soudan, du moins en Abyssinie. Le premier moyen employé a été la tromperie, mais nos voisins ont fait une école, manque d'être experts. C'est la curieuse histoire du traité d'Ucciali (1889-1890); des présents faits à Ménélik en gage d'amitié; une convention fabriquée après coup et publiée en toutes les langues d'après laquelle le Négus plaçait à prix d'argent ses États sous le protectorat italien; Ménélik, enfin, se fai-

sant traduire le document en éthiopien, démentant l'Italie avec des menaces, et se dégageant (définitivement cette année même) par le remboursement des cadeaux. On revint alors à l'alliance anglaise, et la Grande-Bretagne, voulant cette fois introduire une aide vers la région du haut Nil que lui disputent les Allemands et les Français, a persuadé à nos voisins d'attaquer l'Abyssinie par le sud-est. Elle a favorisé son établissement à Obbia (traité avec le sultan, en 1889), à Magadoxo, puis, en sacrifiant quelques-uns de ses droits sur la côte des Somâli, en obtenant des concessions du sultan de Zanzibar (septembre 1893), sur tout le rivage jusqu'à l'embouchure de la Djouba. Le roi Humbert a complété ces acquisitions par des traités, notamment avec le Harrar, sur lequel nous avions des prétentions (mai 1894); on vise maintenant Afar, Danakil, le Choa et Kaffa. Mais il est à remarquer que les Anglo-Saxons ne se montrent guère disposés à appuyer effectivement une expédition contre Ménélik, qu'ils ont gardé, avec Socotora sur le chemin de l'Inde, la vraie route du Soudan égyptien et des lacs, le pays des Gallas.

Les statistiques des deux nations alliées attribuent à l'Italie dans l'Afrique du Nord-Est des territoires de 1,500,000 à 2,000,000 de kilomètres.

carrés, peuplés d'environ 8,000,000 d'habitants. Certes, ce ne serait pas là un trop gros fardeau, eu égard aux besoins et à la puissance de la Péninsule; mais il faut bien dire que ces possessions sont, en réalité, beaucoup moins importantes. Les côtes seules sont occupées; et l'on peut estimer que l'Érythrée renferme 10,000 à 11,000 kilomètres carrés avec 72,000 habitants, le pays Somali et les terres de protectorat abyssin 80,000 kilomètres carrés et 150,000 âmes. Ce sont des colonies inhabitables pour des Européens, parce que le rivage, seul accessible, est, malgré le voisinage du fossé de la mer Rouge, soumis au véritable climat saharien : on y a constaté des écarts de température de 25 degrés centigrades dans le même jour, des maximums de plus de 50 degrés, et la sécheresse y est presque continuelle. L'intérieur offre plus de ressources; le relief s'accroît vite, amène les précipitations, permet des cultures, comme au Choa et à Kaffa, où l'on a planté avec succès le coton et le café. Mais l'œuvre de pénétration est ardue, parce que le refoulement des indigènes est très difficile : par le nord-ouest, les Italiens ont à triompher des Mahdistes, plus guerriers et nomades que commerçants; au sud, il leur faut traverser plusieurs centaines de kilomètres carrés de steppes,

et en venir aux mains dans un pays de plus en plus accidenté avec les Éthiopiens aguerris. Peut-être même convient-il de ne pas voir sous un trop beau jour l'avenir purement commercial de ces contrées. Le débouché naturel de l'Abyssinie, comme du Soudan d'Égypte, a toujours été et redeviendra, quand les Mahdistes seront vaincus, la vallée du Nil.

L'empire italien d'outre-mer offre, en somme, plus d'un point de ressemblance avec celui de l'Allemagne. Il est aussi incomplet, quoique peut-être bien plus coûteux, formé avec moins de rapidité et de fièvre. Il a le caractère des œuvres édifiées trop tard et à tout prix. La vraie expansion de la Péninsule réside bien plutôt dans l'émigration des nationaux vers les pays tempérés et déjà civilisés de l'Amérique. L'Italie pourra-t-elle jamais dévier cet exode vers des établissements méditerranéens qui prêteraient au peuplement et au commerce, comme la Cyrénaïque? Ce résultat n'est pas à prévoir à l'heure actuelle, quand il n'aurait contre lui que l'entente des puissances, y compris l'Angleterre, pour le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman.

CHAPITRE X

QUELQUES IDÉES SUR LA CONTINUITÉ DES DOCTRINES ET DES PRATIQUES COLONIALES EN FRANCE

Un lieu commun inventé au siècle dernier, répété depuis avec insistance, entré aujourd'hui parmi les idées courantes du public, consiste à prétendre que les Français n'ont pas le génie colonial, et que la France n'a d'ailleurs pas besoin de colonies. Ces opinions, qui ont jusqu'à ces derniers temps paralysé notre activité au delà des mers, sont le fait des discussions entamées dès le dix-huitième siècle, selon la tendance générale de cette époque, sur les questions de savoir « in abstracto » si l'on doit coloniser et comment on doit coloniser. Elles proviennent, en outre, du parti pris d'admiration exclusive de certains économistes contemporains à l'endroit de la colonisation commerciale anglaise, regardée comme libérale parce qu'elle se donne cette épithète. Et ce

préjugé se complique de la manie d'établir des formules que l'on applique à tous les pays, sans souci aucun de l'histoire et de la géographie. Il est très regrettable que ces manières de penser se soient surtout acclimatées chez nous, avec l'aide de la mode et des suggestions habiles de nos rivaux en puissance maritime. Rien ne rend faible, impuissant, comme l'habitude de raisonner perpétuellement le droit sans considérer le fait, comme celle de se dénigrer avec complaisance. On veut essayer de prouver dans ce dernier chapitre, par un examen impartial de notre passé et de l'état actuel de nos possessions, qu'à l'heure où l'action se commande sous peine de déchéance, la France ne peut ni douter d'elle ni désespérer. Nous avons été un peuple éminemment colonial; nous avons même trouvé le mode d'expansion vraiment utile à notre pays et vraiment moral. Nous avons ce que l'on appelle ailleurs des traditions inspirées par la situation et la nature de notre sol. Il faut rompre avec les ergotages pour y revenir, ne pas nous laisser voler par d'autres le bénéfice de maximes de légitimité et de civilisation qui sont nôtres parce que nous les avons trouvées et appliquées avant tous.

Sans doute, l'aptitude des Français à coloniser

a varié comme nous avons vu faire celle de tous les peuples, sauf les derniers entrés dans la lutte. L'état politique, la nature des ressources de la France n'ont pas été toujours les mêmes. De plus, elle a subi l'influence de l'état de choses contemporaines dans des proportions particulières; elle tient à l'Europe bien plus que la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la Hollande et même la Russie, et nous verrons que la nécessité perpétuelle de partager son attention et ses efforts entre la mer et la terre explique presque tout des vicissitudes et des revers de son histoire coloniale. Mais la nature a doté notre pays d'avantages dont l'effet peut être permanent.

On a souvent remarqué que sa situation et son relief le rendent très propre à l'unité, sa forme et son développement de côtes sur deux mers très propres à la vie maritime. Il n'y a en Europe continentale que l'Espagne d'aussi favorisée, et encore son climat, ses habitudes de vie politique y ont toujours plus ou moins entravé l'énergie, empêché la conspiration des volontés. Nous ne voulons pas dire que l'unité ait toujours été réalisée en France, ni qu'elle ait tourné d'abord et exclusivement à une action navale et coloniale commune. Certaines de nos provinces intérieures ont longtemps vécu à

part. Certaines de nos populations littorales se sont dressées tard ou par à-coups, parce que la nécessité de descendre sur l'Océan n'a jamais été la même pour aucune, que tantôt la Méditerranée, tantôt l'Atlantique ont été des centres; tantôt la Provence, tantôt la Normandie et la Bretagne des comptoirs de commerce. Il faut même noter que notre patrie n'a pas régulièrement constitué un point de départ d'où les nationaux allaient commercer, exploiter et peupler au dehors. Elle fut, au moyen âge, un lieu de transit, un chemin de trafic par terre, avec seulement quelques ports et de grands courants d'échanges du sud au nord. Mais au moment où les découvertes du quinzième siècle ouvrirent la voie aux véritables entreprises coloniales, il y avait une communauté française; bien avant que l'Espagne, la Hollande, les États britanniques surtout se fussent groupés, Paris avait la même existence que Rouen, Bordeaux ou Marseille. Nous étions également armés pour l'expansion au nord, à l'ouest et au sud, et à défaut d'entente explicite et complète entre nos marins, il existait du moins un lien d'intérêt général, chaque jour plus accentué, qui les unissait les uns aux autres et tous aux habitants de l'intérieur.

La colonisation implique toujours le peuple-

ment dans une certaine mesure. La première difficulté à vaincre quand on veut s'établir en terre d'outre-mer, est d'y acclimater des nationaux, au moins en petit nombre et provisoirement, soldats et fonctionnaires chargés d'opérer la conquête ou de diriger l'exploitation. Jusqu'à nos jours, on a fait fi des indications précieuses que fournissent en ces matières la météorologie et la géographie médicale; aux siècles derniers notamment, toutes les métropoles ont entrepris trop à l'aveugle non seulement d'occuper militairement ou de mettre en valeur par les indigènes, mais de remplir de leurs habitants des contrées du Nouveau Monde, d'Afrique et d'Asie. Il y eut partout des déceptions et des désastres, mais on constata que les Français étaient les moins maltraités, malgré l'extension et la variété de leurs tentatives. C'est que le climat de leur sol natal est varié jusqu'aux plus fines nuances. Il offre la transition entre les régimes marin et continental tempérés, et il subit les effets de multiples accidents de relief et d'exposition. Il arme les natifs à la fois d'endurance et de souplesse. Les Espagnols souffrent plus de l'humidité à l'étranger que les habitants de la Gascogne, et les Provençaux peuvent se plier aussi bien à des chaleurs et des sécheresses exces-

sives (1). Les Anglais, vivant sur une terre constamment tiède et arrosée, résistent bien plus mal dans les colonies aux chauds et aux froids exagérés, aux brusques écarts de température, que les gens de Lorraine; et les Bretons, les Normands sont déjà préparés dans une certaine mesure, comme leurs voisins d'outre-Manche, à subir le climat tropical humide.

Il a plu à quelques-uns de tirer une objection contre les entreprises coloniales de notre richesse agricole. Nous sommes, a-t-on dit, un peuple essentiellement terrien; le sol dont ils vivent retient toujours les hommes, et telle est chez nous la prédominance des ressources qu'offre la culture, que ceux-là mêmes qui ne sont pas propriétaires trouveront toujours à s'employer à la terre. Il est évident que nos paysans émigrent peu, quoique cet attachement à leur bien dont on parle soit dans certaines provinces à la merci d'une mauvaise année. Convenons même que les entreprises agricoles n'occuperont jamais assez, chez nous, de capitaux et de bras. Mais que l'on ne ferme pas de parti pris les yeux sur les facilités que nous procure pour l'expansion cette nature particulière de

(1) Témoin l'expansion des Basques en Argentine, des populations méditerranéennes en Algérie.

nos ressources. Le travail des champs produit de forts organismes, et bien de ces énergies sont perdues quand nos compatriotes le quittent pour aller végéter dans les villes. On trouverait facilement parmi ces déclassés spéciaux les hommes vigoureux et sans liens qu'on demande. Les Alsaciens-Lorrains privés tout à coup de leurs propriétés par la guerre ont été d'excellents colons en Algérie. Puis il nous semble que nous possédons, en tant que peuple agriculteur, deux grands avantages sur les autres métropoles. C'est d'abord que nous n'avons pas besoin, comme l'industrielle Allemagne ou l'Angleterre, de rechercher pour vivre le trafic universel, de coloniser fiévreusement, à tout prix, au risque des mécomptes que se ménage parfois même la souple expérience britannique. Nous ne sommes pas inquiets du lendemain, nous pouvons choisir, raisonner, faire des entreprises scientifiques sûrement profitables, sinon d'une rémunération immédiate. Et cette faculté n'est point à dédaigner même en un temps où il faut prendre avant tout, puisque nous avons dans beaucoup des contrées libres encore des droits qui arrêtent les convoitises impatientes. D'autre part, l'histoire coloniale de la France, pays riche surtout de cultures, présente un carac-

tère particulier de stabilité et de force. Nous avons toujours pu, après nos désastres, renouer avec le passé parce que nous possédions des titres, laisser en beaucoup d'endroits le souvenir de maîtres bien accueillis pour n'avoir pas cherché que leur profit. Ces traditions et cette réputation sont des armes à utiliser.

Nous n'insisterons pas sur ce fait que la France a toujours eu une marine commerciale de premier ordre. Elle n'est pas obligée de consacrer autant d'argent que d'autres aux entreprises d'industrie. Si elle a disposé de flottes que ses adversaires n'ont jamais pu détruire entièrement, qui se sont, comme au dix-huitième siècle, reconstituées à mesure des pertes, c'est qu'elle ne manque pas d'aptitudes. On peut dire également que ses hommes d'État lui ont donné des navires pour qu'elle ait des colonies, et qu'elle a eu des colonies parce qu'elle était en état de construire et d'armer des navires. Elle n'a guère été devancée qu'en ce siècle de la vapeur et du fer, et encore parce que sa situation dans le monde, les exigences de la politique lui ont imposé le devoir d'augmenter plutôt ses escadres de combat que le nombre de ses transports. En Allemagne, c'est le gouvernement qui commande les voyages.

Il s'est toujours trouvé chez nous, comme en Angleterre et en Hollande, des particuliers pour aller spontanément au loin.

La Gaule fut ouverte au commerce et à l'industrie par les Phéniciens et les Grecs, unis pour la première fois par l'émigration, l'administration et les travaux publics romains. Dès le commencement de l'Empire, Lyon y était le centre d'une activité intérieure remarquable : mais on vit en même temps les hommes en déborder au dehors avec les produits pour coloniser certaines parties de l'ancien monde. Cette tendance à l'expansion était si bien un privilège du sol, que les Francs dominèrent tout de suite les autres barbares d'Occident, réglèrent leurs rapports, en vinrent au temps de Charlemagne à communiquer le plus avec les Arabes, à incarner pour eux l'Europe. La féodalité brisa une union forcée, pendant que les invasions sarrasines, normandes, hongroises coupaient les routes de l'émigration et du commerce. Elle aida du moins à la renaissance sous l'Empire du besoin de l'agriculture et de l'industrie locales, aboutit à former des agglomérations majeures qui répondaient à des régions naturelles, préparaient le groupement futur. Les croisades donnèrent lieu pour les Français à de véritables colonies, abris

des pèlerins, comptoirs de commerce, ou fiefs pour des seigneurs, amenèrent le progrès des connaissances géographiques, la reprise des rapports avec le Levant. Elles coïncidaient heureusement avec l'augmentation des ressources de notre pays; installation sur nos fleuves de sociétés de bateliers, établissement de routes, progrès des villes, des corps de métiers et de l'industrie, extension du domaine royal jusqu'aux deux mers. Au treizième siècle la France était en relations de négoce avec l'Angleterre, l'Irlande, les Hanses, Gênes, Amalfi, Pise et la Méditerranée orientale. Avec de nouveaux progrès de l'unité au quatorzième siècle, on vit apparaître les traités commerciaux, les tarifs protecteurs, les primes à l'exportation, les grandes associations de trafic, qui décelaient une solidarité plus complète entre nos provinces de terre et de mer. L'apprentissage maritime se poursuivait; en 1402, Jean de Béthencourt découvrira les Canaries pour le roi de Castille. La guerre de Cent ans ne fit que restreindre notre activité, la dévier vers le sud, et la prise des ports de l'Océan par les Anglais ne nuisit pas partout à nos marins, qui n'eurent après eux qu'à prendre la suite des opérations engagées. Quand les négociants se furent mis avec Jacques Cœur à

l'école des Italiens, que Louis XI eut refait et complété l'union, guéri les blessures de la guerre, les Portugais et les Espagnols ne se trouvèrent pas en meilleure situation que nous pour coloniser.

Il ne faut pas regarder comme des œuvres nationales les voyages exécutés par les Dieppois à la fin du quinzième et au commencement du seizième siècle. Que Jean Cousin ait été en Amérique (?) et sur la côte occidentale d'Afrique (1488-99), Gonneville et les Ango au Brésil (1503-23), Jean Parmentier à Madagascar, à Sumatra et jusqu'aux Moluques (1529), cela prouve seulement qu'il y avait sur certaines parties du littoral français des négociants préparés à se risquer sur les voies déjà frayées par les découvertes. Le même souci d'intérêt personnel poussa d'autres marins à se joindre à Magellan. Aucune des entreprises de ce genre ne fut soutenue par la population ou même par l'État, sauf peut-être celles de Verazzano en Géorgie (1520-27), de Cartier et Roberval au Saint-Laurent, au Cap-Breton et à l'île d'Orléans (1534-42) : ceux-ci eurent des lettres patentes du Roi. Ce furent encore des tentatives privées que les établissements religieux essayés sur l'ordre de Coligny à Rio-de-Janeiro par Villegagnon (1555); ils échouèrent par vice d'organi-

sation, parce que les deux éléments rivaux, protestants et catholiques, se trouvaient représentés dans l'expédition. Dans la seconde moitié du siècle, les Marseillais Thomas Lynch et Carlin Didier n'obéirent aussi qu'à leur propre inspiration en fondant près d'Alger le Bastion de France (1560). Ce n'est pas que l'intérêt fit alors défaut chez nous aux longs voyages; M. Deschamps (1) a compté qu'il y parut, de 1494 à 1624, près de 300 livres sur les terres nouvelles. Mais la curiosité n'était encore que toute spéculative, affaire de mode à la cour, lentement propagée des provinces maritimes à l'intérieur. On faisait en Normandie des « portulans » pour les trajets au longs cours; mais on se contentait à Paris de collectionner des « nouvelles » et des histoires de sauvages, avec cet amour de connaître qui fut un des côtés de la Renaissance. D'autre part, les guerres d'Italie, la lutte contre la maison d'Autriche, bien qu'elle ait eu une face maritime, puis les guerres de religion, détournèrent la pensée des gouvernants. La France commençait à payer le prix de sa position géographique. Nous ne voyons pas ce qui eût pu triompher dans ces circonstances de la terreur naturelle

(1) *Histoire de la question coloniale en France*. Paris, 1892.

qu'éprouvent à s'expatrier des gens chez qui grandissent malgré tout l'agriculture, l'industrie et le commerce (1).

Il faut toutefois relever dans cette première période de notre histoire coloniale, qui s'étend jusqu'à Henri IV, de précieuses indications pour l'avenir. On voit apparaître déjà la notion de solidarité des nationaux à l'étranger. En 1562-65, Ribaud et Laudonnière font trois expéditions en Floride; le désastre de la dernière est vengé sur les Espagnols par un Basque de Mont-de-Marsan, D. de Gourgues. En même temps, naît l'opinion qu'il faut prendre sa part du Nouveau Monde suivant les droits acquis par les explorateurs. Il se fonde une tradition pour le Canada, l'Amérique du Sud, l'Afrique occidentale; François I^{er} raille la ligne de marcation; Catherine de Médicis correspond avec les ambassadeurs en Espagne au sujet de la Floride. On croit enfin que les acquisitions doivent avoir pour but autant l'expansion de la race que le commerce ou la propagation de la foi catholique: François I^{er} envoie du monde en Amérique. Ce sont bien là des maximes spéciales à nous, qu'on ne soupçonnait encore nulle part, que

(1) Voir PIGEONNEAU, *Histoire du commerce français*, t. II.

ni leur terre ni le passé historique ne pouvaient faire découvrir à des marchands ibériques, néerlandais, britanniques.

Sous Henri IV se précisa l'idée coloniale. Ce prince eut personnellement le souci de l'industrie et du commerce intérieur, mais il exprima à plusieurs reprises, en présence des progrès de l'Angleterre et de la Hollande, l'opinion qu'il fallait prendre ceux des pays nouveaux où nous nous étions acquis des titres. Sully, surtout occupé par l'agriculture nationale, se prononça, pour les domaines de plantations, pour ceux particulièrement qu'il était possible de peupler par l'envoi de condamnés ou autrement. Ces principes gagnaient le public, se faisaient admettre à côté de la stérile curiosité et des vagues appréhensions. Lescarbot écrivait dans son *Histoire de la Nouvelle-France* (1611) « La plus belle mine que je sache, c'est du bled et du vin avecque la nourriture du bétail, la pêche et les pelleteries. » A cette critique toute française de l'expansion espagnole, Monchrestien ajoutait une profession de foi plus nette : on doit, selon le *Traité d'économie politique* (1615), « planter et provigner au loin de nouvelles Frances » qui aideront au commerce d'exportation et « à la richesse de cet État », qui conduiront à

avoir une forte marine nécessaire pour les guerres européennes. On vit l'action générale, commune déjà, se tourner vers le Canada ou les terres que l'on supposait, faute de connaissances, se prêter comme lui à l'acclimatation. Les expéditions du marquis de la Roche au Saint-Laurent (1598), de Ravardière en Guyane (1604), surtout celle de Champlain qui aboutit à la fondation de Québec (1608), furent de véritable entreprises nationales. Les efforts privés continuaient, mais avec intervention de l'État : en 1595, des Dieppois et des Rouennais fondent une compagnie pour le commerce de la Guinée, de l'Angola et du Brésil; en 1604, une compagnie des Indes orientales essaye de se constituer avec l'appui du Roi, et, cette même année, un édit décide que le négoce de mer ne déroge plus.

Ce fut sous Louis XIII définitivement que l'État prit en main chez nous la direction des entreprises coloniales. Les efforts des particuliers passent alors au second plan, la France devient une vraie métropole après l'Espagne, le Portugal et la Hollande, avant la Grande-Bretagne. De 1622 et 1633 datent la prise de possession de la Gambie et la fondation de Saint-Louis du Sénégal. En 1636 s'élève le premier fort de Cayenne, seul ter-

ritoire conservé dans l'Amérique du Sud. Entre 1625 et 1640, on occupe aux Antilles Saint-Christophe, Antigua, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Guadeloupe, la Martinique, la Dominique. Le Canada et le Bastion-de-France, un moment perdus, furent recouverts en 1632 (traité de Saint-Germain avec l'Angleterre) et 1640. Remarquons que l'action a surtout pour buts l'Afrique et les îles ou contrées du Nouveau Monde. Elle est très distincte de la curiosité de mode, qui s'adresse alors plus à l'Orient (1) ouvert depuis la fin de la domination portugaise, et où vont déjà les expéditions privées des missionnaires et des commerçants. Nous sommes bien en présence, désormais, d'une œuvre raisonnée, nationale, sinon encore fondée sur des connaissances géographiques suffisantes.

Ce changement décisif a été avant tout l'œuvre de Richelieu, secondé par le courant d'opinion que nous avons vu s'établir pendant la période précédente. Le cardinal comprit à merveille l'aptitude de la France à l'expansion, l'avantage pour elle de posséder deux côtes, la possibilité de trouver dans un pays d'agriculture des émigrants volontaires, à

(1) DESCHAMPS, *Ouvrage cité*.

condition de proposer un but et des récompenses. Il envisageait la colonisation à la fois en elle-même, et comme un moyen de donner plus de force à la marine, nécessaire dans la lutte politique contre la maison d'Autriche, dans la concurrence commerciale à la Hollande et à l'Angleterre. Dès qu'il devient « grand maître et surintendant du commerce et de la navigation en France » (1626), apparaît le souci permanent de combattre par des actes le travail des autres puissances au delà des mers, et l'on peut bien dater de son ministère le vrai partage des terres nouvelles. Il eut le premier une diplomatie coloniale dont les principes ont été résumés par son principal agent, Razilly, en ces deux mots : « Secret et prudence. »

Le procédé employé par Richelieu pour la mise en valeur fut celui des grandes compagnies privilégiées, que toute l'époque imitait de la Hollande. En 1627, furent fondées la « Compagnie des cent associés ou du Canada », et celle « des îles d'Amérique » ; en 1642, une compagnie « d'Orient », pour ne parler que des principales. S'il fallait comparer ces sociétés aux institutions coloniales des autres peuples avant le dix-septième siècle, nous les rapprocherions de préférence des mono-

poles d'État créés par les Espagnols et les Portugais. La clause de foi et d'hommage au Roi est en tête de toutes les chartes. L'organisation est réglée jusqu'à ses moindres détails par le ministre, de telle sorte qu'il n'y a vraiment octroi que de l'exploitation très surveillée de domaines royaux. Question de mœurs politiques d'un pays; esprit d'autorité, de centralisation chez le ministre. Les compagnies françaises furent bien réellement moins libres, sinon plus mal établies que celles des Néerlandais, ou plus tard des Anglais. Mais combien plus nombreux étaient leurs buts d'action, combien nouveau, libéral, vraiment colonial et français l'esprit qui présidait à leur développement!

Leur caractère distinctif est qu'elles ne furent pas, et ne devinrent jamais exclusivement des associations de commerce plus ou moins tenues en laisse par le gouvernement. Elles se proposaient de peupler, d'initier au point de vue politique et moral, de civiliser en un mot, suivant des maximes dont revendiquent aujourd'hui la paternité ceux qui ne furent jamais précisément que des brasseurs d'affaires. Richelieu n'a pas négligé l'utile, méconnu de quel profit sont pour une métropole de puissantes flottes de trafic ap-

puyées par une marine de guerre. Il a fait appel à toutes les énergies et à tous les capitaux, jusqu'à engager la noblesse en foule dans des entreprises comme celle de la Compagnie des Cent associés. En même temps, il octroyait des privilèges aux Français qui voulaient émigrer même pour un temps, assurait, par exemple, le rang de maîtres, à leur retour, aux artisans qui allaient durant un certain nombre d'années exercer leur métier aux colonies. Razilly, son porte-parole souvent, blâmait en toute circonstance les marchands « qui ne cherchent que le profit présent ». A l'avènement de Louis XIV, on estime qu'il y avait aux Antilles, devenues riches pays de culture, 7,000 de nos compatriotes. Voici surtout une clause de la charte de la Compagnie des Cent associés dont l'invention n'est certes pas britannique, qui résume déjà, au contraire, les traditions spécialement suivies par nous jusqu'aujourd'hui : « La descendance des Français qui s'habitueront aux dits pays, *ensemble les sauvages* qui auront connaissance de la foi et en feront profession, seront censés et réputés naturels Français, et *auront mêmes droits que les regnicoles* (1). » C'est bien la

(1) La même clause fut répétée par Colbert dans la charte de la Compagnie des Indes occidentales de 1664.

règle d'égalité que l'on prétend être née en notre siècle de l'autre côté de la Manche, que l'on propose même à notre imitation. Chez nous, elle n'est heureusement contredite ni par le sol, ni par l'histoire. Nous avons seulement substitué à l'éducation religieuse, essentielle il y a deux cents ans, les habitudes de charité naturelles à un peuple que nourrit surtout le travail des champs.

La France continua sous Louis XIV d'agir suivant ces principes. En même temps commençait la lutte directe contre la Hollande, puis l'Angleterre. Il faut remarquer que cette rivalité se mêle déjà étroitement aux affaires européennes, que la querelle pour la succession d'Espagne est, par un côté, compétition coloniale, que nos adversaires inaugurent aussi la tactique consistant à nous créer des complications sur le continent, pendant qu'eux-mêmes nous échappent plus ou moins par leur situation géographique. Là réside l'unité des événements jusqu'en 1715.

La prédilection de l'État ne cessa pas de se marquer pour les colonies de peuplement d'Amérique, d'autant plus qu'elles restaient à couvert par leur force de résistance individuelle des hasards de la guerre maritime. En 1664, fut réorganisée sur des bases nouvelles la Compagnie des

Cent associés, qui prit le nom de Compagnie des Indes occidentales. L'Acadie fut rendue par les Anglais au traité de Bréda (1667). La Nouvelle-France comptait, en 1688, 12,000 colons. Les voyages de Joliet et Marquette le long du Mississipi jusqu'à l'Arkansas (1673), de Cavelier de la Salle jusqu'à l'embouchure du fleuve (1671-87), eurent pour but d'étendre nos domaines; ils se rattachent curieusement aux anciennes découvertes par la préoccupation qu'eurent les explorateurs au début de vérifier si le Mississipi ne finissait pas dans la mer Vermeille, ne constituait pas une route pour atteindre l'Extrême-Orient. Aux Antilles, on occupa Grenade, Sainte-Croix, Sainte-Lucie, Tabago; et les prescriptions du Code noir y installèrent définitivement la culture par main-d'œuvre africaine. La Guyane reçut plusieurs convois d'émigrants, mais on vit s'étendre le champ d'action. De 1664 est une compagnie des Indes orientales, de 1679 une du Nord, de 1673 une du Sénégal, de Guinée et de l'Asiento. Madagascar fut abordée (1643-49), Bourbon prise en 1671, l'île de France reçut des colons en 1715. En 1686, il y eut un traité avec le Siam. A la fin des entreprises et de la guerre contre l'étranger, nous nous trouvions encore, malgré les pertes

forcées d'Utrecht, au premier rang des puissances coloniales. Il y avait eu malheur, non relâchement; la marine ne se trouvait pas réellement compromise ni le pays affaibli pour longtemps.

Le principal inspirateur de la politique coloniale dans cette seconde moitié du dix-septième siècle a été Colbert. Louis XIV le laissa agir dès 1661. En 1669, il fut chargé de la marine, du commerce et des colonies, et déploya toujours dans ces fonctions autre chose que le zèle et la puissance de travail d'un bon commis. Seignelay, formé à son école, prit sa succession. Enfin on se représenterait à tort Louvois comme ayant mené, à partir de 1683, la réaction contre son œuvre. Ce dernier ne fut pas un anticolonial, ni exclusivement un adepte de la guerre européenne. Il ne gêna en rien notre expansion, puisque l'on vit se continuer jusqu'à la mort du Roi les fondations de compagnies (1), et qu'en 1703, trois cents navires entretenaient avec les possessions d'Amérique un commerce de 25 millions de livres. Des habitudes nationales étaient prises, bien que le pays fût resté

(1) Il a existé jusqu'en 1789, dans toutes les puissances, cinquante-cinq compagnies de commerce, presque toutes françaises. Les échecs sont toujours venus du manque de capitaux ou du mauvais choix des colonies; ils ne prouvent rien contre notre activité, ni même contre notre aptitude.

surtout agricole, même après les innovations commerciales et industrielles de Colbert. Il n'y avait encore d'opposition ni dans les gazettes, ni dans les ouvrages. Les gentilshommes, exempts d'impôts, plaçaient leurs fonds dans les entreprises. L'éducation de nos marins était parfaite. La seule entrave vint, après la mort du ministre, des guerres continentales que nous ne pouvions fuir à cause de la position du royaume, et que multiplia l'orgueil du Roi.

L'originalité de Colbert consiste en ce qu'il dédoubla, pour ainsi dire, le système de Richelieu. La France eut désormais des colonies de peuplement ou de culture administrées directement, qui furent de véritables extensions de la métropole au delà des mers, et des colonies d'exploitation commerciale réservées aux compagnies. Le Canada, Bourbon, la Guyane et le Sénégal, que l'on croyait également propres à l'habitat pour des Européens, relevèrent directement de la couronne. Le Canada, en particulier, eut un gouverneur, un lieutenant général, un conseil supérieur de justice et le droit de suivre la coutume de Paris. Tracy, de Courcelles, Talon, au Sénégal, André Brûe, ont laissé le renom d'admirables fonctionnaires généraux. En même temps subsistaient ou étaient créées des compa-

gnies. Celle des Indes orientales date de 1664. Colbert croyait qu'il faut dans les terres nouvelles s'assurer par beaucoup de vaisseaux l'exercice d'un privilège commercial. Il fut protectionniste intransigeant dans nos possessions comme en France, recommanda souvent d'en « chasser les étrangers », inaugura chez nous ce qu'on a appelé le « pacte colonial », le procédé suivant lequel les colonies sont des dépendances économiques, des instruments de richesse de la métropole. C'était une conséquence de la fausse théorie de la « balance du commerce », de la croyance, générale alors, qu'on doit acheter beaucoup moins qu'on ne vend. Mais il faut convenir, d'autre part, que la nécessité parlait. Le principe n'était qu'un moyen, ne nous a valu des mécomptes que pour n'avoir pas été appliqué avec fermeté.

En 1715, la France était en excellente position en Amérique, aux Antilles, aux Indes orientales et en Afrique. Le dix-huitième siècle et le dix-neuvième jusqu'à la chute de Napoléon sont l'époque de son duel maritime avec l'Angleterre, qui avait déjà triomphé de l'Espagne et de la Hollande. Nos échecs et nos pertes sanctionnées par les deux traités de 1763 et de 1814 ont été dus beaucoup moins à la disparition de nos aptitudes et de notre

ESCUELA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS

BIBLIOTECA

activité coloniales qu'à des circonstances très défavorables. Notre pays s'est trouvé engagé dans des complications européennes de plus en plus grandes, pendant que la Grande-Bretagne était presque sans attaches continentales. Les guerres continuelles et l'état des finances furent cause qu'on n'eut qu'assez peu d'argent à donner aux flottes; et celles de nos voisins, sensiblement supérieures à partir de 1748 malgré nos alliances et les efforts de certains ministres, purent bloquer nos colonies. Nos théâtres d'action étaient plus nombreux et plus disséminés qu'auparavant. Enfin des désastres répétés ruinèrent la prospérité vivace de nos ports, découragèrent dans une certaine mesure l'opinion publique, travaillée d'autre part, rendue hésitante par les théoriciens et les publicistes. Il n'y eut à aucun degré mauvaise volonté spéciale des gouvernants, ou défaillance générale d'une nation dressée de longue date, intéressée tout entière maintenant aux entreprises lointaines.

Pour les adversaires français de la colonisation, les clauses de la paix de 1763, qui nous prit la Nouvelle-France, une partie des Antilles, le Sénégal et l'Inde, résument notre action au delà des mers sous le règne de Louis XV. Bien à tort, selon nous. On ne saurait trop insister, au contraire, sur

l'état prospère du Canada, qui comptait en 1721 25,000 Européens, et 54,000 en 1759, accroissement produit par l'émigration plus que par les naissances. En 1717 fut fondée la Nouvelle-Orléans. Aux Antilles, il y avait 50,000 blancs et 296,000 noirs de plus en 1754 qu'en 1701, et les îles entretenaient avec nous un commerce de 150 millions de livres (1). Cinq expéditions furent faites à Madagascar de 1740 à 1773, qui n'eurent pas toutes pour but la défense. Dans l'Inde fut organisé le mode de conquête et de mise en valeur qu'a adopté la Grande-Bretagne après nous avoir dépossédés. Martin et Lenoir (1674-1726) étaient déjà intervenus avec succès dans l'anarchie indigène, quand Dumas (1735-1741) se fit conférer par le Grand Mogol le droit de battre monnaie et de lever des troupes hindoues. Dupleix, gouverneur général en résidence à Pondichéry, perfectionna ces procédés, les compléta par une entente avec la Réunion et Bourbon, put résister longtemps aux Anglais sans être secouru.

Après la défaite, le gouvernement de Louis XVI ne resta pas inactif. On eût pu, certes, après la

(1) Les chiffres correspondants pour l'Angleterre sont 70,000 blancs et 170,000 noirs de population totale, et 60 millions de livres d'échanges.

reconstitution de notre marine, tirer meilleur parti des voyages en Océanie de Bougainville qui toucha les Nouvelles-Hébrides, la Nouvelle-Guinée et l'archipel Salomon (1768), de La Pérouse qui aborda à Botany-Bay (1787) (1). Ce furent surtout des entreprises scientifiques, trop voisines des événements révolutionnaires. Mais il ne faut pas oublier la tentative du comte Beniowski à Madagascar, un traité avec l'empire d'Annam. En 1786, 1,219 navires faisaient avec les colonies un commerce de 300 millions de livres, contre 25 en 1716 pour des possessions plus étendues. Les renonciations du traité de Versailles, par lesquelles nous nous engageons à ne rien entreprendre dans l'Amérique du Nord, et abandonnions le roi de Mysore aux vengeances britanniques, s'expliquent par le découragement que produisait la situation financière. C'était l'époque où Calonne rétablissait, pour avoir de l'argent, le monopole de la Compagnie des Indes supprimé en 1770. Puis certains succès de l'Angleterre dans la guerre d'indépendance américaine nous condamnaient au désintéressement ; nous n'étions plus, malgré nos alliances, malgré la ligue des neutres, les premiers sur mer.

(1) L'exploration de d'Entrecasteaux à la terre de Van-Diemen est de 1791.

Il court, sur l'indifférence coloniale de l'État et des Français au dix-huitième siècle, beaucoup d'anecdotes et de mots prétendus caractéristiques. Quand on répète, d'après Voltaire, que la perte de « quelques arpents de neige au Canada » nous fut légère, on oublie trop facilement qu'il fut souvent, plus que tout son siècle, ami du trait d'esprit, superficiel, porté à l'exagération. Le mot du ministre Berryer à Bougainville : « Monsieur, quand le feu est à la maison, on ne songe pas aux écuries », ne fait que résumer vivement les conditions générales de la politique d'alors. En réalité, les Français savaient ce que valaient leurs colonies, les défendirent de tout leur pouvoir et les regrettèrent. Elles étaient un legs des gouvernements précédents, une condition de la richesse nationale, et les rois croyaient qu'il fallait en avoir, comme faire la guerre, pour maintenir la France en son rang. Des compensations furent cherchées, des efforts accomplis après le traité de Paris comme avant. Louis XV fut assez indifférent à tout ce qui n'était pas son plaisir ; Louis XVI manqua d'intelligence et d'esprit de suite. Au moins laissèrent-ils agir leurs ministres. Après Dubois et Fleury, Choiseul, puis de Vergennes se montrèrent adversaires déclarés de la Grande-Bretagne. Le premier

établissait dans un mémoire au Roi de 1765 que « la véritable affaire était la guerre aux colonies », parlait d'une descente en Amérique. Il fut sérieusement question en 1763 d'une entreprise en grand dans la Guyane, et les documents inédits des archives coloniales prouvent qu'on avait le souci de la tenter scientifiquement : des conseils furent demandés au botaniste Adanson. Les compagnies étaient partout soutenues. Celle des Indes entrava beaucoup plus que ne fit l'État La Bourdonnais, Dupleix et Lally-Tollendal : les actionnaires ne voulaient pas que leur argent fût employé à faire de la politique, et firent tous leurs efforts contre les gouverneurs à initiative, jusqu'à retarder en 1740 et 1759 l'arrivée de secours (1).

Les principes d'action étaient les mêmes en somme qu'à l'époque de Colbert. Montesquieu (*Esprit des lois*, XXI, 21) se prononce pour la colonisation commerciale. Mais l'idée de peupler, de civiliser persiste. En 1764, Turgot adressait à Louis XV, au sujet de la Guyane, un mémoire d'après lequel on doit avant tout s'appliquer à

(1) Voir le détail dans DESCHAMPS, *ouvrage cité*, p. 237. — Le même conflit d'intérêts se produisit pour la compagnie anglaise, mais le gouvernement britannique put prendre en main la politique et se faire payer peu à peu, par une renonciation complète, des services rendus au commerce de la Compagnie.

« gagner le cœur » des Indiens en garantissant leurs personnes et leurs propriétés. Le libéralisme faisait en même temps plus de progrès chez nous que partout ailleurs. De 1784 est un édit qui proclame libre avec l'étranger le commerce des colonies administrées directement et dotées d'une force armée. Il y eut véritablement impuissance et erreur de science plus que manque de bonne volonté.

Toutefois, une influence néfaste fut exercée en France avant la Révolution par l'esprit de discussion et de théories. Il a tué pour jusqu'à nos jours le vieux sens pratique de la race, engendré des dissidences, des défections dont a profité notre rivale maritime. Nous voulons parler à la fois des ouvrages entachés de sensiblerie et de philosophie, dont Boisguillebert et l'abbé de Choisy avaient fourni les premiers modèles dès le règne de Louis XIV, et des publications encyclopédiques ou autres inspirées par un faux esprit scientifique. Ces dernières furent les plus dangereuses. Des boutades comme celles de Rousseau sur le bonheur des populations laissées à l'état de nature, eurent encore moins d'effet que la recherche abstraite d'un principe de colonisation applicable à tous les temps et à tous les pays. Les batailles de physio-

crates contre ploutocrates, de partisans de l'ancien système protectionniste contre libre-échangistes nouveaux, entamèrent la conviction nationale. On avait agi jusqu'alors par intérêt et par patriotisme, en s'autorisant de l'histoire, en s'inspirant de ce que l'on savait en géographie. Bientôt on ignorera les faits pour la discussion, on se condamnera à l'inertie, à la défiance injustifiée de soi, à l'admiration d'autrui sur parole, au pessimisme général.

La Révolution suivit d'abord les traditions de l'ancien régime. En 1790 encore, le budget colonial se montait à dix millions et demi. Mais les difficultés intérieures et extérieures furent cause qu'on abandonna en fait nos possessions. Il est à remarquer qu'elles firent tout pour se défendre contre l'Angleterre et rester françaises, les Antilles, par exemple, avec Victor Hugues, envoyé de Marseille par Jean Bon Saint-André. Bourbon et l'île de France menèrent même pour nous la guerre de corsaires. N'hésitons pas à voir dans cette conduite une preuve de l'excellence de notre système, de la solidité des liens créés par l'émigration et l'égalité politique. Le 22 août 1792, avant que la guerre fût engagée sur mer, un décret de la Législative avait accordé aux colonies trente-quatre représentants, « considérant qu'elles font partie de

l'empire français ». L'abolition de l'esclavage fut surtout un effet des théories, dont on ne se promit nullement de bons résultats (1). On peut dire que la mesure produisit du désordre plutôt que de la reconnaissance, mécontenta les planteurs, poussa les noirs à se soulever, arrêta la mise en valeur par son caractère radical.

Bonaparte croyait que les colonies sont indispensables à la richesse d'une nation et à la gloire d'un souverain. Mais on doit aussi envisager ses efforts sur mer comme des procédés pour atteindre à sa source même la puissance anglaise, dont l'économie politique et la diplomatie voulaient qu'il fût un adversaire constant. Il releva momentanément notre marine. Il essaya jusqu'à son couronnement de reconstituer notre empire par deux tentatives. L'occupation de l'Égypte fut pour lui le moyen de jouer un grand rôle, mais elle était destinée aussi à séparer l'Angleterre de l'Inde, à rouvrir cette contrée à notre influence. L'acquisition de la Louisiane espagnole (1800), accompagnée d'une promesse d'abandon de la Floride, visait à compléter la prise de la partie orientale de Saint-Domingue (1795), à nous ménager l'entière

(1) « Périissent les colonies plutôt qu'un principe », dit Robespierre à l'Assemblée.

propriété du golfe du Mexique. Le premier Consul inaugura même un genre d'administration coloniale bien d'accord avec son esprit autoritaire : les représentants furent enlevés aux colons (1800) et le pacte colonial rétabli (1802). Mais il se heurtait à plus fort que lui dans la Grande-Bretagne, et fut plus que jamais entravé par les guerres continentales. Il put encore obtenir au traité d'Amiens la restitution de toutes les conquêtes faites par les Anglais. En 1804 commence déjà une vraie liquidation par l'abandon de tout Saint-Domingue. Pendant l'Empire, tous nos domaines d'outre-mer furent enlevés, l'île de France la dernière, en 1810. Le blocus continental ne pouvait valoir contre la puissance britannique les coups de canon impossibles à échanger partout sur l'Océan. En 1814, notre empire était encore moins considérable qu'en 1783, puisque nous n'avions plus Saint-Domingue, Sainte-Lucie, Tabago et Maurice.

Depuis la chute de Napoléon I^{er}, la France a reconquis un rang honorable parmi les puissances coloniales ; mais il s'en faut de beaucoup que l'on soit encore revenu à l'ancienne prospérité, même que l'on ait fait le possible dans ce but. L'époque des traités de Vienne a été suivie chez nous d'une période d'indifférence et de découragement pro-

duit par les derniers désastres. Un fait caractéristique à cet égard est que l'on ne reprit pas immédiatement possession des domaines rendus : le Sénégal n'a été réoccupé qu'en 1817. Plus tard, tous les gouvernements s'employèrent à rétablir la situation. La Restauration débarqua des troupes à Alger. La monarchie de Juillet avança la conquête difficile de l'Algérie et prit les archipels océaniques. Le second Empire annexa la Nouvelle-Calédonie et la Cochinchine, et agrandit le Sénégal. La troisième république s'est installée déjà en Tunisie, au Congo, en Indo-Chine et au Soudan. Mais aucun de ces régimes n'a retrouvé l'unanimité qui fit une coalition si vivace des Français de l'ancien. L'opposition, la manie de discussion nées au cours du dix-huitième siècle, se sont accentuées, renforcées de ce que l'on appelle l'expérience du passé, aussi des progrès théoriques de certains systèmes d'économie sociale. Depuis vingt-cinq ans surtout, nos défaites et les progrès de l'Allemagne ont retenu l'attention du public fixée sur la politique européenne, et l'on a vu les ministres les plus patriotes, ceux qui eurent l'intelligence la plus nette et la plus courageuse des nécessités nouvelles, méprisés presque pour avoir voulu pousser à l'expansion rationnelle. Des changements profonds se sont

opérés dans le partage de l'Asie et de l'Afrique sans être même soupçonnés chez nous, qui n'y avons d'ailleurs pas le même intérêt industriel que d'autres. Maintenant que les plans d'une Angleterre et d'une Allemagne se dessinent, sont en voie d'exécution et divulgués avec insistance, l'opinion renaît enfin parmi nous qu'il faut jouer un rôle au delà des mers bien que nous soyons un peuple agricole, qu'il est temps de nous réclamer des efforts et du sang de nos explorateurs, de nos soldats et de nos missionnaires. Encore entendons-nous opposer aux entreprises les plus urgentes et les plus fructueuses l'épouvantail de la guerre continentale, les difficultés financières. On manque de confiance pour ne pas connaître assez l'histoire et la géographie.

Rien, en effet, dans l'état actuel de nos colonies, pas plus que dans notre passé, ne justifie les hésitations. Il faudrait compter à l'actif de la colonisation française et comme preuves de notre aptitude les 2,300,000 hommes qui parlent notre langue, ont quelques-uns gardé nos lois, dans la seule Amérique du Nord et dans les Antilles perdues (1). Rien que dans l'Amérique entière, il y a

(1) A Maurice, le français, défendu dans les tribunaux malgré les traités, est cependant parlé partout.

actuellement près de 300,000 immigrés français. On n'a pas le droit en présence de ces chiffres de nous objecter l'œuvre anglaise, espagnole ou hollandaise.

Si l'on voulait se servir des procédés d'évaluation en usage à Gotha, on devrait dire que nous possédons 2,890,000 kilomètres carrés de territoire habité par 40 millions d'hommes. Mais nous savons ce qu'il faut penser de la valeur économique de grandes étendues de pays, occupées seulement sur les cartes, pas même connues en réalité. D'aucuns trouvent que la partie utile de notre empire est un fardeau, et, s'ils n'osent pas demander la renonciation absolue, souhaiteraient que l'on formât, « à l'exemple de l'Angleterre », des groupes autonomes qui nous dispenseraient des frais et des dangers de surveillance. M. de Lanessan (1) propose six de ces groupes, et des vœux analogues ont été émis par le Congrès colonial de 1889. On insiste sur l'obligation d'entretenir une armée qui compte, sans les troupes algériennes, 872 officiers et 29,400 hommes (chiffres de 1892). On fait valoir les coefficients de mortalité fournis par la médecine navale ou par M. le docteur Lagneau,

(1) *Expansion coloniale de la France.*

qui ne sont que de 10 à 12 pour 100 en Algérie, mais atteignent hors d'épidémie 20 à 40 pour 100 en Indo-Chine, jusqu'à 73 pour 100 au Sénégal. On représente que presque rien n'a été exécuté au point de vue des travaux publics, puisque nous n'avons que 3,950 kilomètres de chemins de fer, non compris ceux d'Algérie. Nous ne voyons pas que les dépenses faites pour l'armée coloniale aient été jusqu'à présent ruineuses; nous pensons qu'elles pourront le devenir bien moins quand on sera revenu franchement au système trouvé par nous au dix-huitième siècle et appliqué depuis avec tant de succès dans l'Inde suivant l'exemple que nous avons donné. Pour la mortalité, il nous manque de faire assez appel à la science avant de commencer une entreprise : on ne connaît pas et l'on ne prévoit pas, d'où les mécomptes, communs d'ailleurs à toutes les métropoles. Peut-être l'exemple même de l'Algérie aurait dû prouver que l'on laisse trop d'initiative aux compagnies financières. Surtout, le modèle qu'on propose dans la Grande-Bretagne semble mal choisi. On a vu qu'elle retient le plus longtemps possible ses colonies dans sa dépendance, et que l'initiative qu'elle leur laisse n'est souvent que nominale.

Nous voici conduits à établir en quelques mots

qui résument nos traditions nationales, le sens vrai des rapports politiques de la France et de ses colonies. On croit qu'elles ne prospéreront jamais parce que la liberté leur manque, qu'elles sont enchaînées dans des routines de centralisation et de bureaucratie, legs de Bonaparte (1). En réalité, ce sont les seules qui participent, plus pleinement chaque jour, à la vie de la métropole, qui soient aussi autonomes, déjà pour la plupart, que n'importe quelle province française. Les Antilles ou la Réunion ne sont pas plus dépendances de l'État, destinées à l'exploitation pure, que la Normandie ou la Provence; elles constituent des parties de la nation dont les citoyens ont plus qu'une forme générale d'existence locale analogue à celle de la mère patrie, l'égalité réelle de droits. La Grande-Bretagne n'a aboli, en principe, la traite et l'esclavage qu'en 1808 et 1833, bien après notre Révolution. L'autonomie qu'elle a conférée à ses possessions en 1842 dissimule dans le fait des sécessions provoquées par l'intérêt et par les habitudes mêmes de la vie politique anglaise, ou des asservissements économiques. De 1871 à 1875, l'Algérie, la Guadeloupe, la Martinique, la Réu-

(1) M. DESCHAMPS notamment, *ouvrage cité*, p. 377 et suiv.

nion, l'Inde française, la Guyane, le Sénégal et la Cochinchine ont reçu le droit d'avoir des représentants aux Chambres. De 1870 à 1886, le suffrage universel a été accordé aux colons pour l'élection des municipalités et conseils généraux, alors que dans beaucoup de colonies britanniques un sixième seulement des magistrats sont élus. Sans doute, nos domaines ne sont plus larges ouverts à l'étranger comme en 1866-67 ; un octroi de mer uniforme a été établi en 1871 dans les ports coloniaux. Mais voit-on que la France, le danger d'invasions commerciales conjuré, parle ou agisse suivant les maximes de l'ancien « pacte colonial » ? Le régime que nous avons implanté au delà des mers vaut ce qu'il vaut chez nous : il y a des abus partout.

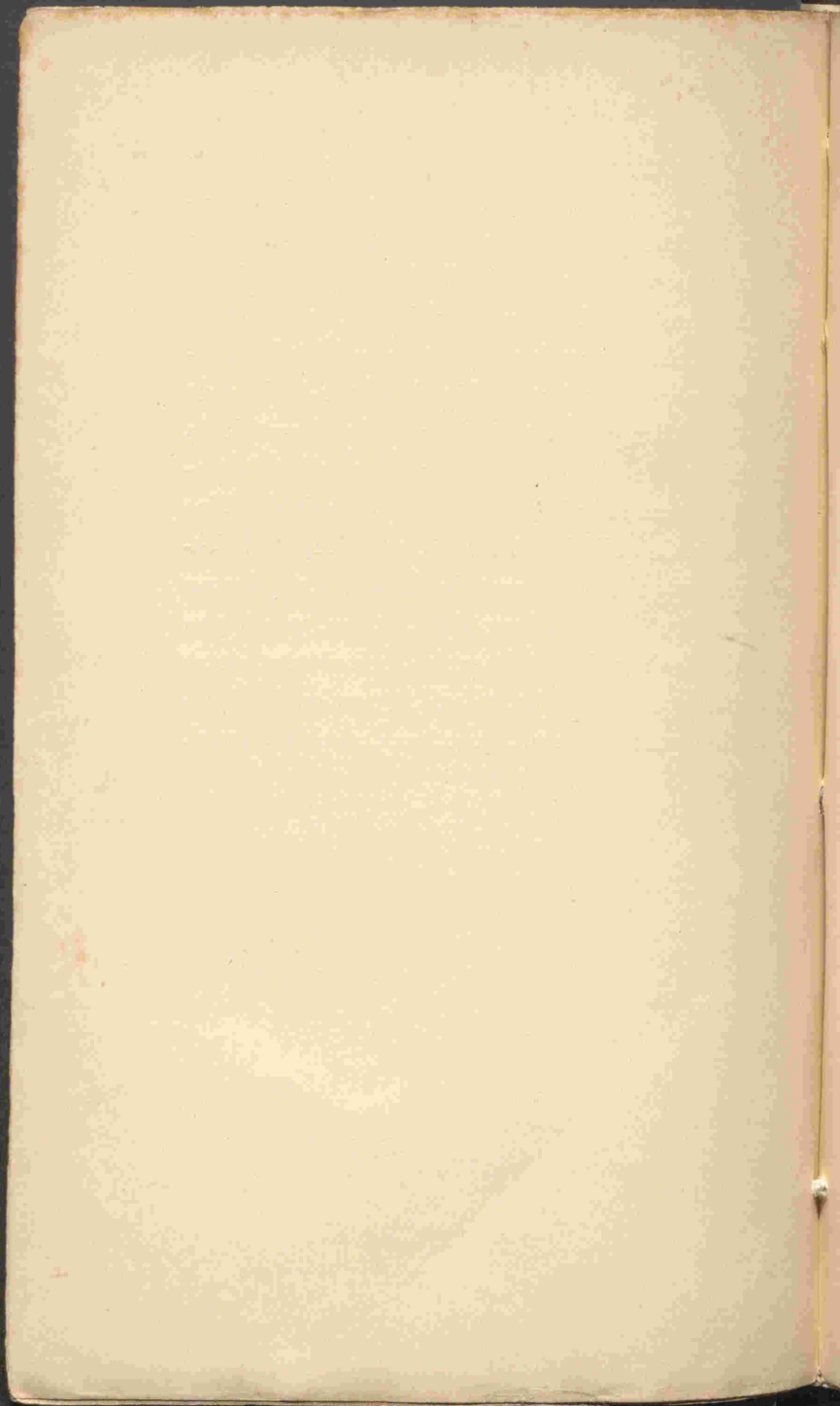
Les mêmes qui mettent en avant la centralisation avancent, par une contradiction curieuse, que la France ne s'attache pas assez ses colonies par l'exploitation commerciale. L'Algérie et la Tunisie entretiennent avec nous des échanges dont la valeur totale est de 410 et 42 millions, avec les autres pays ensemble un trafic de seulement 70 et 27 millions. Mais nos rapports avec la Cochinchine et l'Annam ne se chiffrent que par 22 millions et 530,000 francs, pendant que les

étrangers y font un commerce de 97 et 12 millions. Répondons simplement que les statistiques ne prouvent pas la communauté d'intérêts, ne signifient rien pour des pays neufs, établissent tout au plus, si elles sont exactes, que nous avons moins de besoins immédiats que d'autres.

On a dit encore que les nationaux n'émigrent pas assez aux colonies (1). Il n'y a en Algérie que 270,000 Français (contre 200,000 autres Européens), et 390,000 dans toutes nos possessions. De 1877 à 1884, 516 colons seulement y ont été introduits hors de l'Algérie, ce qui prouve bien que la race n'est pas « spontanément colonisatrice ». En réalité, elle l'est moins que sous l'ancien régime, parce que les circonstances ont changé. Nos colonies sont en majorité maintenant des terres de climat tropical maritime ou continental, qui se prêtent peu à l'habitat pour les blancs, qui renferment en indigènes les ressources nécessaires pour la mise en valeur. Nous n'avons pas besoin de peupler, et il ne nous faut presque partout que des cadres d'officiers et de fonctionnaires capables d'opérer doucement l'initiation agricole, industrielle et morale, ce qui constitue

(1) DESCHAMPS, *ouvrage cité*, p. 381 et suiv.

un réel privilège. De plus, si des contrées vraiment riches et tempérées sont mises en œuvre ou tombent en notre pouvoir, il n'y a pas de raisons pour que l'émigration parisienne, alsacienne, basque, méditerranéenne dont on connaît la résistance, n'y puisse être déviée des États-Unis et de la Plata. Il n'y aura pas d'attrait du climat de la patrie, ni de petite propriété ou de facilité de travail en France qui tienne contre le désir de faire fortune. Ce qu'il faut à l'heure actuelle, c'est s'assurer l'appui et la sympathie de peuples qui nous soient des alliés sur les océans, et qui, peu à peu englobés dans l'unité française, complètent notre richesse par leur libre travail. Question de diplomatie loyale et ferme, question de science aussi.



CONCLUSION

Il s'en faut de beaucoup que nous ayons présenté, dans cette esquisse d'histoire et de géographie comparées, des exemples de tous les genres de colonisation. Nombre de grandes migrations humaines, pacifiques ou belliqueuses, sont encore complètement ignorées ou mal connues. Nul doute qu'une meilleure connaissance des courses maritimes des Arabes, des Malais, des marches du peuple chinois vers son domaine actuel, puisse nous beaucoup instruire, enrichir et modifier nos idées en les élargissant. L'auteur de cet essai s'estimerait satisfait s'il avait réussi à écarter quelques conclusions trop simples, à montrer la fragilité de quelques systèmes trop absolus que l'histoire ou l'économie politique, malgré leurs admirables progrès en notre siècle, n'ont pu encore détruire; la science géographique y aide et y aidera de plus en plus. Si notre France paraît

plus riche en belles œuvres coloniales, plus féconde en initiatives hardies, plus habile et en même temps plus hautement désintéressée qu'il n'avait été dit jusqu'ici, si j'ai pu contribuer à mettre en relief quelques mérites trop rabaissés de nos hommes d'État et de nos institutions de tous les temps, je m'estimerai largement récompensé de ce travail. Ce n'est pas là une illusion du chauvinisme, ni même une simple et légitime joie de patriotisme. Les leçons que renferme notre histoire coloniale nous doivent être spécialement précieuses; car parmi tous les grands peuples colonisateurs, le peuple français est un de ceux dont le tempérament s'est le moins profondément altéré, et dont les traditions, par cela même, sont les plus instructives. Nos exemples ont éclairé nombre de nations, nos expériences servi généreusement l'humanité; mais ce trésor du passé vaut pour nous plus encore que pour les étrangers. L'Angleterre de la fin du dix-neuvième siècle est prodigieusement différente de celle qui colonisa l'Amérique du Nord aux dix-septième et dix-huitième siècles, différente non seulement par le nombre de ses nationaux et le degré de sa richesse, mais par les modes de son activité économique. La France n'a pas été aussi remuée et modifiée

par le développement des industries mécaniques et du grand commerce international. Son passé compte donc doublement pour elle; et dans sa pleine connaissance nous éprouvons une satisfaction de sentiment, mais en même temps une garantie de bien servir les intérêts de la communauté.

FIN

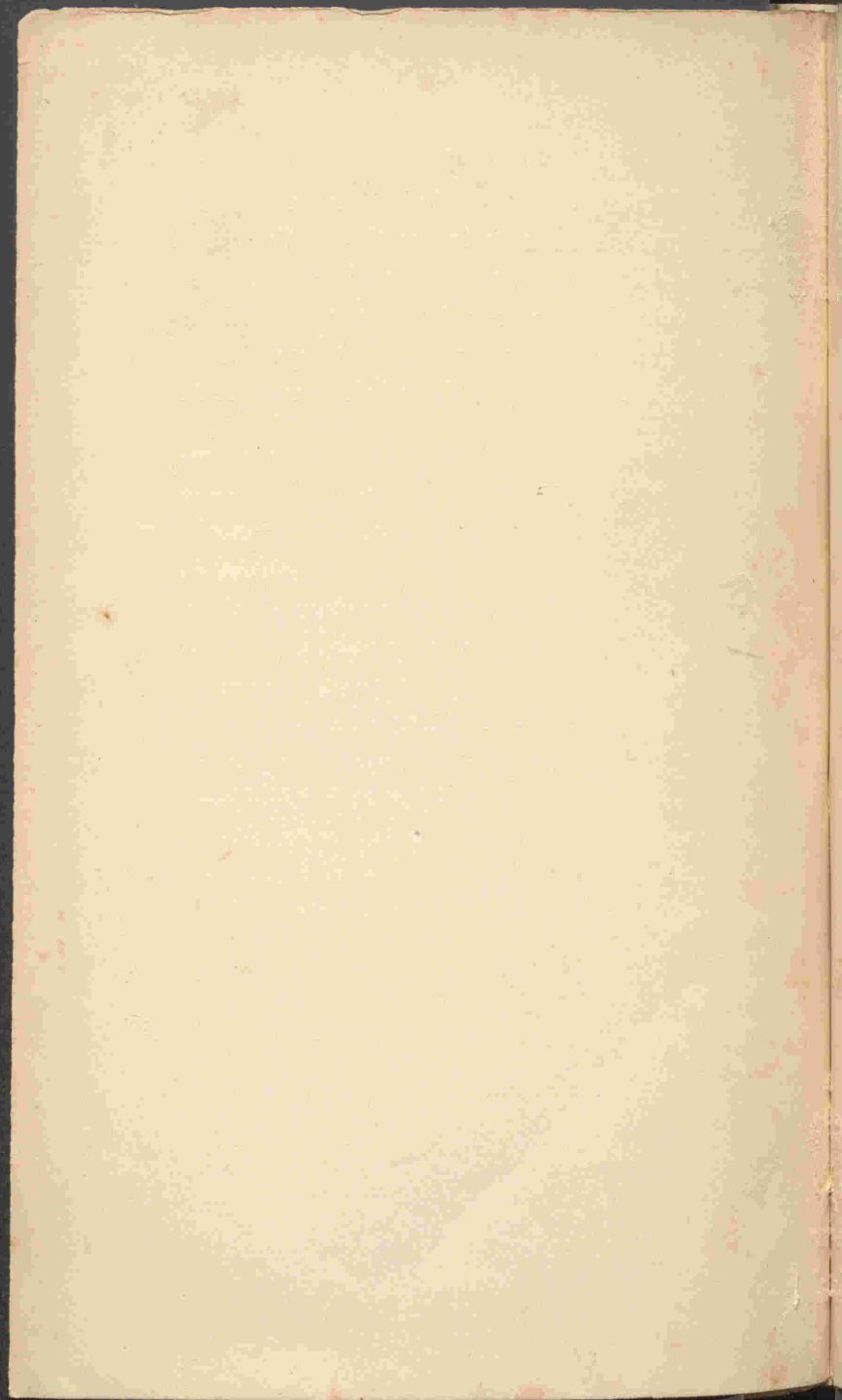


TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages.
Recherche d'une définition exacte de la colonisation	1

CHAPITRE PREMIER

Colonisation ancienne et colonisation moderne	13
---	----

CHAPITRE II

Caractères essentiels de la colonisation portugaise	35
---	----

CHAPITRE III

Évolution des pratiques colonisatrices dans la politique espagnole	53
---	----

CHAPITRE IV

De la colonisation hollandaise	71
--	----

CHAPITRE V

Théories et pratiques coloniales de la Grande-Bretagne . .	91
--	----

CHAPITRE VI

La colonisation russe	147
---------------------------------	-----

CHAPITRE VII

	Pages.
Colonies de colonies. — La colonisation des États-Unis d'Amérique.....	181

CHAPITRE VIII

Les tard-venus de la colonisation. — La colonisation allemande contemporaine.....	201
---	-----

CHAPITRE IX

Les tard-venus de la colonisation. — La colonisation italienne.....	231
---	-----

CHAPITRE X

Quelques idées sur la continuité des doctrines et des pratiques coloniales en France.....	243
---	-----

CONCLUSION	285
------------------	-----

ESCUOLA DE ESTUDIOS
HISPANO-AMERICANOS
BIBLIOTECA

Librairie de G. MASSON, 120, Boulevard St-Germain, PARIS.

OUVRAGES DE M. MARCEL DUBOIS

Cours complet de Géographie pour l'Enseignement secondaire classique et moderne. Huit vol. petit in-8° cartonnés toile.

DIVISION DU COURS

- Géographie élémentaire des cinq parties du monde**, 90 figures, cartes et croquis, avec la collaboration de M. THALAMAS, professeur au lycée de Saint-Quentin. (*Huitième classique*). 2 fr.
- Géographie élémentaire de la France et de ses Colonies**. — *Cours élémentaire*, 59 figures, cartes et croquis, avec la collaboration de M. THALAMAS, professeur au lycée de Saint-Quentin. (*Septième classique*). 2 fr.
- Géographie générale du monde**. — **Géographie du bassin de la Méditerranée**, 71 figures, cartes et croquis, avec la collaboration de M. A. PARMENTIER, professeur au collège Chaptal. (*Sixième classique*). 2 fr.
- Géographie de la France et de ses Colonies**. — *Cours moyen*, 112 figures, cartes et croquis. (*Cinquième classique et Sixième moderne*). 3 fr.
- Géographie générale**. — **Étude du continent américain**, 59 cartes et croquis, avec la collaboration de M. Aug. BERNARD, professeur agrégé d'histoire et de géographie. (*Quatrième classique et Cinquième moderne*). 3 fr.
- Afrique — Asie — Océanie**, 20 cartes et croquis, avec la collaboration de M. C. MARTIN, professeur agrégé d'histoire et de géographie, et M. H. SCHIRMER, chargé de cours à la Faculté des lettres de Lyon. (*Troisième classique et Quatrième moderne*). 2^e édition. 3 fr. 50
- Europe**, avec la collaboration de MM. DURANDIN et MALET, professeurs agrégés d'histoire et de géographie. (*Seconde classique et Troisième moderne*). 2^e édition. 5 fr.
- Géographie de la France et de ses Colonies** — *Cours supérieur* avec la collaboration de M. F. BENOIT, agrégé d'histoire et de géographie, 209 figures, cartes et croquis. 2^e édition. (*Rhétorique et Seconde moderne*). 6 fr.

Précis de Géographie à l'usage des candidats à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, en collaboration avec M. Camille GUY, ancien élève de la Faculté des lettres de Paris, professeur agrégé de géographie et d'histoire. Un vol. in-8° de 1,200 pages avec 279 cartes, croquis et figures dans le texte.

Broché : 12 fr. 50; relié : 14 fr.

Cartes d'Étude

pour servir
à l'Enseignement de la Géographie

Par MM.

MARCEL DUBOIS

et **E. SIEURIN**

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE MELUN

Croquis en noir, très simples et très clairs, ne contenant en fait de nomenclature que ce qui est essentiel, ce sont vraiment des cartes d'étude faciles à reproduire et qui font voir un pays sous tous ses aspects, en procédant, comme les auteurs le disent, « du simple au complexe ». L'élève y passe graduellement en revue tous les aspects du pays qu'il doit connaître; il y étudie en ordre et dans l'ordre qu'il convient, au lieu de se laisser aller à cette fantaisie errante que suscite la lecture d'une carte trop compliquée.

PREMIÈRE PARTIE :

LA FRANCE

38 feuilles (226 cartes et cartons) reliées en un volume in-4°. 1 fr. 80

DEUXIÈME PARTIE :

L'EUROPE

29 feuilles (129 cartes et cartons), reliées en un volume in-4°. 1 fr. 80

TROISIÈME PARTIE :

GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE, ASIE, OCÉANIE, AFRIQUE, AMÉRIQUE

49 feuilles (187 cartes et cartons), reliées en un volume in-4°. 2 fr. 50

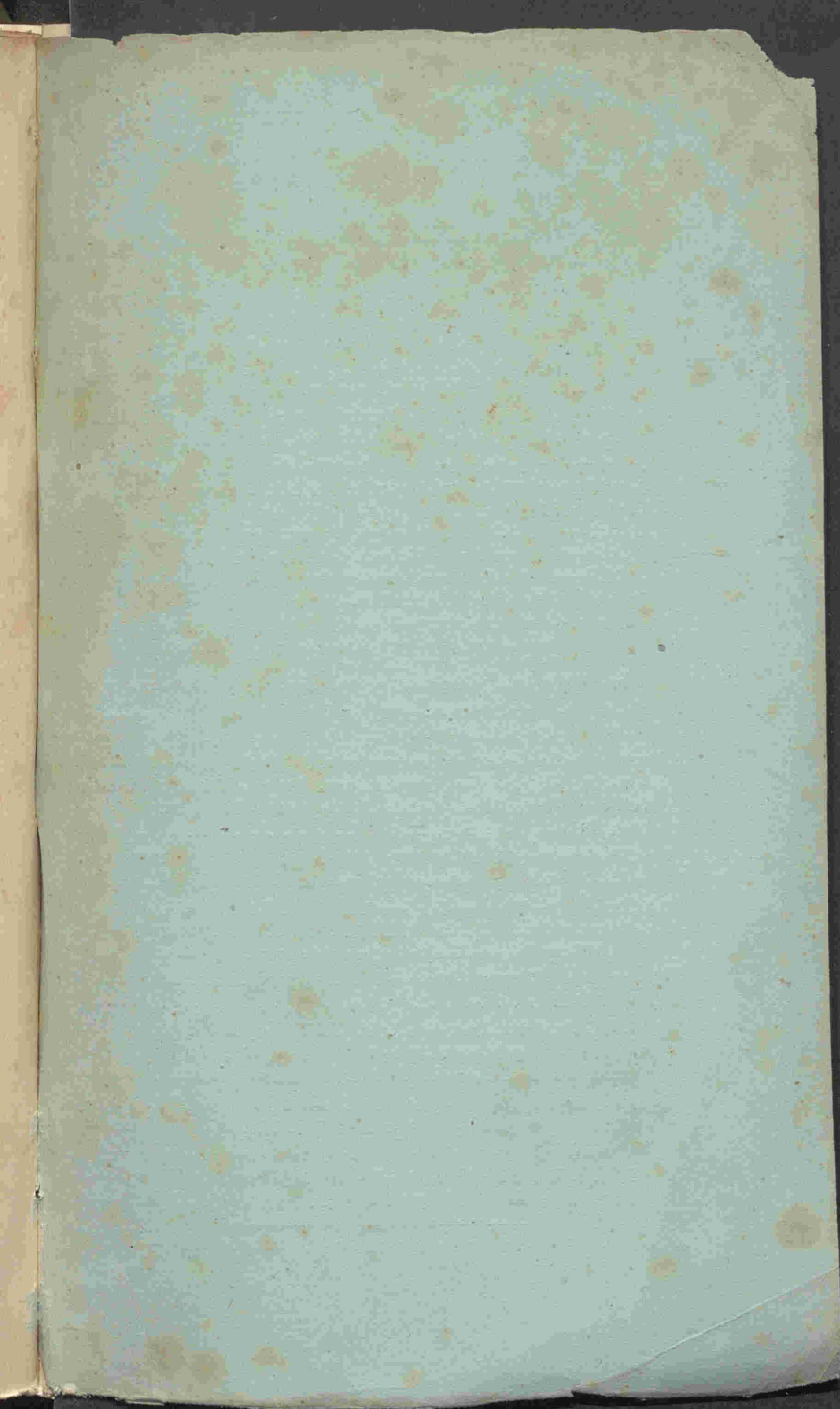
Enseignement secondaire des jeunes filles *Enseignement primaire supérieur*

Notions élémentaires de géographie générale. Nouvelle édition, publiée en collaboration avec M. PARMENTIER, professeur au collège Chaptal, et M. BENARD, agrégé d'histoire et de géographie. In-16 cartonné toile verte. 2 fr. 25

Géographie de l'Europe. Nouvelle édition, publiée avec la collaboration de M. Paul DURANDIN, agrégé d'histoire et de géographie, avec cartes et croquis dans le texte. Un vol. in-16, cartonné toile verte. 2 fr. 25

Géographie de la France. Nouvelle édition, publiée avec la collaboration de M. BENOT, agrégé d'histoire et de géographie, avec cartes et croquis dans le texte. Un vol. in-16, cartonné toile verte. 2 fr. 25

Précis de géographie économique des cinq parties du monde. Un vol. in-16, cartonné toile verte. 6 fr.



A LA MÊME LIBRAIRIE :

Histoire de la question coloniale en France, par LÉON DESCHAMPS, professeur d'histoire au lycée du Mans. in-8.
(Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, prix Audiffred.)

Les Grandes Compagnies de commerce. Étude pour servir à l'histoire de la colonisation, par Pierre BONNASSIEUX. Un vol. in-8°. Prix. 10 fr.
(Récompensé par l'Académie des sciences morales et politiques.)

Une colonie féodale en Amérique : L'Acadie (1604-1881), par RAMEAU DE SAINT-PÈRE. Deux vol. in-18, avec carte. 8 fr.

Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés, par Octave NOËL, professeur à l'École des hautes études commerciales.

— I. *Temps anciens, moyen âge.* Ouvrage enrichi de planches et de cartes hors texte. Un vol. grand in-8°. Prix. 20 fr.

— II. *Depuis les découvertes maritimes du dixième siècle jusqu'à la révolution de 1789.* Ouvrage enrichi de planches et de cartes hors texte. Un vol. grand in-8°. Prix. 20 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Théroutanne, et par

l'Académie des sciences morales et politiques, prix Le Dissez de Penanrhan.)

La Conquête d'Alger, par Camille ROUSSET, de l'Académie française. Un vol. in-8°. Prix. 6 fr.

Les Commencements d'une Conquête. L'Algérie de 1830 à 1840, par Camille ROUSSET, de l'Académie française. Deux vol. in-8° avec atlas spécial. Ouvrage orné du portrait de l'auteur. Prix. 20 fr.

La Conquête de l'Algérie (1841-1857), par Camille ROUSSET, de l'Académie française. Deux in-8°, avec atlas spécial. 20 fr.

La Politique française en Tunisie. Le Protectorat et ses origines (1834-1891), par P. H. X. Un vol. in-8°. Prix. 7 fr. 50
(Couronné par l'Académie française, prix Théroutanne.)

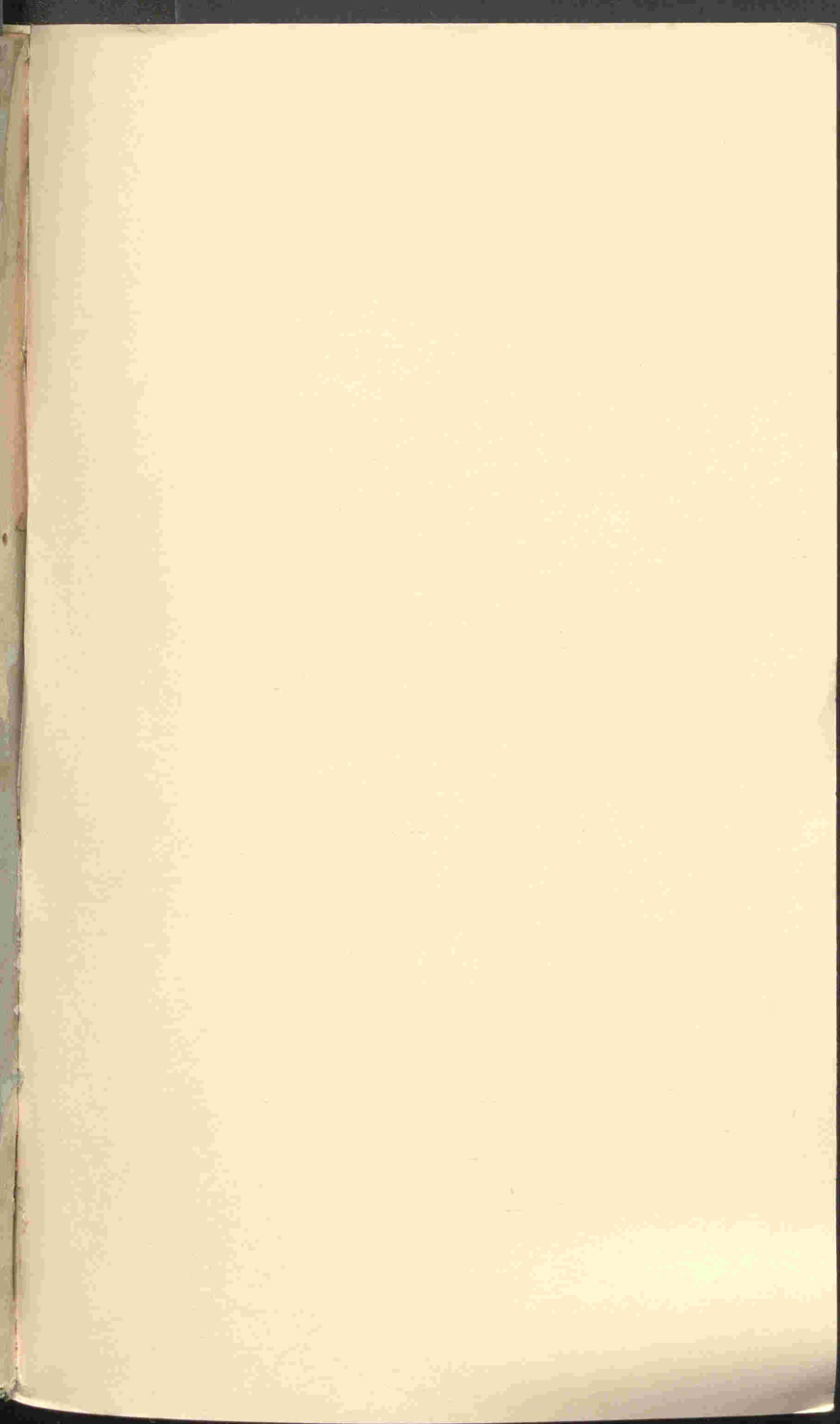
L'Égypte et l'occupation anglaise, par E. PLAUCHUT. Un vol. in-18. Prix. 3 fr. 50

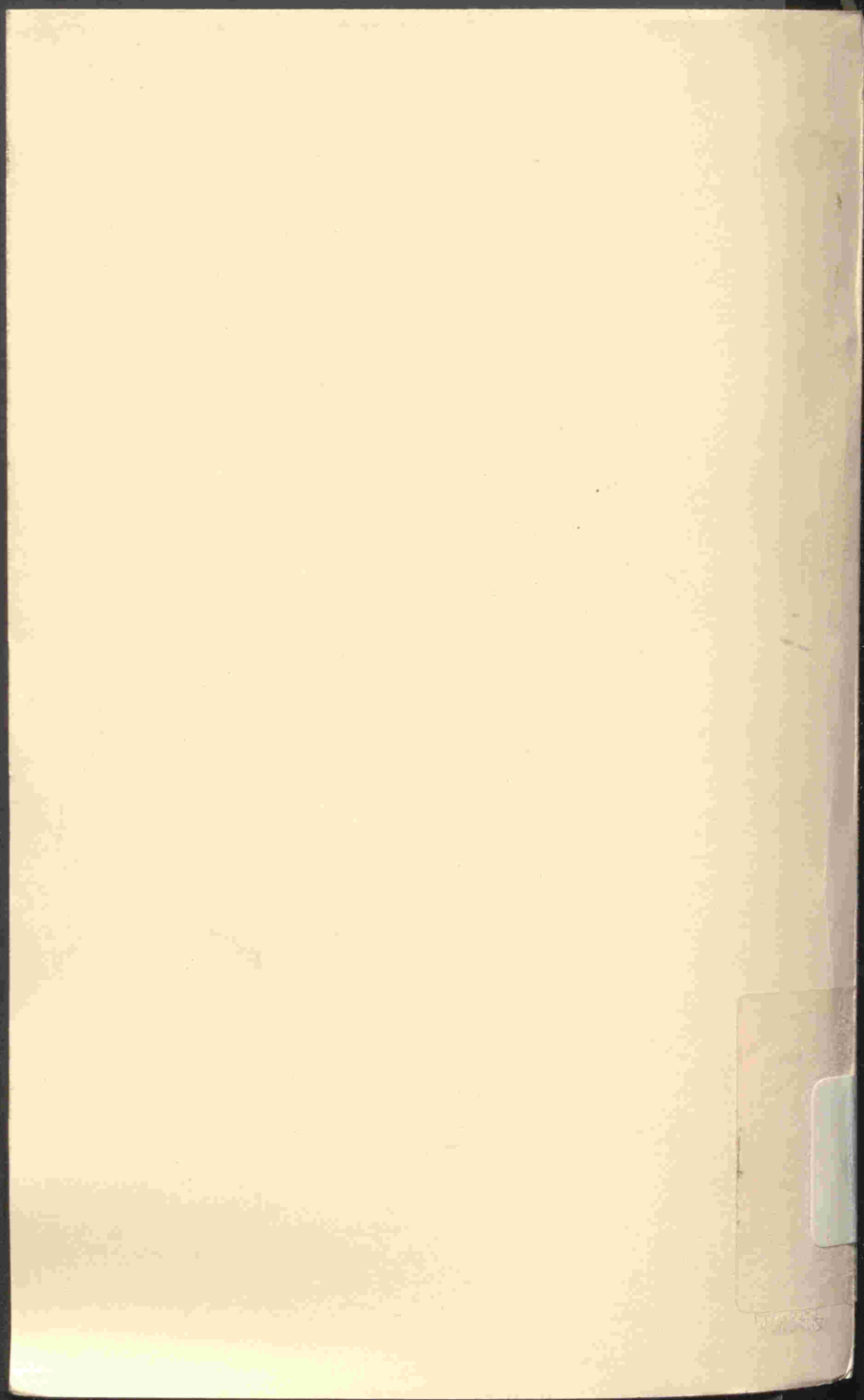
Un essai d'empire français dans l'Inde au dix-huitième siècle.

Dupleix, d'après sa correspondance inédite, par Tibulle HAMONT. 2^e édition. Un vol. in-18 avec cartes. Prix. 4 fr.

La fin d'un empire français aux Indes sous Louis XV. Lally-Tollendal, d'après des documents inédits, par Tibulle HAMONT. Un vol. in-8°, avec cartes. Prix. 7 fr. 50

Au Tonkin. Un an chez les Muongs. Souvenirs d'un officier par Frédéric GARCIN. In-18, avec cartes et gravures. Prix. 4







A

1028